

FACULTE DE DROIT DE L'UNIVERSITE DE BORDEAUX

LA DÉsertION DE LA TERRE
EN BÉARN
ET DANS LE PAYS BASQUE

THESE POUR LE DOCTORAT
Soutenue devant la Faculté de Droit de Bordeaux

Le Jeudi 22 Juin 1939, à 17 heures

PAR

Jacques SAINT - MACARY



— P A U —

IMPRIMERIE COMMERCIALE, G. LESCHER-MOUTOUÉ, IMPRIMEUR.

11, Rue Maréchal-Joffre, 11

1939

FACULTE DE DROIT DE L'UNIVERSITE DE BORDEAUX

LA DÉSERTION DE LA TERRE
EN BÉARN
ET DANS LE PAYS BASQUE

THESE POUR LE DOCTORAT

Soutenue devant la Faculté de Droit de Bordeaux

Le Jeudi 22 Juin 1939, à 17 heures

PAR

Jacques SAINT - MACARY



— P A U —

IMPRIMERIE COMMERCIALE, G. LESCHER-MOUTOUÉ, IMPRIMEUR.

11, Rue Maréchal-Joffre, 11

1939

Au point de vue météorologique, le département offre, sauf dans les montagnes, l'expression la plus heureuse du climat girondin. La température est assez égale, les pluies sont douces.

La chaleur de l'été et les froids de l'hiver sont atténués par la proximité de l'Atlantique. A Pau la moyenne annuelle de la température est de 13°40. Elle est plus élevée dans les basses vallées des gaves et sur la Côte basque.

Les rivières béarnaises et basques appartiennent presque toutes au bassin de l'Adour. Il faut en excepter la Nivelle et la Bidassoa, petits fleuves côtiers, et l'Iraty, qui, affluent du Rio Aragon et par celui-ci de l'Ebre, appartient au bassin méditerranéen.

L'Adour prend sa source dans les Hautes-Pyrénées ; il traverse ensuite une partie du Gers et des Landes, et longe les Basses-Pyrénées pendant 25 kilomètres seulement, mais son embouchure se trouve dans ce département.

Ce fleuve reçoit successivement, comme cours d'eau venant des Basses-Pyrénées : les Luys réunis, les Gaves réunis, formés par le Gave de Pau et par le Gave d'Oloron, ce dernier formé lui-même par le Saison ou Gave de Mauléon et les Gaves d'Aspe et d'Ossau. L'Adour reçoit ensuite la Bidouze et la Nive.

Administrativement le département des Basses-Pyrénées, qui comptait au recensement de 1936, 413.411 habitants, est formé depuis 1926 des trois arrondissements de Pau, d'Oloron et de Bayonne. Ces trois nouveaux arrondissements ont remplacé les cinq anciens arrondissements de Pau, d'Oloron, d'Orthez,

de Mauléon et de Bayonne. Le chef-lieu du département est à Pau.

Le département se compose de deux régions très différentes, le Béarn, à l'est, et le Pays basque à l'ouest. Une très faible partie de la Gascogne au nord, se rattache ethniquement au Béarn.

Le Béarn forme les trois cinquièmes du département. Il comprend les vallées du Gave de Pau et du Gave d'Oloron et les plateaux du nord et du nord-est.

Ancien Etat souverain, le Béarn ne fut réuni à la France qu'en 1620 après lui avoir donné sa dynastie.

Sa capitale est Pau. Les villes de moindre importance sont Oloron, Orthez et Salies. Le Béarn est essentiellement rural.

Le Pays Basque est composé de trois vallées parallèles, celle du Saison, affluent du Gave d'Oloron, celle de la Bidouze, et celle de la Nive, affluents de l'Adour.

Il est formé de trois provinces : le Labourd, la Basse-Navarre et la Soule. A l'encontre du Béarn, le Pays Basque français, pas plus que le Pays Basque espagnol, n'a jamais constitué un Etat indépendant (1). Rural à l'intérieur, il contient sur la côte des villes dont la population ne cesse d'augmenter.

Si le Béarn et le Pays Basque diffèrent géographiquement, ils diffèrent encore davantage au point de vue ethnographique et au point de vue linguistique.

(1) Une partie du Pays Basque seulement, la Navarre, presque entièrement peuplée de Basques, a été jadis un Etat souverain, composé de la Haute Navarre ou Navarre d'Outre-Monts, qui nous fut ravie par les Castellans en 1512 et de la Basse-Navarre, aujourd'hui française, qui fut alors conservée avec le titre de roi, par nos princes de la dynastie béarnaise,

Les Béarnais sont issus de peuples romanisés. Ils se rapprochent de leurs voisins les Gascons et parlent, comme eux, un dialecte directement dérivé du latin, « singulièrement beau, bref, et signifiant », comme celui qu'admirait Montaigne.

Les Basques constituent avec leurs frères du nord de la Péninsule ibérique, restés d'ailleurs moins purs de race, un groupe ethnique autonome dont la lointaine origine a suscité et suscite encore de vives discussions. Leur langue, l'*euskara*, est une langue agglutinante qu'on ne peut rattacher à aucun autre idiome connu, à aucune langue parlée ou morte (2).

S'il n'y a pas de compénétration possible entre les deux langues, tellement elles diffèrent, la race est moins impénétrable. Depuis quelques années, surtout dans la vallée du Gave d'Oloron, on voit d'assez nombreux mariages entre paysans béarnais et paysannes basquaises. On en voit beaucoup moins entre les paysans basques et les béarnaises, qui sont moins attachées aux travaux de la terre.

*
* *

Béarnais et Basques, pourtant si différents, ont un trait commun : ils sont essentiellement pasteurs et agriculteurs.

(2) Cette langue, « belle, harmonieuse et brillante » a dit le géographe Joanne, possède une puissance extraordinaire d'agglomération ; elle est capable de modifier à l'infini, les formes, les *circonstances* de ses mots et de leur donner ainsi une longueur parfois considérable. Chose bizarre, dans une langue qui ne possède qu'un seul genre, le basque, lorsqu'il emploie la forme familière du verbe, en modifie la terminaison d'après le sexe des personnes. (GÈZE. — *Eléments de grammaire basque*, Bayonne, 1873).

L'industrie n'a, en Béarn et dans le Pays Basque qu'une importance secondaire, mais cependant grandissante.

On trouve dans les Basses-Pyrénées deux sortes d'industries : les industries d'origine étrangères, très variées d'expression et les industries locales de nature textile ou alimentaire (3).

Les premières sont installées principalement à Bayonne et au Boucau, elles sont surtout d'ordre métallurgique et chimique.

L'industrie textile est représentée par des fabriques de toile, de linge de table, de tissus laineux et de bérets établies en Béarn, dans les régions de Pau et d'Oloron.

Outre les minoteries et les distilleries, l'industrie alimentaire a sa principale expression dans la préparation des fameux jambons de Bayonne et d'Orthez et des salaisons en général.

On trouve aussi des tanneries et des fabriques de chaussures, ces dernières à Hasparren et à Pontacq. De très nombreuses manufactures d'espadrilles sont dispersées sur tous les points du département.

Une industrie très florissante est l'industrie hôtelière en raison du tourisme et des nombreuses stations balnéaires et thermales.

En dehors de nombreuses sources minérales, le sous-sol procure encore du minerai de fer, du marbre, de la pierre à bâtir, du plâtre et du sel gemme.

Malgré ces quelques industries, les Béarn et le Pays

(3) Onésime RECLUS. — *Les Basses-Pyrénées*, p. 2. — Editions Attinger, 1927.

Basque demeurent encore des régions essentiellement rurales.

L'exploitation du sol varie à cause de la diversité du pays, diversité qui porte sur la qualité de la terre, sur l'altitude et sur l'exposition.

On peut distinguer six régions agricoles.

Au nord du département on trouve à la fois des céréales et de la vigne. On y pratique aussi l'élevage du bétail.

Dans la plaine du Gave de Pau on s'adonne surtout à la culture des céréales et à l'élevage. La culture de la vigne n'y est qu'accessoire. Les terrains d'alluvions donnent d'excellents rendements. L'accroissement de la population de Pau a provoqué, dans les villages des environs, une grande extension de la culture maraîchère.

Les coteaux du Béarn sont couverts de vignobles. Les crus de Jurançon, de Monein, de Lagor, de Salies, sont réputés. On y pratique aussi l'élevage des bœufs et la culture des arbres fruitiers.

Les plaines du Gave d'Oloron, très fertiles et que les Béarnais appellent « las arribères », produisent des céréales, surtout du maïs. On y élève aussi des bœufs, des porcs et des chevaux.

Le Pays Basque s'était autrefois presque exclusivement consacré à l'élevage du mouton, mais aujourd'hui on y élève aussi des bœufs et des chevaux et on y cultive du blé et du maïs. Il y a peu de vignes, sauf dans les vallées de la Nivelle, d'Espelette et de Laurhibar.

Enfin, dans les hautes montagnes béarnaises et basques, on pratique surtout l'élevage du mouton et la

production du fromage, mais on y élève aussi des bœufs et on y exploite les forêts de hêtres, de chênes et de sapins.

Dans toutes les régions, les accidents du terrain se prêtent mal à la grande culture. Les petites exploitations familiales sont de beaucoup les plus importantes, tant en Béarn que dans le Pays Basque. Les moyennes exploitations sont moins nombreuses, elles occupent un ou deux domestiques, en plus de la main-d'œuvre familiale. Les grandes exploitations sont exceptionnelles.

En ce qui concerne les modes de faire valoir le sol, la statistique de 1892 les répartissait ainsi :

Propriétaires exploitants.	53.825
Métayers.	11.028
Fermiers.	4.378
TOTAL.....	69.231

Aujourd'hui le nombre total des exploitations a diminué, mais la proportion du nombre des propriétaires exploitants a augmenté. Beaucoup de métayers et de fermiers ont acheté des propriétés après la guerre. Les domaines exploités directement par leurs propriétaires couvrent aujourd'hui les quatre cinquièmes de la superficie cultivable du département.

L'exploitation familiale constitue le meilleur mode de faire valoir, elle réalise en quelque sorte une « autarchie » économique familiale. La famille peut y vivre en circuit économique fermé. Elle produit le blé nécessaire à son pain, le vin pour sa boisson, tandis que les porcs sacrifiés en hiver fournissent avec la basse-

cour la viande nécessaire à l'alimentation. Enfin le jardin fournit tous les légumes.

Le maïs est la céréale dont la récolte est la plus importante. Il sert à l'alimentation des animaux, mais la plus grande partie de cette récolte est portée au marché avec les produits du grand et du petit élevage.

Ce mode d'exploitation directe concerne surtout le Béarn, où les autres modes d'exploitation n'intéressent que quelques centièmes seulement de la surface cultivée (4).

Le métayage est surtout répandu dans le Pays Basque où se trouvent les neuf dixièmes des métairies du département. Il donne des résultats beaucoup plus heureux que dans d'autres régions de la France. Cela tient à ce que la plupart des propriétaires, vivant sur leurs terres, s'intéressent à l'exploitation et considèrent leurs métayers comme de véritables **associés**, avec lesquels ils ont d'excellentes relations.

Au point de vue familial, le métayage présente un avantage sur la propriété. Tandis que les propriétaires restreignent le nombre de leurs enfants pour que leur exploitation ne soit pas morcelée, les métayers ont généralement des familles assez nombreuses.

En Béarn et dans le Pays Basque, le fermage est un mode de faire-valoir accidentel auquel se résout le propriétaire qui n'habite pas sur les lieux ou qui a eu des déboires avec ses métayers (5).

En dehors des montagnes et en dehors aussi des pays

(4) R. LARCHEVÊQUE, prof. d'agriculture : *La propriété et l'exploitation*, p. 93. — Monographie agricole du département des Basses-Pyrénées, 1937.

(5) René LARCHEVÊQUE, *op. cit.*, p. 95.

où la plus grande partie de l'exploitation est réservée à la vigne, quel que soit le mode de faire-valoir, l'exploitation agricole est composée d'une façon à peu près identique. A côté des terres labourables, une bonne partie de l'exploitation est réservée à des prairies permanentes pour l'élevage, tandis que dans les landes ou **touyas** on recueille des matières fertilisantes, tuies ou ajoncs épineux, destinés à la litière et à la production du fumier.

Ces matières fertilisantes sont absolument nécessaires, car les assolements pratiqués sont très épuisants. On pratique, soit l'assolement biennal : blé, maïs ; soit l'assolement triennal : blé, maïs, trèfle ; soit encore l'assolement en quatre soles, maïs, encore maïs, blé et trèfle. C'est l'assolement le plus employé dans les terrains d'alluvions, où il donne d'excellents résultats à condition d'y incorporer beaucoup d'engrais.

A la diversité des cultures, le Béarn et le Pays Basque joignent la variété des paysages.

Dans le Pays Basque les maisons sont disséminées au milieu des champs et souvent éloignées du bourg, réduit à une très petite agglomération. C'est un « pays de bocage ».

Les coteaux béarnais ont le même aspect, mais dans les vallées des Gaves et sur les plateaux les maisons sont groupées en villages, tandis que les terres de chaque exploitation sont disséminées en une foule de parcelles, comme dans les « pays de champagne ».

Cette diversité des paysages fait du département des Basses-Pyrénées, l'un des plus pittoresques des départements français. Les nombreux touristes qui le sillonnent et qui peuvent à la fois y admirer la montagne et

la mer, sont séduits par son climat tempéré et l'aspect de son sol fertile. Pourtant tous ses habitants ne paraissent pas apprécier, au même degré, les charmes de leur pays, car un terrible fléau est en train de ravager les campagnes du Béarn et du Pays Basque, **la désertion de la terre.**

C'est à ce mal redoutable que nous allons consacrer les développements qui vont suivre.

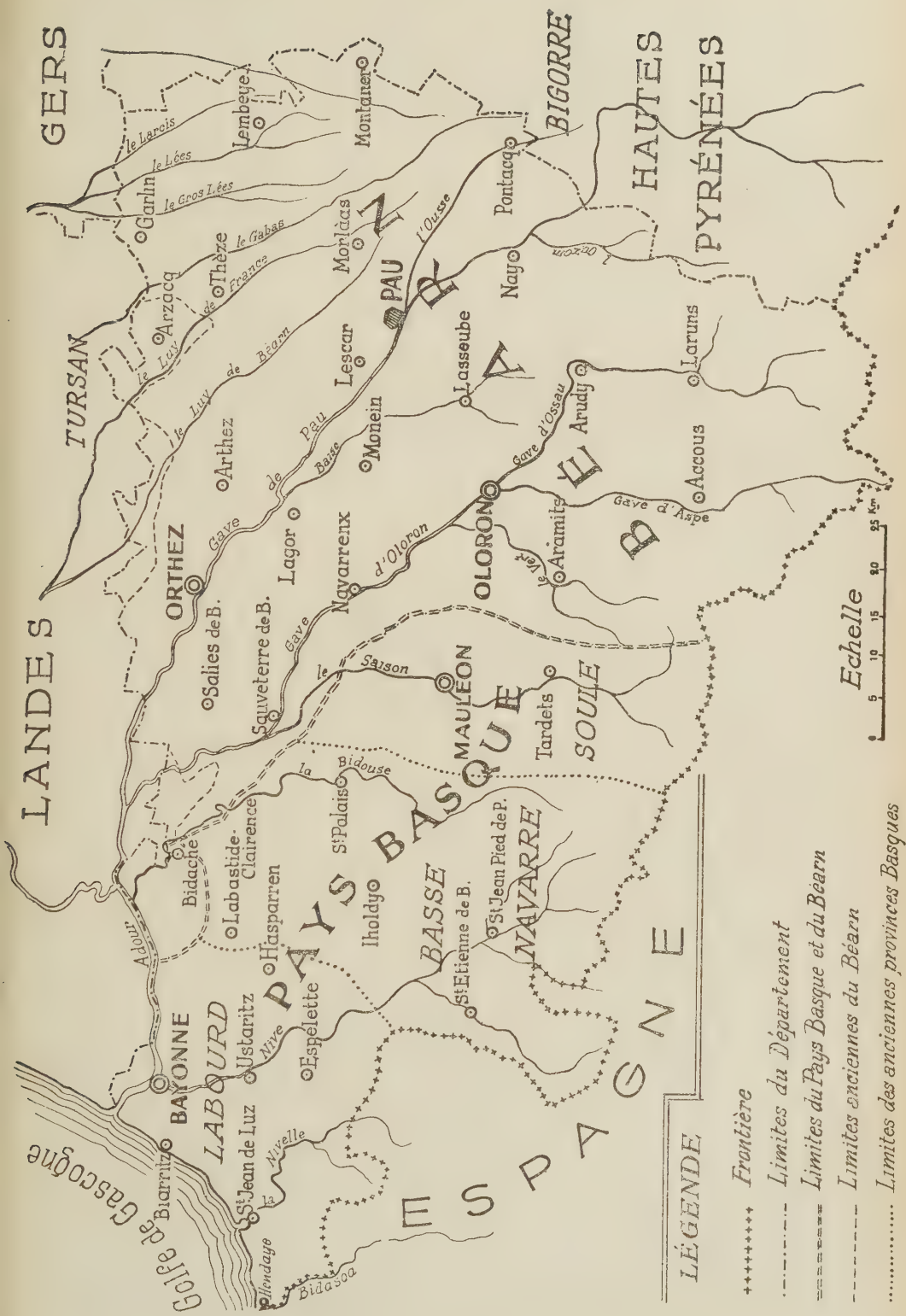
*
* *

Nous diviserons en trois parties cette étude sur la désertion de la terre en Béarn et dans le Pays Basque.

La première partie sera consacrée à l'étude des **faits** qui constituent cette désertion.

Dans la deuxième partie, nous chercherons les **causes** qui ont provoqué cette désertion.

Enfin dans la troisième partie, nous proposerons des **remèdes** susceptibles, à notre avis, d'enrayer la désertion de la terre.



PREMIERE PARTIE

LES FAITS



dans les régions les plus opposées du département et dans un des anciens arrondissements des Basses-Pyrénées. Trois se trouvent dans la partie béarnaise et deux dans la partie basque.

CANTON DE LEMBEYE

(Arrondissement de Pau)

COMMUNES	1836	1846	1856	1876	1891	1936
Anoye	543	552	500	379	330	202
Arricau. . . .	301	269	232	316 (1)	312	172
Arrosés.	554	679	597	486	414	216
Bassillon-Vauzé	284	240	233	190	167	109
Bétracq. . . .	266	<i>réuni prov. à Monpezat</i>		215	178	99
Boast.	292	<i>réuni à Cosledaa</i>				
Bordes.	150	135	133	<i>réuni à Arricau</i>		
Cadillon. . . .	361	479	467	259	215	137
Castillon. . . .	222	194	218	163	148	92
Corbè ^{ros} -Abère						
Domengeux . .	390	366	321	251	220	145
Cosledaa-Lube	530	822	774	650	619	454
Crouseilhès . .	451	444	491	405	394	211
Esurès.	266	286	251	226	201	134
Gayon.	299	290	246	224	175	128
Gerderest. . . .	296	329	338	264	275	186
Idernes-Aur ^s . .	421	451	406	306	262	189
Juillacq.	240	<i>réuni à Maspie</i>				
Lalongue. . . .	601	605	583	348	418	221
Lannecaube-						
Meillac. . . .	475	482	471	411	417	261
Lasserre. . . .	261	255	221	219	176	113
Lembeye. . . .	1.334	1.517	1.336	1.170	1.126	824
Lespielle-Lan-						
neg ^{no} -Germen.	388	377	378	319	234	208

(2) Les chiffres soulignés sont ceux des villages qui ont bénéficié de l'appoint de population d'autres villages qui leur ont été réunis.

COMMUNES	1836	1846	1856	1876	1891	1936
Luc-Armau. .	403	380	361	271	239	186
Luccarré . . .	222	236	228	158	110	94
Lussagnet-L ⁿ .	408	412	359	341	313	212
Maspie-Lal ^o . .	364	644	573	490	431	345
Momy.	424	400	413	304	278	192
Monassut						
Audiracq. .	500	490	463	506	425	308
Moncaup . . .	824	754	764	617	661	295
Montpezat. . .	207	509	439	193	159	107
Peyrelongue-A.	481	480	461	358	314	206
Samsons-Lion.	336	324	307	230	147	130
Séméacq-Bl. .	336	324	307	230	147	130
Simacourbe . .	575	580	557	536	477	362
<i>Total....</i>	<u>14.301</u>	<u>14.596</u>	<u>13.709</u>	<u>11.293</u>	<u>9.251</u>	<u>6.827</u>

CANTON D'ACCOUS

(Arrondissement d'Oloron)

COMMUNES	1836	1846	1856	1876	1891	1936
Accous	1.627	1.530	1.591	1.369	1.102	803
Aydius.	822	890	855	694	541	241
Bedous	1.392	1.355	1.309	1.133	970	826
Borce	729	860	723	539	511	359
Cette-Eygun .	510	475	461	383	414	285
Escot.	812	769	750	590	523	289
Etsaut.	461	623	426	391	352	222
Lées-Athas. .	910	911	857	676	602	501
Lescun.	1.173	1.478	1.377	1.415	1.033	473
Lourdios-Ich .	636	636	639	526	532	279
Osse.	895	945	877	669	630	580
Sarrance. . . .	1.212	1.230	1.171	910	777	495
Urdos.	427	720	564	510	440	309
<i>Total....</i>	<u>11.606</u>	<u>12.422</u>	<u>11.010</u>	<u>9.805</u>	<u>8.427</u>	<u>5.662</u>

CANTON D'IHOLDY
(Ancien arrondissement de Mauléon)

COMMUNES	1836	1846	1856	1876	1891	1936
Arhansus. . . .	213	181	163	146	99	124
Armendaritz. .	792	840	812	715	632	559
Arros.	113		<i>réuni à Larceveau.</i>			
Asme.	204		<i>réuni à Ostabat</i>			
Bunus.	398	377	290	285	217	204
Cibits.	348		<i>réuni à Larceveau</i>			
Hélette	1.283	1.260	1.193	1.023	1.017	762
Hosta	340	358	290	342	285	234
Ibarre.	146		<i>réuni à Saint-Just</i>			
Ibarrolle. . . .	308	307	286	196	174	139
Iholdy.	1.051	1.003	885	858	834	702
Irissary.	1.228	1.359	1.210	1.239	1.271	957
Juxue.	463	504	411	353	359	299
St-Just.	654	830	704	603	574	554
Lantabat. . . .	874	801	757	607	577	520
Larceveau. . .	228	793	695	556	467	523
Ostabat	424	669	518	414	381	365
Suhescun. . . .	498	502	453	382	310	280
<i>Total...</i>	<u>9.565</u>	<u>9.784</u>	<u>8.667</u>	<u>7.719</u>	<u>7.197</u>	<u>6.222</u>

CANTON DE LABASTIDE-CLAIRENCE
(Arrondissement de Bayonne)

COMMUNES	1836	1846	1856	1876	1891	1936
Ayherre. . . .	1.522	1.731	1.619	1.490	1.367	1.027
Biscous. . . .	1.619	1.691	1.728	1.602	1.517	1.014
Isturitz. . . .	760	780	679	526	481	384
Labastide-Cl .	2.209	2.019	1.695	1.472	1.315	1.132
Urt.	1.805	1.742	1.659	1.653	1.735	1.251
<i>Total...</i>	<u>7.915</u>	<u>7.963</u>	<u>7.380</u>	<u>6.743</u>	<u>6.415</u>	<u>4.808</u>

CANTON D'ARZACQ

(Ancien arrondissement d'Orthez)

COMMUNES	1836	1846	1856	1876	1891	1936
Arget.	248	303	282	195	193	130
Arrasiguet. . .	290		<i>réuni à Arzacq.</i>			
Arzacq.	957	1.326	1.319	1.126	1.143	963
Boucoue. . . .	156		<i>réuni à Poursiugues.</i>			
Bouillon. . . .	330	335	308	293	233	133
Cabidos.	400	395	369	312	255	227
Coublucq. . . .	258	293	281	247	207	152
Fichous.	184	420	416	311	281	189
Garos.	719	729	676	551	536	342
Geus.	241	269	250	176	166	127
Larreule. . . .	489	493	478	384	346	228
Lonçon.	328	319	315	249	212	114
Louvigny. . . .	403	421	407	341	304	193
Malaussanne. .	1.039	1.042	990	865	766	575
Mazerolles. . .	749	712	697	637	610	560
Méracq.	611	522	499	405	371	244
Mialos.	270	348	364	322	269	169
Montagut. . . .	398	379	342	300	258	182
Morlanne. . . .	960	1.010	1.000	855	772	469
Moustrou. . . .	107		<i>réuni à Piets.</i>			
Piets.	183	464	444	414	343	226
Plasence. . . .	222		<i>réuni à Piets</i>			
Pomps.	400	406	430	322	308	222
Poursiugues. . .	255	435	403	364	326	281
Riumayou. . . .	211		<i>réuni à Fichous</i>			
Seby.	345	309	278	285	265	182
Uzan.	349	325	329	254	271	191
Vignes.	477	462	438	354	336	217
<i>Total.</i>	11.559	11.717	11.315	9.562	8.851	6.262

Les cantons dont nous venons d'indiquer le chiffre de la population par villages à différentes époques ne

sont pas les seuls touchés par la désertion de la terre, ni les plus touchés. Nous verrons plus loin que la désertion est générale.

Sur les cinq anciens arrondissements des Basses-Pyrénées, trois étaient presque exclusivement ruraux, ce sont les anciens arrondissements de Mauléon, d'Oloron et d'Orthez.

Le tableau ci-dessous nous montre le mouvement de leur population de 1836 à 1936.

ARRONDISSE- MENTS	1836	1846	1856	1876	1891	1936
Mauléon. . . .	75.704	76.187	69.071	63.347	59.192	43.046
Oloron.	76.312	77.668	73.675	66.222	61.532	50.188
Orthez.	87.459	85.929	78.929	71.200	68.137	53.622

Quant à l'arrondissement de Pau, si on en excepte la ville de Pau et sa banlieue, la dépopulation de sa partie rurale est aussi très importante.

Pendant que les campagnes se dépeuplaient, les centres urbains béarnais et surtout basques, voyaient augmenter leur population dans des proportions considérables.

Nous allons donner dans l'ordre de leur importance actuelle les populations des divers centres urbains des Basses-Pyrénées. Ceux, très rares, dont la population a diminué, Salies-de-Béarn par exemple, le doivent à la grande proportion de ruraux que comprenait le territoire des nombreux hameaux environnant l'agglomération.

VILLES	1836	1846	1856	1876	1891	1936
Pau.	12.607	16.170	18.671	28.908	33.511	40.451
Bayonne. . . .	15.912	18.120	26.187	27.416	27.192	31.350
Biarritz.	1.705	1.993	2.410	5.507	9.177	20.691

Anglet.	2.944	3.312	3.350	4.116	5.115	11.320
Oloron-St ^e .M.	10.062	—	9.899	8.644	8.758	10.300
St-Jean-de-Luz.	3.469	3.574	2.668	4.083	3.856	7.804
Hendaye. . . .	432	438	427	1.453	2.050	6.436
Orthez.	7.857	—	6.694	6.624	6.210	6.175
Orthez.	7.857	—	6.694	6.624	6.210	6.175
Le Boucau. . .	—	—	1.183	1.700	3.440	5.568
Salies-de-B. .	8.634	—	5.503	5.140	6.243	5.362
Hasparren. . .	5.494	—	5.068	5.556	5.453	5.260
Mauléon. . . .	1.259	1.654	1.475	2.108	2.575	4.193

Le tableau ci-dessus nous montre que la population totale de ces douze villes est passée de **70.375 habitants** en 1836 à **154.910**, en 1936, soit une augmentation de près de 110 % si l'on tient compte de la population du Boucau, ville qui en 1836 faisait partie du département des Landes.

*
* *

Comme nous venons de le voir, tandis que les campagnes se dépeuplaient, les centres urbains augmentaient d'importance. Cependant il ne faudrait pas supposer que les centres urbains progressaient exclusivement aux dépens des campagnes environnantes. Si une partie des ruraux quittait les champs pour les villes voisines, la plus grande partie, comme nous le verrons dans un autre chapitre, se dirigeait vers des centres plus lointains ou s'expatriait en Amérique.

Les centres urbains se peuplent en partie d'étrangers. Cette immigration vient quelquefois d'autres provinces de France, mais est surtout composée d'étrangers au Pays, notamment d'Espagnols, qui viennent s'embaucher dans les chantiers et les usines de Bayonne, du Boucau, d'Oloron et de Mauléon. Elle s'étend même à la partie rurale où quelques métayers

italiens sont venus, en petit nombre d'ailleurs, remplacer les cultivateurs qui abandonnent la terre.

Beaucoup de ces étrangers sont aujourd'hui naturalisés et cette immigration, si elle est venue diminuer la dépopulation des Basses-Pyrénées, ne fait, en réalité, qu'augmenter en chiffres nets la dépopulation des autochtones.

Voici en ce qui concerne les étrangers non naturalisés les renseignements que donne M. Callon (3).

En 1851 eut lieu le premier recensement où furent comptées à part les populations françaises et étrangères. Il y avait alors dans les Basses-Pyrénées 9.404 étrangers. Déjà en 1886 on en trouve 19.805. En 1911, leur nombre était de 21.862, en 1921 de 22.102.

Dans les années suivantes, il augmente considérablement; en 1926, il y avait 28.527 étrangers dans les Basses-Pyrénées.

En 1921, les Basses-Pyrénées étaient au 12^e rang des départements français classés d'après le nombre d'étrangers établis dans leur sein.

En 1911, les étrangers de beaucoup les plus nombreux étaient les Espagnols, qui formaient 84 % du total ; les Anglais venaient ensuite avec 7 %.

En 1921 les Espagnols étaient toujours en tête avec 80 %.

*
* *

Nous venons de voir que depuis 1846, malgré l'appoint des étrangers la population du Béarn et du Pays Basque, n'avait pas cessé de diminuer.

(3) Georges CALLON. — *Op. cit.*, p. 87-88.

A quelles causes attribuer cette dépopulation ?

Deux seules peuvent entrer en ligne de compte : l'excédent des décès sur les naissances, et l'émigration.

Pendant les années de guerre, et pendant ces dernières années, le Béarn et le Pays Basque ont eu à souffrir d'excédents de décès sur les naissances, mais ces excédents de décès sont exceptionnels. Dans les années antérieures le nombre des naissances dépassait largement le nombre des décès. Dans la période 1846-1910 (4) l'excédent des naissances sur les décès a été de 82.600, et pourtant la population diminuait quand même. La période 1836-1936 donne, elle aussi, un excédent de naissances. Il y a eu dans cette période 85.000 naissances de plus que de décès.

La seule cause de cette dépopulation est donc l'émigration.

Voici en ce qui concerne l'ampleur générale de cette émigration les renseignements que donne M.Callon (5) Ces renseignements se rapportent à la période 1821-1920.

Excédents de l'émigration sur l'immigration.

Années 1821 à 1845.....	2.200 émigrés	
Soit 88 en moyenne par an.		
Années 1846 à 1880.....	62.000	»
Soit 1.771 en moyenne par an.		
Années 1881 à 1910.....	44.800	»
Soit 1.493 en moyenne par an.		
Années 1911 à 1921.....	12.000	»
Soit 1.200 en moyenne par an.		

(4) Georges CALLON. — *Op. cit.*, p. 113.

(5) *Op. cit.*, p. 113.

Dans la période qui va de 1821 à 1920, il y a donc 121.000 émigrants qui ont quitté les Basses-Pyrénées.

Depuis 1921, l'émigration est compensée par l'immigration. Mais tandis que l'émigration atteint les campagnes, l'immigration vient peupler seulement les villes.

*
* *

Nanti de ces quelques renseignements statistiques concernant le mouvement de la population des Basses-Pyrénées, nous allons maintenant étudier plus spécialement le mouvement de désertion de la terre.

Nous examinerons d'abord, au chapitre suivant, à quelle époque on a commencé à se plaindre de ce terrible fléau.

CHAPITRE II

Origine et historique de la désertion de la terre Epoques auxquelles elle s'est manifestée

L'exode des ruraux vers les villes n'est pas un phénomène propre à la société moderne.

L'Empire romain, après Athènes, connut ce terrible fléau qui précipita sa ruine. Horace nous parle déjà de l'attrait qu'exerçait sur le paysan de son temps, Rome la ville par excellence :

*Romæ rue laudas, absentem rusticus urbem
Tollis ad astra, levis (1)*

Un siècle plus tard, Pline l'Ancien condensait en trois mots le résultat de cet exode rural : *Latifundia perdidere Italiam*.

Michelet explique comment, les petits propriétaires ayant à peu près disparu dans les campagnes romaines, les grands propriétaires qui leur avaient succédé les remplaçaient par des esclaves.

Enfin, d'après Lactance, en raison des vexations du fisc, les champs devinrent déserts et les cultures se changèrent en forêts.

Le Code de Justinien essaya d'enrayer cet abandon de la terre. Il posa, croyons-nous, les premiers jalons du servage (2).

*
* *

Après les grandes invasions des Barbares, le Moyen-Age réagit fortement contre la désertion des campa-

(1) Inconstant villageois, tu vantes la campagne de Rome, mais tu portes jusqu'aux nues la ville qui te manque.

(2) *Code de Justinien*, Livre IV. Titre II.

gnes. Il est fort probable que, si le serf fut attaché à la glèbe sur laquelle il vivait, ce fut pour éviter qu'il ne quittât la terre, pour la ville voisine.

En Béarn, la propriété gallo-romaine paraît avoir survécu à la féodalité qui ne fut ici qu'un régime de juxtaposition. A côté des hommes libres on y connut des serfs, mais sous le nom de « *questaus* », du latin *querere*, « hommes soumis à la recherche ». Le *questal*, qu'on distinguait du « *boytoyer* » ou métayer, ne pouvait quitter la terre de la « *questalitat* » pour aller habiter autre part.

Et, malgré ce droit de recherche, on constate maintes « *évasions* » dans une fameuse enquête faite en 1388 sous le règne de Gaston Phébus. A Andrein près de Sauveterre plusieurs domaines sont abandonnés. A Orion, un domaine est vacant depuis 24 ans et les terres sont devenues des landes, « *no y a que toyars* ». Enfin à Bérenx, entre Salies et Orthez, les *questaus* de deux domaines s'en sont allés de par le monde « pour vivre à la grâce de Dieu, « *per lo segle viver per Diu* » (3).

A la fin du XV^{me} siècle la *questal*ité disparaît. Les Etats de Béarn, réunis annuellement, reçoivent maintes doléances, mais aucune ne concerne l'abandon de la terre. Au XVI^{me} siècle, les paysans basques et les paysans béarnais connaissent une ère de prospérité relative grâce à l'introduction de la culture du maïs, pour l'amélioration de laquelle, dans la région de Pau, on fait même appel à des laboureurs saintongeais. A cette époque les *Livres de raison* et les registres de notaires accusent une véritable aisance dans les cam-

(3) *Bulletin de la Société des Sciences, Lettres et Arts de Pau*. Tome VII.

pagnes, notamment dans la région de Salies (4) où les familles terriennes sont presque toutes des familles nombreuses.

Jusqu'à la fin du XVIII^{me} siècle, on déserte assez peu la terre en Béarn et dans le Pays Basque. Quelques départs à Paris, où les « coureurs » basques étaient déjà célèbres au temps de Molière. Des Béarnais vont commercer en Espagne ou aux Antilles notamment à St-Domingue. Tôt ou tard on revient au pays natal.

*
* *

Mais voici qui est plus grave.

Au début du XIX^{me} siècle les richesses des colonies espagnoles attirent un grand nombre de Basques vers l'Amérique. Et en France, quelques années plus tard, on assiste au formidable essor des villes industrielles qui deviennent de véritables centres d'attraction pour les ruraux.

En ce qui concerne l'émigration à l'étranger et l'époque à laquelle elle a commencé, nous lisons dans la *Statistique des Basses-Pyrénées*, ouvrage publié en 1858, par M. de Picamilh, avocat, chef de bureau à la Préfecture (4).

« L'émigration à l'étranger date de la fin du dernier siècle (XVIII^{me} s.) mais à cette époque, elle se trouvait circonscrite dans d'étroites limites et l'on ne voyait guère s'expatrier qu'un petit nombre de cadets de famille qui allaient tenter fortune dans les colonies

(4) A. SAINT-MACARY. — *Le Livre de raison d'un bourgeois de Salies au XVI^{me} siècle*. — *Bulletin de la Société des Sciences Lettres et Arts de Pau*, 1909.

(4) Ch. DE PICAMILH. *Statistique générale des B.-P.* I, II, p. 79.

espagnoles. Les choses demeurèrent dans cet état ou du moins ne se modifièrent que d'une manière insensible jusqu'en 1832. Quelques esprits observateurs crurent remarquer alors que la situation s'aggravait ; elle ne paraissait pas néanmoins encore de nature à motiver de sérieuses alarmes. En 1840, il fut pour la première fois officiellement déclaré qu'un courant déterminé entraînait vers Montévidéo la jeunesse virile du Pays Basque.

Dès ce jour le mal fit des progrès immenses.

« Effrayé de la rapidité de sa marche, l'administration départementale dévoilait l'année suivante toutes ses inquiétudes au Conseil Général. Le chiffre des passeports délivrés pour les rives de La Plata, qui était de 1575 en 1840, s'était élevé à 2.807 en 1841 ».

Le préfet de l'époque, M. Azévédou, constatait que l'expatriation amenait dans les arrondissements de Mauléon et de Bayonne « un vide aussi important que déplorable ». Il exprimait son intention de rechercher le sort qui attendait nos compatriotes au-delà des mers, de porter le résultat de ses investigations à la connaissance des populations basques, afin de combattre les suggestions trompeuses des agents recruteurs de l'émigration, d'examiner enfin si la législation en vigueur ne permettrait pas de s'opposer d'une manière efficace à son développement.

Nous voilà donc fixés. C'est vers 1840 que l'émigration à l'étranger commença à être considérée comme un véritable fléau.

Quant à l'émigration vers les grandes villes, et vers les villes de Pau et de Bayonne, elle est plus récente. Cependant de 1836 à 1856, Pau est passé de 12.607 ha-

bitants à 18.671 et Bayonne de 15.912 habitants à 26.187. Cela n'est pas dû au seul excédent des naissances.

M. de Picamilh écrit en 1858 (5) : « L'émigration à l'intérieur date de peu d'années ; elle est, relativement à l'émigration à l'étranger, dans la proportion de 1 à 3.67 individus ».

Cependant vers la même époque, M. O'Quin place cette émigration à l'intérieur sur le même rang que l'émigration à l'étranger et constate que les Basses-Pyrénées sont plus touchées par la désertion de la terre que les département limitrophes.

Quoiqu'il en soit, vers 1852, les parties du Béarn où l'on cultivait uniquement la vigne se vident à cause de la destruction de quantités de vignobles par *l'oïdium*.

Salies-de-Béarn, grand pays de vignoble qui comptait 8.634 habitants en 1836, n'en avait plus que 5.503 en 1856.

A partir de 1860 l'émigration devait prendre rapidement beaucoup plus d'importance. La partie béarnaise ne tardait pas à se dépeupler comme la partie basque. Nous l'avons vu dans le chapitre précédent par les divers exemples des cantons ruraux que nous avons donnés, la diminution de population, faible de 1846 à 1856, s'accroît très sensiblement de 1856 à 1876.

L'Enquête agricole de 1867-1868 provoque la rédaction d'un véritable cahier de doléances.

Malheureusement les résultats de ces sortes d'enquêtes amassées en d'énormes in-folios, vont s'amonceler trop souvent dans les bibliothèques où on ne va

(5) Ch. DE PICAMILH, *op. cit.*, p. 82.

(6) P. O'QUIN : *Le décroissement de la population des B.-P.*, 1855.

guère les consulter. Il serait nécessaire de vulgariser les renseignements obtenus.

En ce qui concerne les Basses-Pyrénées, l'enquête publiée en 1868 répond à 161 questions posées aux différents organismes agricoles du Béarn et du Pays Basque.

Sur ce grand nombre de questions, six concernent le problème de la désertion de la terre : ce sont les questions n^{os} 26, 27, 28, 29, 30 et 31 (7). En voici la teneur :

N^o 26. « Le personnel agricole a-t-il diminué ? Le nombre des ouvriers ruraux est-il en rapport avec les besoins de la culture, ou est-il devenu insuffisant ? »

N^o 27 « S'il y a insuffisance d'ouvriers agricoles, quelles en sont les causes ? »

N^o 28 « Le mouvement d'émigration des populations rurales vers les villes et l'abandon du travail des champs pour le travail industriel se sont-ils produits dans des proportions sensibles ? »

N^o 29 « En cas d'affirmative, quelle est la proportion dans ce mouvement d'émigration entre le nombre des hommes seuls, celui des ménages, et celui des femmes ou filles seules ? »

N^o 30 « Les ouvriers qui émigrent des campagnes vers les villes sont-ils des terrassiers ou des ouvriers agricoles ? Appartiennent-ils au contraire, à des corps d'état tels que maçons, charpentiers, etc., ou à la classe des domestiques de maison ? »

N^o 31 « Le manque de bras, là où il se fait sentir, provient-il uniquement de la diminution du nombre des

(7) Enquête agricole publiée par l'Imprimerie Impériale sur l'ordre du Ministère de l'Agriculture. 1868. — Pages 73 et ss.

ouvriers agricoles ? Ne résulte-t-il pas, dans une certaine mesure, des progrès de l'agriculture, et notamment de l'extension donnée aux cultures industrielles, dont les travaux sont plus multipliés et exigeraient, dès lors, un personnel plus considérable pour une même surface cultivée ? »

Voici maintenant quelles furent les réponses des organismes agricoles alors consultés :

Question n° 26.

A cette question, il fut répondu par la Société d'Agriculture des Basses-Pyrénées (8) : Il y a diminution notable du personnel agricole, il est devenu insuffisant, il est beaucoup de cultivateurs qui à aucun prix ne trouvent d'ouvriers ruraux ».

Le Comice Agricole d'Orthez à son tour déclare (9) : « Le personnel agricole a beaucoup diminué, et le nombre des ouvriers ruraux n'est pas toujours en rapport avec les besoins de la culture. Dans certaines localités même, il est devenu insuffisant. »

La Chambre d'Agriculture de Bayonne (10), se contente de dire : « L'Agriculture manque de bras. »

Pour la Chambre d'Agriculture d'Oloron (11) : « Le personnel agricole a diminué et le nombre des ouvriers ruraux n'est pas en rapport avec les besoins de la culture, il est même insuffisant. »

Des cultivateurs du canton de Garlin déclarent (12) : Le personnel agricole devient tellement insuffisant que le propriétaire peut achever et compléter à peine les

(8) *Op. cit.*, p. 120.

(9) *Op. cit.*, p. 135.

(10) *Op. cit.*, p. 149.

travaux ordinaires de la culture. « Il ne doit pas songer à des améliorations, et moins encore à l'emploi des procédés nouveaux qui sont appelés à perfectionner notre agriculture. »

Question n° 27.

Tous les organismes consultés sont unanimes à donner comme cause du manque de bras, l'émigration à l'étranger et vers les villes ainsi que les grands travaux publics.

Question n° 28.

Tous les agriculteurs soulignent l'importance de l'émigration.

La Chambre d'agriculture de Bayonne note que l'émigration à l'intérieur tend à dépasser l'émigration en Amérique (13).

Les agriculteurs du canton de Garlin déclarent (14) : « Dans notre seul canton, nous comptons plus de 1.000 personnes, hommes, femmes et filles qui depuis moins de 20 ans ont émigré vers les villes au grand préjudice de l'agriculture et de la **moralité** des émigrants. »

Question n° 29.

On note généralement comme la Société d'Agriculture des Basses-Pyrénées (15) que : « Le mouvement d'émigration s'est manifesté dans d'assez notables proportions chez les hommes seuls ; qu'il a été peu important parmi les ménages, mais plus considérable chez les femmes et filles seules. »

(11) *Op. cit.*, p. 159.

(12) *Op. cit.*, p. 189.

(13) *Op. cit.*, p. 149.

(14) *Op. cit.*, p. 139.

(15) *Op. cit.* p. 120.

Question n° 30.

Il est répondu à cette question que l'émigration frappe surtout les ouvriers agricoles.

Question n° 31.

Tout le monde répond à cette question : le manque de bras ne provient pas des progrès de l'agriculture, au contraire il entrave les progrès. Il est dû uniquement à l'émigration et aux grands travaux.

On voit d'après les résultats de cette enquête à quel point l'exode des ouvriers agricoles se faisait déjà sentir à cette époque. C'est sous le Second Empire que l'exode vers les grandes villes est devenu un véritable fléau, concomitant d'ailleurs avec l'essor nouveau que la politique libérale donnait au commerce et à l'industrie.

M. Larrabure, maire de Pau, député des Basses-Pyrénées, président de l'Enquête agricole pour la 17^e circonscription, déclare dans son rapport au Ministre à propos des diverses questions que nous avons citées : « Partout on se plaint amèrement du manque de bras ; cela devient une calamité publique.

« Dans une partie de ce département, elle provient d'une émigration considérable vers les régions de « La Plata », tantôt par familles entières, tantôt par émigrations isolées, mais toujours de la partie vigoureuse et active de la population.

« Dans une autre portion du département, c'est une forte émigration vers les villes et chemins de fer, qui donnent des salaires beaucoup plus élevés que la campagne.

« Dans l'ensemble du département c'est aussi la conscription : 1° en enlevant les bras valides ; 2° en

ne les restituant pas à la campagne dans une suffisante proportion.

« Ce sont les ouvriers agricoles principalement qui désertent. Cette désertion n'est provoquée par aucune des causes énumérées au n° 31. »

A chaque session, le Conseil Général des Basses-Pyrénées s'occupait des mesures à prendre contre la désertion des campagnes et particulièrement contre l'émigration en Amérique. Des vœux sont émis : ils aboutissent au décret du 15 janvier 1855 et à la loi du 18 juillet 1860 sur la surveillance du transport des émigrants. Ces mesures sont notoirement insuffisantes. Le Conseil Général obtient cependant, en 1860, que le Préfet interdise l'ouverture d'agences d'émigration nouvelles (16).

Après la guerre de 1870 le mouvement d'émigration à l'étranger s'accroît encore (17). A la même époque, la construction de lignes de chemin de fer secondaires enlève beaucoup de bras à la terre, des bras qui, la plupart du temps, la construction achevée, ne lui sont pas restitués.

En effet, vers 1890, les travaux de construction de chemin de fer sont à peu près terminés et la main d'œuvre occupée à ces travaux est réduite, mais la désertion de la terre ne se ralentit guère pour cela. On quitte la terre pour les villes.

L'Enquête agricole de 1892 fait ressortir l'importance du manque de bras qui frappe l'agriculture. Les

(16) Rapports au préfet et procès-verbaux des séances et délibérations du Conseil Général, 1860. — p. 138

(17) Ch. WINZ-SOUCAZE : Les Béarnais en Argentine. *Revue Régionaliste des Pyrénées* 1930 ; p. 330-331.

statistiques portées dans cette enquête sont concluantes, elles font apparaître d'une manière saisissante les vides creusés par l'exode vers les villes ou l'émigration à l'étranger.

La statistique des différentes sortes d'exploitation donne les chiffres suivants : (18)

Propriétaires exploitants	53.825
Métayers	11.028
Fermiers	4.378

Soit un total de..... 69.231

Si l'on compare ces chiffres avec ceux de la statistique générale des Basses-Pyrénées de 1856, on est frappé de leur diminution (19).

Propriétaires exploitants	64.831
Métayers.	13.917
Fermiers.	2.876

Soit un total de..... 81.624

En moins de quarante ans, 12.993 exploitations ont disparu et ont été réunies à d'autres.

Cette statistique prouve que c'est parmi les propriétaires, surtout les petits propriétaires, que sévit l'exode rural. D'ailleurs M. Louis Etcheverry note à la même époque « que l'émigration des Basques à l'étranger se recrute surtout parmi les petits propriétaires » (20).

Vers 1892, il y a tellement de terre jetées sur le marché immobilier par des émigrants, que la valeur des biens fonciers subit une forte baisse. Un champ qui

(18) Annexe à l'Enquête Agricole, t. 91.

(19) Ch. DE PICAMILH. *Op. cit.*, p. 47.

(20) Louis ETCHÉVERRY. *L'émigration des Basques en Amérique*. Rapport à la Société d'Economie sociale du 9 mars 1886.

valait 4.000 francs en 1875 n'en vaut plus que 2.800 en 1892. Une prairie évaluée 3.750 francs en 1875, se vendait 2.400 francs en 1892 (21).

A partir de 1892, les populations des pays de vignobles émigrent en masse, le « phylloxéra » détruit une grande quantité de vignes, qui ne seront pas remplacées.

On s'émeut vivement de l'exode qui sévit partout. Certains villages ont déjà perdu la moitié de leur population. Dans une étude publiée en 1901 sur le village de Lurbe (canton d'Oloron), l'auteur se plaint vivement de la désertion de la terre. Il fait observer que cette commune est passée de 806 habitants en 1836 à 410 habitants en 1896 et c'est, dit-il, l'émigration en Amérique qui en est la cause. La commune qui fournissait en moyenne 10 conscrits par an, n'en fournissait plus que 3 à la fin du siècle dernier (22).

Cependant vers 1900, le succès de la politique agricole du ministère Méline se fait sentir en Béarn et dans le Pays Basque, la revalorisation de certains produits agricoles arrête pour un temps la désertion de la terre. L'émigration en Amérique se ralentit un peu.

Mais dans les années qui précèdent la guerre l'exode vers les villes reprend de plus belle. Le manque de bras commence à devenir inquiétant, quelques maisons sont vides et en ruines. Dans les trois années qui précèdent la guerre, près de 12.000 individus quittent le département (23).

(21) René LARCHEVÊQUE. *Op. cit.*, p. 90.

(22) J. BERGEZ. Monographie de la commune de Lurbe. *Bulletin de la Société des Sciences, Lettres et Arts de Pau*, 1901, p. 314.

(23) G. CALLON. *Op. cit.*, p. 100.

La guerre vient arracher à la terre toute la population agricole valide. Paysans béarnais et basques font magnifiquement leur devoir et très nombreux hélas ! sont ceux qui tombent au champ d'honneur.

Après la guerre, il faut combler les vides. De tous les côtés, on fait encore appel aux paysans qui pourtant furent les plus éprouvés.

C'est alors qu'apparaissent les tristes conséquences de la désertion de la terre. Beaucoup d'exploitations rurales sont abandonnées, des terres sont en friche. Les propriétés mal situées, éloignées d'un centre, sont les premières victimes de cet état de choses.

« A tout moment, (depuis la guerre), on assiste à la dislocation, de ci, de là, d'une vieille propriété familiale dont les lambeaux trop faibles pour faire vivre les héritiers vont grossir les propriétés voisines. Ces faits sont très fréquents aujourd'hui » (24).

La population des villages béarnais et basques diminue encore, tandis que la population totale du département s'élève légèrement, mais en raison seulement de l'immigration étrangère.

Cette situation ne cesse d'empirer. En 1936, les lois sociales qui favorisent l'ouvrier ne prévoient aucun avantage pour les agriculteurs. Des paysans quittent encore la terre, malgré le chômage qui sévit en ville. Ceux qui restent aux champs continuent à contre-cœur leur rude besogne, devenue encore plus pénible par suite du manque de bras.

Devant une situation aussi navrante, il nous faut établir un bilan : celui de la désertion de la terre à travers tous les cantons ruraux béarnais et basques. C'est ce que nous allons faire dans le chapitre qui suit.

(24) R. LARCHEVÊQUE. *Op. cit.*, p. 70.

CHAPITRE TROISIEME

Tableau comparatif de la désertion de la terre dans les différents cantons du Béarn et du Pays Basque (1)

La désertion de la terre est un phénomène général dont, malheureusement, toutes les campagnes du Béarn et du Pays Basque ont eu et ont encore à souffrir. Mais ce fléau a sévi sur certains points avec plus d'intensité que sur d'autres. Nous verrons aussi que dans quelques endroits la désertion de la terre n'a pas toujours été un exode rural : des paysans devenus ouvriers d'usine ou artisans ont déserté la terre sans quitter leurs villages.

Nous avons déjà cité au chapitre premier quelques cantons ruraux pris au hasard et frappés par l'exode. Il vous faut voir maintenant quelle est la situation de cet abandon au point de vue agricole dans tous les cantons du département.

Le Béarn et le Pays Basque, régions bien différentes et dont les populations sont encore plus distinctes, n'ont pas été frappés dans la même proportion. C'est pourquoi il est nécessaire de constater séparément dans chacune de ces deux régions les ravages du terrible fléau qui fait l'objet de cette modeste étude.

Section I. — LE BEARN

Jetons les yeux sur le tableau ci-dessous, contenant la population de chacun des **cantons ruraux béarnais**

(1) Les renseignements fournis dans ce chapitre sont le résultat d'enquêtes personnelles effectuées dans diverses régions du département.

à un siècle de distance, d'abord en 1836, puis en 1936. La diminution est navrante. Mais on verra que le mal est plus ou moins grave.

Ces chiffres sont ceux des recensements officiels de la population à ces deux époques (2).

Cantons	1836	1936
Accous.	11.606	5.662
Aramits.	6.935	3.941
Arthez.	10.142	6.080
Arudy.	11.605	7.168
Arzacq.	11.559	6.262
Garlin.	9.512	4.563
Lagor.	14.942	6.023
Laruns.	3.908	4.285
Lasseube.	5.260	2.880
Lembeye.	14.299	6.827
Lescar.	9.622	8.825
Monein.	10.915	6.907
Montaner.	6.091	2.856
Morlaàs.	10.154	8.111
Navarrenx.	11.158	6.837
Nay (Est).	12.090	10.261
Nay (Ouest).	11.996	8.329
Oloron - Sainte - Marie (Est).	15.006	11.078
Oloron - Sainte - Marie (Ouest).	9.977	8.267
Orthez.	17.175	12.437
Pontacq.	9.701	6.461
Salies - de - Béarn.	17.016	10.531
Sauveterre.	9.292	5.452
Thèze	7.574	4.458
TOTAUX.	257.733	164.511

(2) *Annuaire des Basses-Pyrénées*. Imprimerie Vignancour. Pau 1837 et *Recueil des Actes administratifs*. Numéro spécial du 5 janvier 1937.

Nous allons voir maintenant qu'elle est la situation particulière de chacun de ces cantons au point de vue qui nous intéresse.

Le canton d'**Accous** dont nous avons donné au chapitre premier la population à diverses époques, commune par commune, a été très durement atteint par la désertion. L'agriculture y est pénible. C'est un pays de montagne et de transhumance. Dès la fin septembre, la zone des pâturages envahie par la neige oblige les pasteurs à hiverner dans les plaines des gaves et dans la Chalosse. Beaucoup de ces bergers devenus artisans ou cultivateurs se sont fixés définitivement dans ces régions où la vie est plus facile. D'autres ont émigré en Amérique, notamment en Californie.

Le canton d'**Aramitz**, autre pays frontière, mais où la montagne est moins sévère, a été un peu moins atteint. Le chiffre total de sa population a fléchi cependant d'une façon très considérable.

Le canton d'**Arthez**, situé au nord du département, s'étend de la rive gauche du gave de Pau jusqu'à la limite des Landes où il est plus accidenté. Il a perdu 40 % de ses habitants. On y a quitté la terre, surtout pour partir à Pau, à Bordeaux ou à Paris.

Le canton d'**Arudy**, dans la partie inférieure de la vallée d'Ossau, paraît, sur notre statistique, avoir perdu 4.000 habitants sur 11.000. En réalité, il en a perdu moins, car deux grosses communes, celle de Bielle et celle de Bilhères d'Ossau, qui en faisaient partie en 1836, ont été réunies plus tard au canton de Laruns. Sa population agricole a cependant beaucoup diminué. De grandes industries se sont installées à

Arudy (filature, moteurs d'avions) et de nombreux habitants des villages voisins ont été embauchés dans les usines.

Le canton d'**Arzacq** est limitrophe des Landes. Son chef-lieu et plusieurs de ses communes se trouvaient même en dehors des anciennes limites du Béarn. Il a perdu près de 50 % de son effectif et il se dépeuple de jour en jour comme son voisin le canton d'Arthez. Nous examinerons plus loin les principales causes de cet abandon.

Le canton de **Garlin**, celui-ci situé à l'extrême nord-est du département, confronte à la fois aux Landes, au Gers et aux Hautes-Pyrénées. Il a perdu un peu plus de la moitié de sa population exclusivement rurale. Son sol peu fertile au relief assez accidenté, produit cependant un excellent vin, notamment le crû classé de Portet. Mais le pays a été ruiné par la crise viticole.

Le canton de **Lagor**, entre Pau et Orthez, est le canton béarnais le plus touché par la désertion de la terre, puisqu'il a perdu 59 % de ses habitants. Il est situé en partie sur des coteaux magnifiquement exposés et qui produisent d'excellent vin, apparenté au fameux vin de Jurançon. Mais il a été lui aussi une des victimes de la crise viticole. Quelques communes qui se trouvent dans la vallée du Gave de Pau, ont été les moins désertées.

Le canton de **Laruns** comprend la partie supérieure de la Vallée d'Ossau ou Haut-Ossau. Si le nombre de ses habitants paraît avoir légèrement augmenté depuis 1836, c'est pour la raison que nous avons signalée plus haut à propos du canton d'Arudy auquel il a pris deux communes. De plus il possède les deux stations ther-

males d'Eaux-Bonnes et d'Eaux-Chaudes et la station de sports d'hiver de Gourette. Mais la population pastorale et agricole a bien diminué, surtout dans les villages de la montagne.

Le canton de **Lasseube** ne comprend que cinq communes. C'est un pays exclusivement agricole et il a perdu presque la moitié de sa population.

Le canton de **Lembeye** situé au sud du canton de Garlin est encore plus dépeuplé. C'est un de ceux dont nous avons indiqué, commune par commune, les chiffres de population à diverses époques dans le chapitre premier. Sur 31 communes la moitié au moins sont viticoles. D'après le Docteur Doléris (3), ce canton qui possède des crûs classés comptait en 1919, au lendemain de la guerre, 1.250 hectares de vignobles reconstitués après la crise phylloxérique. Ces courageux efforts n'ont pas arrêté l'exode rural.

Le canton de **Lescar** n'a perdu que la dixième partie de sa population, à cause de la proximité de Pau. Plusieurs de ses villages font presque partie de la banlieue de cette ville et sont habités par des ouvriers qui vont y travailler. Des paysans se sont adonnés à la culture maraîchère. En réalité l'agriculture y est en régression.

Le canton de **Monein**, au centre du Béarn, se compose de communes où on vit un peu en circuit fermé. C'est un pays de polyculture. Son crû est classé et la production fruitière y est remarquable. Le canton a perdu cependant près de 4.000 habitants presque tous

(3) Docteur DOLÉRIS. — *La Viticulture. Monographie agricole des Basses-Pyrénées*, p. 146.

des agriculteurs ou viticulteurs. La main-d'œuvre agricole s'y raréfie de jour en jour.

Le canton de **Morlàas**, au nord-est de la ville de Pau dont il est très voisin, n'a perdu que 20 % de sa population depuis un siècle, bien qu'il soit resté presque exclusivement rural. Cependant dans certains villages, les plus éloignés de Pau, la terre a été très désertée.

Le canton de **Navarrenx**, au centre du département et limitrophe du Pays Basque, a subi une forte dépopulation malgré la fertilité de ses plaines. Depuis 1836, beaucoup de familles paysannes ont disparu, soit en émigrant vers l'Argentine, soit en quittant la terre pour les grandes villes.

Les deux cantons de **Nay** (est et ouest) ont perdu ensemble 5.500 habitants sur 24.000. Les villages situés dans la plaine du Gave de Pau ont moins souffert que ceux de la région montagneuse. Il faudrait tenir compte ici de beaucoup d'éléments pour juger quelles ont été les pertes de la population agricole. Beaucoup d'industries se sont installées dans cette région : Nay, Coarraze, Montaut, Mirepeix. De plus il y a aujourd'hui de nombreux établissements d'instruction et autres, qui ont contribué à maintenir à un niveau assez élevé le chiffre total de la population. Dans l'ensemble du pays l'abandon de la terre est des plus sérieux.

Les deux cantons de **Oloron-Sainte-Marie** ont perdu ensemble 6.700 habitants sur les 25.000 qu'ils comptaient en 1836. Mais bien plus important a été le nombre de ceux qui ont déserté la terre, car la population

urbaine a augmenté. En outre les nombreuses industries du chef-lieu y attirent des ouvriers qui habitent encore les communes rurales.

Le canton d'**Orthez** a perdu 25 % de ses habitants. Ici également la désertion de la terre a été plus considérable, surtout si on tient compte d'un important accroissement de population dans la commune de Puyôo, nœud de communications ferroviaires où ont été créées plusieurs industries, occupant un grand nombre d'ouvriers, parmi lesquels beaucoup sont étrangers au pays.

Le canton de **Pontacq**, limitrophe des Hautes-Pyrénées et à proximité de la ville de Lourdes, a perdu 30 % de ses habitants, la plupart agriculteurs. Le chiffre actuel de sa population ne se maintient qu'en raison du nombre des ouvriers occupés dans les grandes fabriques de chaussures du chef-lieu. Le voisinage de la ville de Lourdes est pourtant un sérieux débouché pour la culture maraîchère dans plusieurs villages.

Le canton de **Salies** a perdu 38 % de ses habitants. La désertion de la terre s'est surtout fait sentir au chef-lieu de canton dont la vaste partie rurale a été très abandonnée au moment des maladies de la vigne. D'autres villages viticoles ont eu le même sort : ainsi Lahontan a vu sa population passer de 1.270 habitants en 1836 à 618 en 1936. Les localités de la plaine du Gave d'Oloron ont moins souffert grâce à la fertilité du sol et à la polyculture.

Le canton de **Sauveterre**, au sud de celui de Salies, est formé d'un très grand nombre de petites communes rurales, situées pour la plupart dans la vallée du Gave

d'Oloron. Vers le milieu du siècle dernier il y eut dans cette région un véritable courant d'émigration en Amérique. Aujourd'hui c'est au profit des grandes villes que dans toutes les communes la terre se dépeuple lentement.

Le canton de **Thèze**, entre Pau et Garlin, est un des moins peuplés du département malgré les 21 communes qui le composent. La terre est désertée dans la plupart de ces communes qui sont toutes rurales, comme aussi leur petit chef-lieu. Depuis 1836 la population a diminué de plus d'un tiers.

Tel est le résultat de nos recherches pour tous les cantons ruraux ou presque entièrement ruraux du Béarn.

Les deux cantons de **Pau** au contraire ont vu leur population augmenter, grâce à l'accroissement continu de la population de la ville de Pau et de quelques communes voisines : Jurançon, Gélou, Bizanos, qui font corps avec la banlieue. Les communes plus éloignées restées très rurales comme Saint-Faust et Bosdarros, ont subi le sort commun à toutes les localités et à toutes les régions exclusivement agricoles.

Passons maintenant aux cantons du Pays Basque.

Section II. — LE PAYS BASQUE

Les cantons ruraux du Pays Basque se sont moins dépeuplés que les cantons ruraux béarnais. Mais c'est uniquement parce que la natalité y est plus forte. La désertion de la terre et l'émigration en ville n'y est

pas moins sérieuse et, au siècle dernier, l'émigration en Amérique y a été très grave.

Voici des recensements officiels des onze cantons ruraux basques en 1836 et en 1936.

Cantons	1836	1936
Bidache.	10.823	6.085
Espelette.	8.458	9.348
Hasparren.	10.304	8.171
Iholdy.	9.565	6.222
Labastide - Clairence.	7.915	4.808
Mauléon.	14.280	12.079
Saint - Etienne - de - Baïgorry.	13.007	8.612
St - Jean - Pied - de - Port.	11.870	8.280
Saint - Palais.	16.207	11.037
Ustaritz.	8.965	8.537
Tardets.	10.775	6.846
TOTAL.....	122.169	90.025

La situation de chacun de ces cantons doit être examinée au point de vue de l'abandon de la terre.

Le canton de **Bidache** ne compte qu'une commune de langue basque : la commune de Bardos. Mais géographiquement et administrativement il doit être rangé parmi les cantons du Pays Basque. Ce canton est presque exclusivement rural, malgré les carrières de pierre de Came et de Bidache qui occupent un certain nombre d'ouvriers. L'agriculture y est assez florissante, l'élevage des chevaux de remonte y est en grand honneur. Cependant la dépopulation s'accroît de jour en jour. C'est surtout l'émigration vers Bayonne qui a provoqué ici l'abandon de la terre.

Le canton d'**Espelette** a vu sa population augmenter depuis 100 ans. Mais ce n'est pas uniquement parce

que ses habitants sont restés fidèles à la terre. L'essor de la station thermale de Cambo y est pour beaucoup. Cette ville qui comptait 1315 habitants en 1836, en compte aujourd'hui 3224. Il n'en demeure pas moins que les villages voisins ont subi des pertes minimales par rapport aux autres cantons basques.

Le canton d'**Hasparren** a perdu 20 % de sa population. Il y a eu dans cette région de très nombreux départs en Amérique. De plus beaucoup des habitants qui sont restés, sont aujourd'hui employés dans les usines de chaussures installées à Hasparren.

Le canton d'**Iholdy** est un canton de montagne. Beaucoup de bergers sont partis en Amérique et l'élevage du mouton y a notablement diminué. Nous avons déjà vu, au chapitre premier, l'évolution de sa population commune par commune et nous avons pu constater que la désertion de la terre y était générale.

Le canton de **Labastide-Clairence** n'est pas mieux favorisé. Son chef-lieu est une ancienne colonie de Bigourdans réfugiés en Navarre, et enclavée en plein Pays Basque. Avec ses quatre autres communes entièrement rurales et de langue basque, ce canton a perdu depuis un siècle près de la moitié de ses habitants.

Le canton de **Mauléon** n'a perdu que 15 % de ses habitants, mais le pourcentage des agriculteurs qui ont quitté la terre est beaucoup plus élevé, en raison des nombreuses usines qui se sont installées au chef-lieu. La ville de Mauléon compte aujourd'hui 4.193 habitants contre 1239 en 1836; elle attire aussi une certaine main-d'œuvre provenant des villages ruraux environnants.

Le canton de **St-Etienne-de-Baïgorry** est presque entièrement situé dans la montagne sur la frontière espagnole. Beaucoup de bergers l'ont quitté pour la Pampa argentine et aujourd'hui pour les grandes villes. Ce fait explique la disparition de 30 % de ses habitants.

Le canton de **Saint-Jean-Pied-de-Port** est limitrophe du précédent. Il est traversé par la grande route nationale qui se dirige vers Roncevaux et Pampelune et il possède d'autres belles voies de communication. Ses pâturages sont renommés. L'élevage y était jadis prospère et cependant le pays a beaucoup souffert de l'exode rural.

Le canton de **Saint-Palais**, situé pour la plus grande partie en Navarre, comprend aussi une fraction importante du pays de Soule. Grâce à d'intelligentes initiatives ce gros canton est aujourd'hui l'un des mieux organisés au point de vue agricole. Mais l'émigration américaine y avait fait d'énormes ravages, tellement que sur les 40 communes qui le composaient en 1836, on crut devoir en faire fusionner onze avec d'autres communes vers le milieu du siècle dernier. On supprima ainsi la vie locale dans plusieurs villages et le résultat n'a pas été des plus heureux, puisque l'abandon de la terre a continué depuis cette époque malgré une forte natalité. Le canton a perdu le tiers de ses habitants.

Le canton d'**Ustaritz** situé dans la basse vallée de la Nive, à proximité de Bayonne, a perdu peu d'habitants, mais il le doit aux circonstances que nous avons déjà signalées à propos de son voisin le canton d'Espelette. De nombreuses industries climatiques ont vu le jour sur

les pentes ensoleillées de ses collines. La terre y a été abandonnée dans d'assez notables proportions.

Le canton de **Tardets** dans la haute vallée du Saison est couvert de superbes forêts et d'excellents pâturages. Il a subi cependant une très forte dépopulation depuis 1836. Toutes les communes ont été atteintes par la désertion de la terre, particulièrement celles qui se trouvent dans la montagne et qui sont d'un accès difficile comme le pittoresque village de Saint-Engrâce.

Nous ne parlerons pas des deux cantons de **Bayonne**, ni du canton de **Biarritz**, celui-ci de création récente et composé de la seule ville de Biarritz. Dans ces cantons la population rurale est insignifiante et ne comprend guère que des maraîchers.

Les ruraux sont aussi en minorité dans le canton de **Saint-Jean-de-Luz**. Deux villages seulement peuvent être considérés comme pays agricoles : Biriadou et Urrugne. La proximité de centres importants a favorisé chez eux un léger accroissement de population.

En résumé nous constatons que les cantons basques sont moins dépeuplés que les cantons béarnais. Une natalité plus forte vient tempérer les effets de la désertion de la terre. Il n'en était pas de même au siècle dernier, à l'époque où l'émigration en Amérique était le principal débouché des déserteurs de la terre.

Une statistique publiée en 1858 par M. de Picamilh nous indique la proportion de l'émigration à l'étranger, pendant une période de 22 ans, de 1836 à 1857, dans les différents arrondissements des Basses-Pyrénées (4).

(4) Ch. DE PICAMILH. — *Op. cit.*, p. 82.

Arrondissement de Pau.	9,67 %
Arrondissement d'Orthez.	10 %
Arrondissement d'Oloron.	13,64 %
Arrondissement de Bayonne.....	22,15 %
Arrondissement de Mauléon.....	44,54 %

Le Béarn était alors moins déserté que le Pays Basque.

*
* *

Après avoir examiné en détail les cantons, plus ou moins abandonnés, nous allons voir où vont nos déserteurs de la terre.

CHAPITRE QUATRIÈME

Où partent les « déserteurs » de la terre Ce qu'ils deviennent

Après avoir vu quelles sont les régions les plus éprouvées par la désertion de la terre, il nous reste à examiner où vont nos déserteurs (1) et ce qu'ils deviennent.

On peut distinguer en Béarn et dans le Pays Basque trois formes d'abandon de la terre :

- 1° La désertion au profit d'industries locales.
- 2° L'exode vers les villes.
- 3° L'émigration à l'étranger.

Section I.

LA DESERTION DE LA TERRE AU PROFIT D'INDUSTRIES LOCALES

Cette première forme de la désertion de la terre est la moins importante, car le Béarn et le Pays Basque sont essentiellement ruraux.

Cependant quelques usines se sont installées dans les campagnes pour y utiliser la force motrice procurée par les Gaves ou bien pour y exploiter les matières

(1) Nous nous excusons d'employer ce terme qui est ici trop péjoratif. Mais nous n'en connaissons pas d'autres dans la langue française pour désigner ceux qui abandonnent la terre souvent sans motif sérieux, et parfois aussi, hélas ! parce que la terre mal protégée les abandonne.

premières qu'on y trouve sous forme de produits agricoles ou de gisements divers.

C'est ainsi qu'il existe plusieurs usines dans certains villages comme Carresse, Puyôo, Coarraze ou Mirepeix, ou dans des petites villes comme Nay, Hasparren, Pontacq, Arudy, Sauveterre ou Mauléon.

Les usines installées dans les vallées recrutent d'ailleurs dans les campagnes beaucoup d'ouvriers qui se rendent à leur travail à bicyclette et même dans certains endroits au moyen des autocars de l'usine qui viennent les chercher à domicile.

A côté de ces paysans qui s'embauchent dans les usines locales, d'autres deviennent mécaniciens et installent de petits garages dans leurs propres villages. Ces petits garages ont une influence certaine sur la désertion de la terre, car ils permettent aux jeunes paysans de commencer à domicile un apprentissage qui les mènera ensuite vers une grande ville

Section II.

L'EXODE VERS LES VILLES

C'est l'émigration à l'intérieur qui est aujourd'hui la forme la plus importante sous laquelle se manifeste l'abandon de la terre.

Les émigrants sont surtout des jeunes gens et des jeunes filles. L'âge vers lequel ils quittent la terre varie suivant leur sexe et l'emploi auquel ils aspirent.

Certains jeunes gens à peine sortis de l'école, qui n'a guère encouragé leur vocation de paysans vont

aussitôt chez le mécanicien du village ou directement en ville se placer comme apprentis. D'autres, jugés plus intelligents par le maître d'école et pourvus du fameux certificat d'études, sont dirigés vers les cours complémentaires du chef-lieu de canton ou vers l'école supérieure du chef-lieu d'arrondissement. Ils sont généralement perdus pour la paysannerie. Lorsqu'ils ne deviennent pas instituteurs ou employés des Postes, ils restent en ville comme commis de magasin, clerks de notaire ou d'avoué, secrétaires d'une administration quelconque.

Le service militaire va, à son tour, arracher beaucoup de bras à la terre. Au cours de leurs deux années de service et grâce à la préparation militaire qu'ils ont pu faire avant leur arrivée au régiment, beaucoup de ruraux deviennent sous-officiers ou caporaux.

Parmi ces derniers, nombreux sont ceux qui contractent un rengagement dans l'Armée ou bien demandent à être admis dans la gendarmerie ou la garde mobile.

Pour d'autres, le service militaire a été l'occasion de goûter à des plaisirs qu'ils ne connaissaient pas. Ils cherchent alors une « place » pour rester en ville et s'ils sont revenus à la terre ils saisissent la première occasion pour en sortir, notamment une période d'élection législative qui leur permet d'obtenir du député un poste quelconque de fonctionnaire.

Chez les jeunes filles l'abandon de la terre est encore plus important que chez les jeunes gens.

A l'âge de 16 à 18 ans la plupart des béarnaises et des basquaises vont se placer en ville en qualité de domestiques. Filles de petits propriétaires ou de métayers, elles y trouvaient autrefois un moyen de faire

quelques économies avant leur mariage. Elles y voient, surtout maintenant, l'occasion d'habiter en ville. Et dans cette ville qu'elles quittaient autrefois pour se marier à la campagne, elles s'établissent aujourd'hui d'une façon définitive.

En étudiant les causes morales de la désertion de la terre, nous verrons le rôle important que joue la femme dans cet abandon.

L'exode des ménages vers les villes est plus rare. Il se produit généralement chez des ménages sans enfants, ou bien à la suite de la mésentente entre belle-mère et belle-fille, ou encore lorsque l'un des conjoints, la femme surtout, ayant déjà habité la ville, ne peut plus se plier à la vie rurale. « Eve mène, Adam suit ! », s'écriait tout récemment M. Etchats, Président de la Chambre d'Agriculture des Basses-Pyrénées.

Quels sont les centres urbains qui attirent les Basques et les Béarnais ?

A un titre quelconque on trouve des Basques et des Béarnais dans toutes les grandes villes de France et de l'Afrique du Nord, mais les plus forts courants d'émigration se dirigent vers Paris, Bordeaux et à l'intérieur du département vers Pau, Bayonne et les villes de la Côte Basque.

Béarnais et Basques sont en très grand nombre dans la capitale. Il y en a dans tous les quartiers comme dans toutes les positions. Cependant la majorité y est employée en qualité de domestiques : valets de chambre, chauffeurs, femmes de chambre, cuisinières.

Beaucoup d'hommes sont garçons de café ou de restaurants. Quantité d'hôtels ou de restaurants parisiens sont tenus par des Béarnais ou des Basques.

Bordeaux, qui est la grande ville la plus rapprochée des Basses-Pyrénées, attire naturellement beaucoup de nos paysans. De très nombreuses femmes de chambre et cuisinières de Bordeaux sont béarnaises ou basquaises.

Les hommes y remplissent les fonctions les plus diverses. Certains s'embauchent comme ouvriers d'usine, — ce qu'ils font plus rarement dans la région parisienne. — On en trouve beaucoup parmi les wattmen, les contrôleurs d'autobus ou les agents de police.

Pau attire les Béarnais, et Bayonne les Basques. Le développement de ces deux villes a eu lieu en majeure partie aux dépens des campagnes environnantes. De nombreux fils de paysans sont venus alimenter les besoins du commerce, des industries et des services publics dans ces deux centres au fur et à mesure que leur essor l'exigeait.

Les villes de la Côte Basque ont elles aussi attiré les paysans de l'intérieur. Non seulement la domesticité de leurs hôtels se recrute en Béarn et surtout dans le Pays Basque, mais leurs boutiques y sont souvent tenues par des gens qui ont abandonné la terre.

Quelles que soient les villes vers lesquelles il se dirige, l'exode rural est devenu aujourd'hui un terrible fléau.

Le chômage qui sévit en ville ne l'a nullement enrayé.

Les anciens déserteurs de la terre ont été bien souvent les recruteurs de l'exode rural en appelant leurs parents et leurs amis vers des lieux dont ils leur vantent les avantages.

Lorsqu'ils viennent passer leurs congés à la campagne, leurs « beaux habits », leur « bel accent » font l'admiration et l'envie des ruraux.

Les congés payés, ramenant chaque été de nombreux citadins à la campagne, jouent à ce point de vue un rôle des plus néfastes.

Cet appel vers les villes est d'autant plus dangereux que celles-ci ne restituent jamais ceux qu'elles ont pris. Le paysan parti en ville ne revient pas, même lorsqu'il a compris que sa situation antérieure était préférable.

Cela tient à ce que l'ouvrier de ville, surtout lorsqu'il n'a pas réussi, ne fait aucune économie, il vit au jour le jour. Or, soit en Béarn, soit dans le Pays Basque, le prolétariat rural n'existe pas ; il faut à l'agriculteur un certain capital pour exploiter la terre. La nécessité de ce capital est le principal obstacle au retour à la terre des anciens paysans de chez nous.

Section III.

L'EMIGRATION A L'ETRANGER

Commencée vers la fin du XVIII^{me} siècle, l'émigration à l'étranger était considérée en 1840 comme très dangereuse pour l'avenir du Pays Basque.

L'Amérique du Sud attira d'abord des cadets de famille qui allaient chercher fortune dans des pays aux richesses inexploitées. Certaines réussites entraînèrent d'autres départs et on vit bientôt un fort courant d'émigration se diriger vers les rives de La Plata.

L'émigration s'organisa. Non seulement parents ou amis déjà installés en Argentine ou en Uruguay firent

appel à leurs compatriotes basques ou béarnais restés au pays, mais il y eut aussi des « agents d'émigration » stipendiés par les Compagnies de Navigation. Ces derniers s'occupaient de tous les détails de l'émigration et passaient avec l'émigrant ou ses représentants un contrat en due forme, très souvent devant notaire.

Les archives de quelques études contiennent beaucoup de ces contrats. Citons comme exemple un de ces actes. Il nous montrera à quel point l'émigration en Amérique était alors bien organisée.

« Pardevant M^e, notaire à...

Ont comparu.

« Le sieur C. B., agent d'émigration demeurant à O...

D'une part.

« Le sieur Pierre C..., et la dame Jeanne T..., son épouse qu'il autorise, celle-ci ménagère, demeurant les deux à L...-V..., (Basses-Pyrénées).

« Agissant au nom et comme se portant solidairement forts du sieur Charles C., leur fils, mineur sans profession demeurant avec eux.

« Lesquels ont arrêté ce qui suit :

« 1^o M. C.. B., s'engage à faire transporter le sieur Charles C., fils, à Buenos-Ayres, Amérique du Sud, sur un paquebot des Messageries Impériales qui partira de Bordeaux vers cette destination le vingt-quatre du mois courant.

« 2^o L'émigrant recevra à bord, où il occupera une place de troisième classe, pendant toute la traversée, des vivres en quantité suffisante et en plus tous les soins convenables tant en santé qu'en maladie.

« 3^o Le prix du dit passage est fixé à la somme de trois cent cinquante francs que les époux C... s'obligent solidairement entre eux à payer pour le compte de leur fils dans six mois à compter de ce jour, sans intérêt jusqu'alors, mais avec l'intérêt au taux légal à partir de cette dernière époque jusqu'à parfaite libération »...

Les émigrants ou leurs parents payaient péniblement le prix du voyage qui « s'effectua pendant longtemps à bord de voiliers et dans des conditions très dures » (2)

(2) Cf. WINZ-SOUCAZE. *Op. cit.*, p. 330.

Les émigrants portaient vers l'Amérique du Sud, quelques uns absolument sans ressources. Ceux-ci commençaient par se placer comme bergers dans une grande exploitation.

D'autres qui possédaient déjà quelques économies, recevaient du Gouvernement Argentin ou Uruguayen une certaine étendue de terrain à défricher (en général une centaine d'hectares).

Sur ce terrain ils construisaient eux-mêmes un rudimentaire abri et mettaient le feu à la savane environnante. Lorsque l'herbe avait repoussé, ils commençaient leur élevage, en achetant un petit nombre de moutons.

L'importance du troupeau augmentait peu à peu et la fortune de l'émigrant suivait la même marche ascendante.

Souvent les terres concédées recevaient une forte plus value du fait de la construction d'un chemin de fer dans le voisinage. C'est grâce à cette plus value foncière que certaines fortunes ont été réalisées très rapidement.

Mais à côté de certaines réussites, il y eut beaucoup de désillusions, et de nombreux émigrants trouvèrent la misère dans des pays lointains en échange de la modeste aisance qu'ils auraient pu conserver dans leur propre pays.

C'est vers l'Amérique Latine, avons nous dit, que se dirigent les émigrants basques.

Au début, aux environs de 1840, les rives de la Plata surtout, les attirent. En 1849, sur un chiffre total de 2.820 émigrants, 1.447 avaient comme destination Montevideo ou Buenos-Ayres.

En 1857, sur **2.333** émigrants, **1.684** ont la même destination, tandis que 306 seulement vont vers les autres parties des Amériques (3).

L'Argentine et l'Uruguay devaient toujours rester les pays d'élection des émigrants basques, du moins de ceux qui avaient déserté la terre française pour retrouver, sous d'autres latitudes, d'autres champs et d'autres troupeaux.

Les émigrants qui cherchaient en Amérique un métier d'ordre artisanal ou intellectuel, se dirigeaient plutôt vers le Brésil et surtout vers le Chili. Parmi ces derniers, les Béarnais sont presque aussi nombreux que les Basques.

L'importance de l'émigration basque en Amérique du Sud et en particulier dans la République Argentine et en Uruguay a été considérable pendant le siècle dernier.

En 1892, on y comptait 150.000 basques (4).

Ils ont joué un certain rôle dans ces pays. Des descendants d'émigrants basques sont aujourd'hui de hauts fonctionnaires. L'Uruguay avait élu tout récemment comme Président de la République, un basque d'origine française.

Le prestige de la France en Amérique du Sud en a profité (5), mais cela ne doit pas faire oublier le tort fait au Pays Basque français par la perte de ses enfants.

(3) Ch. DE PICAMILH. — *Op. cit.*, p. 80.

(4) Adrien PLANTÉ. — *Pau et les Basses-Pyrénées*, p. 18.

(5) J. LAMARQUE. — *Français et Basques d'Argentine*. — « *Gure Herria* », 1930, p. 482.

L'Amérique du Nord a attiré plus tard quelques émigrants, mais dans une proportion bien moindre que l'Amérique du Sud. Nos émigrants ont été au Mexique et surtout en Californie.

Cette émigration vers l'Amérique du Nord s'est recrutée aussi bien chez les Béarnais que chez les Basques. Beaucoup de bergers californiens viennent des régions d'Oloron ou d'Orthez.

L'émigration vers les Etats-Unis est moins dangereuse que celle qui va en Amérique du Sud. Béarnais et Basques s'adaptent en effet beaucoup moins bien dans les pays anglo-saxons. Beaucoup d'émigrants du Nord - Américain sont revenus chez nous après un séjour plus ou moins long.

En dehors de l'émigration en Amérique, l'émigration des paysans basques et béarnais à l'étranger est sans importance. Ils ont été assez peu attirés vers les colonies françaises, malgré les efforts tentés à maintes reprises, pour les détourner de l'Amérique du Sud au profit de l'Algérie (6). Cependant à la fin du règne de Louis-Philippe, ces efforts parurent couronnés de succès. En 1845, 1720 individus partirent en Algérie, tandis que l'émigration vers l'Amérique latine tombait alors à un chiffre très bas. Mais dès 1849 cette émigration coloniale avait beaucoup baissé. En 1857, on notait seulement 71 béarnais ou basques se dirigeant vers les colonies françaises. Depuis lors l'exode vers les colonies ne s'est pas sensiblement accru.

Emigration à l'étranger est donc synonyme dans les Basses-Pyrénées d'émigration en Amérique. Aujour-

(6) Ch. DE PICAMILH. — *Op. cit.*, p. 84.

d'hui, surtout depuis la guerre, l'importance de cette émigration a diminué. Cependant de nombreux basques qui avaient déjà des intérêts en Amérique du Sud, des biens recueillis par voie d'héritage par exemple, ont été obligés de partir pour gérer leurs propriétés, l'exportation des capitaux étant actuellement très difficile, sinon interdite.

Emigration à l'étranger, exode vers les villes, désertion sur place, autant de formes de la désertion de la terre.

Cette désertion de la terre, il nous reste à l'expliquer. Nous allons, dans la **Deuxième partie**, en rechercher les causes.

DEUXIEME PARTIE

LES CAUSES DE LA DESERTION DE LA TERRE

La désertion de la terre qui sévit depuis un siècle en Béarn et dans le Pays Basque s'explique par diverses causes : les unes sont générales à toute la France, les autres sont particulières à nos deux régions.

Nous distinguerons trois sortes de causes.

1° Les causes **morales**.

2° Les causes **économiques**.

3° Les causes **juridiques et fiscales**.

CHAPITRE PREMIER

Les causes morales de la désertion de la terre

Dans les causes morales se trouvent les racines les plus profondes de la désertion de la terre.

Ces causes sont nombreuses. Elles correspondent à des maux autrefois inconnus. On peut constater une étroite corrélation entre l'aggravation de ces maux et le triste phénomène que nous étudions ici.

Section I.

LE TRIOMPHE DE L'INDIVIDUALISME

L'individualisme a agi de deux façons sur la désertion de la terre : d'abord en isolant le paysan dans son travail, ensuite en sapant les bases de la famille.

§ I. — L'individualisme contre les associations agricoles.

La loi du 17 juin 1791 dite loi Le Chapelier est la première manifestation de l'individualisme révolutionnaire. Cette loi interdit à quiconque de se grouper et de s'unir dans le but de poursuivre de « prétendus intérêts communs ».

La Révolution, qui avait supprimé les cadres naturels du monde rural, allait au moyen de la loi Le Chapelier, empêcher les paysans de se grouper pour en créer d'autres.

D'ailleurs le paysan français, et particulièrement le paysan du sud-ouest, n'avait pas besoin de dispositions

légales pour rester isolé, il est naturellement individualiste.

On lit dans une récente Monographie Agricole du département : « Plus encore que ses compatriotes du Sud-Ouest, l'agriculteur des Basses-Pyrénées est individualiste au plus haut point. Tous ceux qui, dans le cours des siècles passés, se sont occupés dans la région de questions économiques et sociales ont signalé ce caractère particulier des habitants (1) ».

Cet individualisme nuit beaucoup aux paysans basques et béarnais ; ils sont parfois à la merci de ceux qui veulent les exploiter.

Là où le principe de la solidarité et de la mutualité n'a pas fait de progrès, ils sont exposés à tous les fléaux ou doivent payer très cher des assurances qui les ruinent.

Cet individualisme enfin ne leur permet pas d'avoir le sentiment de leur importance et de leur force.

Seules les associations agricoles peuvent y mettre fin. Malheureusement, dans certaines parties du Béarn et du Pays Basque, elles ne sont pas encore très développées.

Beaucoup plus grave est l'individualisme destructeur de la famille.

§ II. — L'individualisme contre la famille

Le législateur lui même fait passer aujourd'hui l'individu avant la famille. Cela serait normal si l'individu naissait enfant trouvé et mourait célibataire, mais cette hypothèse est heureusement bien rare.

(1) *Monographie agricole du département des Basses-Pyrénées.* — « Les associations agricoles », page 437.

Qu'il le veuille ou non, l'homme n'est pas un isolé. Robinson Crusoë n'a jamais existé que dans l'imagination de Daniel de Foë.

L'homme est lié physiologiquement et moralement à sa famille, comme il est lié économiquement à ses contemporains. « Entre un individu et son groupe social, a écrit un savant biologiste, il devrait y avoir la même relation qu'entre une serrure et sa clé ».

Les doctrines de la Révolution ne peuvent rien contre une pareille nécessité dans l'ordre moral des choses.

Les attaques livrées à la famille par les champions de l'individualisme ont eu un résultat paradoxal. L'Etat assume aujourd'hui une partie des charges qui incombaient à la famille. Dans certains pays, il en exerce même les prérogatives. Et ceux qui voulaient arracher l'individu à une prétendue servitude, d'ailleurs des plus douces, l'ont livré à un esclavage certain.

A force de détruire les liens créés par la nature, on finit par détruire la personnalité.

Tout a été mis en œuvre pour atteindre cette association naturelle qu'est la famille. Lois civiles et lois fiscales, école et presse, tout y a contribué.

Les résultats ne se sont pas fait attendre : (2)

Déjà, avant d'avoir atteint l'âge d'homme, l'enfant se dégage de l'autorité paternelle. Il choisit lui même la

(2) P. CAZIOT. — La crise agraire et le problème de la colonisation intérieure. *Semaine Sociale de Rennes*, 1924, p. 249.

« C'est l'individu, chez nous qui compte, alors que pour maintenir une société, comme pour la refaire, c'est la famille qui devrait compter. L'individualisme domine la vie française et les réactions qui se produisent dans le sens familial sont trop faibles pour améliorer cet état de choses. »

voie dans laquelle il va s'engager ou bien d'autres que ses parents la lui désignent, « l'orientent », selon un mot à la mode.

Ces résultats déplorables pour la famille en général, qui est la véritable cellule sociale, sont encore plus désastreux pour la famille rurale et particulièrement en Béarn et dans le Pays Basque où la terre, le foyer, la famille sont si étroitement liés et solidaires. Encore aujourd'hui, en langue béarnaise, le foyer familial est appelé **lou larè**.

La culture de la terre exige une inlassable continuité dans l'apprentissage et dans l'effort. La nature ne livre son secret qu'à ceux qui l'étudient patiemment et l'expérience des générations est ici une véritable richesse.

Cette continuité ne peut être obtenue que dans le cadre de la famille. Chaque exploitation demande, à cause de la diversité du sol et des expositions, des connaissances différentes. Ces connaissances acquises par le père se transmettent au fils, puis aux petits fils.

La famille rurale doit donc avoir la possibilité d'être forte et de durer. Le paysan peine autant pour ses descendants que pour lui. Il aura souvent disparu avant d'avoir récolté tout le prix de ses efforts.

Nous verrons dans un autre chapitre que le Code civil exigeant le partage intégral des exploitations a été un des grands destructeurs de la famille rurale.

L'esprit de famille disparaît lui aussi ; il était pourtant très ancré au cœur des populations béarnaises et basquaises.

« Autrefois, nous dit M. de Lagrèze, les séparations du jeune et du vieux ménage étaient aussi rares qu'elles

sont communes aujourd'hui. On tenait à l'honneur de la maison et l'on craignait le scandale. Il n'en coûtait pas de remplir des devoirs qu'on avait appris à observer dès l'enfance. Le respect du caractère sacré du père et le respect de la vieillesse étaient regardés comme une loi de Dieu, une prescription de la coutume, une tradition de famille. La révolte contre l'autorité du chef de la maison eût été flétrie par l'opinion, et l'on eût craint d'être puni par ses enfants des mauvais exemples qu'on leur aurait donnés ». (3).

Il n'en est plus toujours ainsi actuellement. Lorsque « l'héritier », c'est-à-dire le fils aîné, vient à se marier pour continuer auprès de ses parents l'exploitation du bien familial, la vie des deux ménages « à même pot et feu » devient parfois difficile. La mésentente entre belle-mère et belle-fille ne tarde pas à s'installer au foyer et aboutit à une séparation qui obligera, dans la plupart des cas, le jeune ménage à abandonner la terre.

Ces séparations sont si courantes que pour éviter les conflits entre belle-mère et belle-fille, bien souvent aujourd'hui c'est la fille aînée qui continue l'exploitation du sol en se mariant chez ses parents avec le « cadet » d'une autre famille.

Plus graves encore sont les conséquences d'un individualisme qui en engendrant l'égoïsme aboutit à la dénatalité.

(3) Ch. DE LAGRÉZE. — *Histoire du Droit en Navarre*, p. 234.

Section II.

LA DÉNATALITÉ

L'action de la dénatalité sur la désertion de la terre est très importante, qu'il s'agisse de la dénatalité dans les villes ou de la dénatalité dans les campagnes.

MM. Brunhes et Vallaux remarquent avec raison : « L'industrie n'a pas, dès l'origine, opéré sur les campagnes pour le recrutement de sa main d'œuvre des prélèvements d'hommes aussi importants qu'on pourrait le supposer. Longtemps il y eut entre les populations industrielles et les populations rurales une séparation assez marquée. La prolificité propre du peuple des villes procurait à l'économie urbaine la plus grande partie de la main d'œuvre indispensable. La campagne fournissait un appoint et l'exode rural, ainsi limité, n'entraînait pas dans la vie paysanne de changement appréciable. C'est seulement quand la natalité urbaine a décliné que l'appel des chefs d'industrie en quête de main d'œuvre s'est fait plus pressant dans les campagnes et même plus loin jusque dans les pays d'émigration. En même temps, pour ne pas dire antérieurement, la fécondité rurale fléchit, si bien qu'à la longue les campagnes furent hors d'état de fournir les contingents nécessaires à leurs propres besoins de main d'œuvre et à ceux des milieux industriels : villes et campagnes se disputèrent les bras indispensables à leur développement économique. Dans ce conflit celles-ci étaient battues d'avance » (4).

(4) BRUNHES et VALLAUX. — *La Géographie de l'Histoire*, 1 vol. Paris, 1921, p. 182.

La dénatalité des villes, comme celle des campagnes, domine donc le problème de la désertion de la terre.

C'est la dénatalité des grands centres comme Paris et Bordeaux qui renouvelle sans cesse chez nous les appels de main d'œuvre.

En Béarn et dans le Pays Basque une forte natalité a pendant longtemps diminué les effets désastreux de la désertion (5). Aujourd'hui la dénatalité vient en augmenter les conséquences.

Les villes dont la population augmente le doivent uniquement à l'émigration. A Pau comme à Bayonne ou à Biarritz les décès dépassent largement les naissances.

Depuis trois ans, il en est de même dans le département, les décès dépassent les naissances légèrement d'ailleurs. L'excédent de naissance est général dans la plupart des cantons basques, tandis que plusieurs cantons béarnais ont à déplorer un excédent de décès.

La première chose à faire pour relever la natalité dans les campagnes est de fonder des foyers paysans. Mais nous allons voir en étudiant le rôle de la femme dans la désertion de la terre que la fondation des foyers paysans est aujourd'hui compromise.

Section III.

LE ROLE DE LA FEMME DANS LA DESERTION DE LA TERRE

Le rôle joué par la femme dans la désertion de la terre est signalé de toutes parts (6). Mais ce rôle est

(5) Dans la période qui va de 1821 à 1920, il y a eu un excédent de 1.258 naissances par an. G. CALLON, *Op. cit.*, p. 123.

(6) GARRIGOU-LAGRANGE. — *Production agricole et économie*

encore plus important en Béarn et dans le Pays Basque où tant de jeunes filles quittent la terre pour se placer en ville comme domestiques.

Elles revenaient autrefois à la campagne pour se marier. Aujourd'hui l'exode est souvent définitif. Elles se marient en ville ou préfèrent rester célibataires, plutôt que de revenir à la campagne.

Quant aux jeunes filles restées dans leurs familles, elles préfèrent se marier avec de petits employés ou des ouvriers plutôt qu'avec des paysans.

Ce dédain de la femme pour la vie paysanne a provoqué, dans les villages béarnais et même basques, une véritable crise de nuptialité qui peut être très grave pour l'avenir du pays. On rencontre aujourd'hui dans certains villages des dizaines d'hommes qui restent célibataires, et parmi eux des propriétaires très aisés. Autrefois on ne rencontrait de célibataires que parmi les cadets qui avaient renoncé au mariage pour aider un frère aîné au moyen de leur travail et de leur part d'héritage.

Cette désaffectation de la femme pour la terre, qui se rencontre surtout chez les Béarnaises, ne s'explique pas seulement par le rôle sévère que joue la paysanne, « cheville ouvrière de l'exploitation », mais aussi par le désir toujours plus grand de trouver des distractions et des plaisirs nouveaux.

Section IV.

LA RECHERCHE DES DISTRACTIONS

L'agronome latin Columelle prétend que les jeux du cirque furent une des causes de l'abandon de la terre

rurale, p. 93 et VIALATOUX : *Recherches sur les causes de la désertion de la terre*. — Semaine Sociale de Rennes 1924.

à Rome : « Les mains qui applaudissent dans les théâtres et les cirques, laissent reposer les guérets et les vignes ». (7)

De nos jours, les nombreuses distractions offertes aux citadins, bien qu'elles soient rarement gratuites comme à Rome, excitent l'envie des ruraux.

Ces distractions, le jeune paysan a pu les goûter pendant son service militaire et, la jeune paysanne, lorsqu'elle était placée en ville ; elles constituent pour eux le principal attrait des grands centres.

Le jeune paysan béarnais ou basque dédaigne trop souvent les distractions qu'il trouve dans son village. A proximité de sa résidence, Pau, Bayonne ou Biarritz lui en offrent d'autres, mais il s'imagine trop volontiers qu'en ville la fête est continue.

A cette recherche d'amusements nouveaux correspond naturellement le désir de travailler beaucoup moins.

Section V.

LA PEUR DE L'EFFORT

La loi du moindre effort était jadis inconnue du paysan. Il mettait son orgueil à avoir une belle récolte, un bétail bien nourri. Il ne calculait pas le travail à fournir et n'envisageait que le bon résultat.

Beaucoup de paysans ont gardé encore aujourd'hui cette mentalité ; mais d'autres regrettent cet effort dont le résultat est incertain, en voyant les ouvriers d'usine

(7) René GONNARD. — *Histoire des doctrines économiques*. T. I., page 44.

ou les employés payés en raison du travail qu'ils fournissent ou même en raison du temps qu'ils passent au travail.

Ceux-là abandonneront leur charrue tôt ou tard, ou la feront abandonner par leurs enfants pour une machine outil ou une table de bureau. Ils sont persuadés que le travail sera moins pénible.

Ils se trompent souvent, mais ce qui les frappe, c'est la durée limitée du travail et les loisirs qu'elle laisse à l'ouvrier ou au fonctionnaire.

Le rôle joué à cet égard par la loi de 8 heures d'abord, par la loi de 40 heures ensuite, a été considérable.

Ces deux lois ont accru les besoins de main d'œuvre et attiré ainsi beaucoup de ruraux dans les usines, mais elles sont surtout venues augmenter la différence entre la vie ouvrière et la vie paysanne. Elles ont naturellement excité l'envie des paysans.

La même différence est à observer en ce qui concerne les congés payés. L'ouvrier peut avec sa famille s'offrir quinze jours de villégiature. Pour le paysan, c'est impossible. Son bétail et sa basse-cour exigent des soins journaliers, une surveillance continuelle. Il ne peut les abandonner.

Aux yeux de certains paysans, le travail agricole apparaît non seulement comme étant plus pénible que celui de l'ouvrier ou du fonctionnaire, mais encore, ils considèrent à tort leur noble profession comme les mettant en état d'infériorité dans l'échelle sociale.

Section VI.

LE MEPRIS DU TRAVAIL DE LA TERRE

Le mépris du travail de la terre est aujourd'hui chose courante chez beaucoup de ruraux.

Certains s'imaginent que ce travail les diminue.

Or cette déconsidération du travail agricole est inexplicable.

Le paysan, aujourd'hui envahi par un certain matérialisme, serait-il maintenant incapable de comprendre la haute noblesse de son labeur ? Se laisserait-il influencer par les quolibets ridicules de quelques citadins inintelligents et mal élevés, en réalité moins haut placés dans l'échelle sociale ?

Le mot « paysan » n'est pas synonyme de rustre ; en Allemagne c'est même un titre honorifique.

Le dangereux préjugé qui fait croire au paysan qu'en quittant la terre il s'élève socialement ne devrait pas prendre racine en Béarn et dans le Pays Basque où les quatre cinquièmes des exploitants sont propriétaires (8).

C'est bien souvent à l'école du village que le petit paysan a été maladroitement « désaffecté ». Nous allons voir quel a été le rôle de l'école dans la perte de sa vocation.

(8) P. CAZIOT. — *Op. cit.*, p. 250. — Le préjugé très accentué de l'infériorité du travail des champs, rend presque fatal le départ des ouvriers ruraux. Le journalier et le domestique de ferme se considèrent comme placés au bas de l'échelle sociale, en partant ils ont le sentiment de s'élever et contre ce sentiment il n'y a rien à faire.

Section VII.

LE ROLE DE L'ECOLE DANS LA DESERTION DE LA TERRE

L'enseignement primaire est aujourd'hui aussi répandu dans les campagnes que dans les villes. Cela est très heureux. Mais ce qu'il faut reprocher à cet enseignement ce sont ses programmes uniformes.

Les plaintes dirigées contre les programmes de l'école primaire rurale ne sont pas nouvelles.

Une partie de la question n° 38 de l'Enquête agricole de 1868 était consacrée à ce sujet : « L'instruction primaire est-elle dirigée dans un sens favorable à l'agriculture et quelle est son influence sur le choix des professions ? » (9).

En réponse à cette question les doléances sont unanimes : on est d'accord pour déclarer que l'école primaire éloigne les ruraux de l'Agriculture. Le Comice agricole de Garlin (10) et la Chambre d'Agriculture d'Oloron (11) sont particulièrement précis à cet égard.

M. Larrabure, président de l'Enquête Agricole, déclare dans son rapport au ministre : « On n'apprend pas au paysan ce qu'il aurait intérêt à connaître, il en résulte que le paysan ou quitte la campagne, ou reste ignorant, routinier et pauvre (12) ».

Malgré ces doléances souvent renouvelées, les pro-

(9) *Enquête Agricole 1868. Op. cit.*, p. 761.

(10) *Op. cit.*, p. 190.

(11) *Op. cit.*, p. 158.

(12) *Op. cit.*, p. 9.

grammes de l'école primaire n'ont jamais été adaptés à ce qui devrait être leur rôle : la formation d'agriculteurs.

Cette conviction est aussi celle de quelques instituteurs. Voici l'opinion de M. Avril, député, ancien professeur d'école normale : « Le malaise est dans l'accord insuffisant de l'école primaire et de la vie des champs. Les progrès de l'instruction ne servent pas assez directement à ceux de la technique agricole et l'esprit même de l'enseignement contrarie les vocations paysannes au lieu de favoriser leur éveil et leur fixation. » (13).

D'autres parlementaires se sont émus, à leur tour, du rôle néfaste joué par l'école primaire à la campagne.

Une proposition de loi a été déposée à la Chambre des Députés, par M. de Monicault (14). La réforme proposée prévoyait la scission des écoles primaires dans le cadre de chaque département en écoles primaires urbaines et écoles primaires rurales. Ce projet n'a même pas été discuté.

Aujourd'hui le problème reste entier; l'école primaire constitue bien souvent une « entreprise de débau-chage dirigée contre l'agriculture ».

En Béarn et dans le Pays Basque, l'instituteur est presque toujours un homme qui a abandonné la terre et il trouve tout naturel que ses meilleurs élèves suivent la même voie. Il a le sentiment de la supériorité du fonctionnariat ou d'un emploi quelconque sur la profession d'agriculteur.

Persuadé que seuls les enfants paresseux ou inintel-

(13) *Avril* — *Journal des Instituteurs et des Institutrices* du 8 avril 1922.

(14) *J. O.*, du 1^{er} Juillet 1921.

ligents sont voués à la terre, il « oriente » vers d'autres carrières ceux qui lui paraissent les mieux doués. Il fait miroiter aux yeux des parents les avantages d'une instruction primaire plus développée et fait entrevoir la possibilité pour leurs enfants de parvenir à une belle situation.

Un enfant qui était déjà dans la ferme paternelle un bon « apprenti de la terre », est poussé après son certificat d'études vers une « école supérieure ». Après avoir perdu sa vocation agricole, il végètera plus tard, mécontent de son sort, dans un modeste « emploi » sans avenir.

Et pourtant, comme nous le verrons plus loin, quel beau rôle pourraient jouer les éducateurs de la jeunesse dans nos populations rurales, s'ils accordaient moins d'importance à ces petits diplômes ! Le certificat d'études lui-même devient aux yeux de l'enfant comme à ceux des parents la consécration d'une sérieuse instruction qu'ils jugent parfois incompatible avec le travail de la terre.

L'école contribue donc à « dépayser le paysan ». Elle remplit ce rôle néfaste dans beaucoup de localités, surtout depuis la disparition des « élites rurales », l'instituteur étant alors un oracle très écouté.

Section VIII.

LA DISPARITION DES « ELITES »

Parmi les causes de la désertion de la terre souvent citées, il faut retenir celle que M. de Picamilh appelait en 1858 l'« absentéisme des propriétaires » (15) et qui est aujourd'hui la désertion des élites.

(15) Ch. DE PICAMILH, *op. cit.*, p. 82.

M. Caziot constate l'influence de cette disparition des élites, lorsqu'il dit (16) : « Il n'existe à mes yeux aucune raison pour que ce mouvement s'arrête (la désertion des campagnes). Il a été précédé d'ailleurs par l'amoindrissement et souvent la disparition des cadres bourgeois locaux ».

Dans nos régions où l'enseignement secondaire a toujours été très répandu, la bourgeoisie rurale était jadis nombreuse. Assez peu fortunée, elle s'occupait beaucoup de ses petites exploitations agricoles ; quelques champs, une vigne autour de la maison constituaient un petit faire-valoir direct. On était à la fois humaniste et paysan.

De petites fonctions, que la centralisation a fait disparaître, favorisaient cette existence en partie double, qui mettait le bourgeois en contact immédiat avec l'agriculture. Le niveau intellectuel des populations exclusivement paysannes ne pouvait qu'y gagner.

Aujourd'hui le paysan ne se sent plus encadré par ses vieux amis de toujours qui étaient de son sang et de sa race.

Ces élites rurales, ces autorités sociales ont quitté la terre pour diverses raisons. Quelques bourgeois aisés jugeaient l'existence du citadin plus agréable. D'autres moins favorisés de la fortune sont partis par nécessité, ne trouvant plus le moyen de vivre, même très simplement, à la campagne, sans une occupation lucrative.

Cet exemple a été désastreux. Les fidèles qui restent sont aujourd'hui des vieillards. Leurs enfants ont quitté la « terre natale » où leur action eût été pourtant si utile au point de vue intellectuel et social.

(16) P. CAZIOT, *op. cit.*, p. 249.

A côté de ces causes qui correspondent à des situations plutôt désastreuses, il en est une autre d'une essence plus noble, mais dont l'influence est encore manifeste. Expression du caractère d'une race et de son tempérament aventureux, elle explique surtout l'émigration en Amérique.

Section IX.

L'ESPRIT AVENTUREUX DES BASQUES

Ils ont fait, sans savoir, le geste héréditaire !

Ce beau vers d'un sonnet pyrénéen de José Maria de Hérédia expliquant le geste d'un pâtre de Roncèveaux, peut s'appliquer aussi très exactement aux sentiments ataviques qui poussaient les Basques vers le Nouveau-Monde.

On ne peut apparenter ce peuple à aucun autre. Rescapés de l'Atlantide ? C'est une légende. Mais voici qui est de l'Histoire.

Agriculteurs, bergers, marins, corsaires et plus tard contrebandiers, les Basques ont toujours eu une certaine propension à tenter l'aventure. Les corsaires du Labourd avaient été mêlés à toutes les guerres du Moyen-Age pour écumer l'Océan, et le chroniqueur florentin Villani, qui vivait au début du XIV^e siècle, nous dit que les marins de la République de Venise leur empruntèrent l'excellent coupe de leurs vaisseaux.

Déjà à cette époque les Basques de la côte, grands pêcheurs de baleines, connaissaient les côtes du Groënland. Ils avaient navigué non loin des îles appe-

lées plus tard Terre-Neuve et on sait que le gênois Christophe Colomb avait à bord de ses caravelles des matelots basques dont il mit à profit l'expérience. Ferdinand de Lesseps assurait que c'étaient des marins basques qui, en réalité, avaient découvert l'Amérique !

Nos flibustiers de St-Domingue sont restés fameux. Et c'est aussi, comme leurs ancêtres, en véritables « **conquistadores** », que beaucoup de cadets de famille basques et même des familles entières s'embarquèrent pour « les Amériques ».

Certains y ont édifié de grosses fortunes et sont restés là-bas. Partis comme simples bergers, ayant débarqué sur les quais de Buenos-Ayres avec trois écus en poche, d'autres, — nouveaux Argonautes — nous sont revenus avec la Toison d'or.

Le paysan basque resté au pays ne voyait que ceux-ci et non les malheureux, les plus nombreux, ceux qui étaient morts de misère et de privations dans la **pampa** ou dans les hôpitaux des grandes villes de l'Amérique du Sud. On ne voyait que le beau côté d'une médaille qui avait son triste revers.

Cet esprit d'aventure et un grand courage ont été peut être les principaux facteurs de l'émigration des Basques en Amérique dans le courant du XIX^e siècle. Cette recherche souvent très hasardeuse de la fortune pousse aussi actuellement le paysan basque à l'émigration dans nos grandes villes.

*
* *

Après les causes d'ordre moral, nous allons étudier les causes économiques de la désertion de la terre en Béarn et dans le Pays Basque.

CHAPITRE DEUXIEME

Les causes économiques de la désertion de la terre

L'action des causes économiques vient s'ajouter à celle des causes morales et la précipiter.

Section I.

LE DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE

Le développement industriel du XIX^e siècle a opéré en France une transformation considérable. En 1846, la population urbaine ne représentait que le quart de la population totale de la France, exactement 24 %. En 1931, la population urbaine représentait 51 % de la population totale (1). Dans les Basses-Pyrénées, l'accroissement de la population urbaine était proportionnellement encore plus important, puisqu'elle passait de 16 % de la population totale en 1846 à 42 % en 1936.

La formation des centres urbains provoquée par le développement de l'industrie s'est donc faite aux dépens de la partie rurale du pays. Nous avons déjà vu que beaucoup de Béarnais et de Basques étaient attirés par Paris, Bordeaux, Pau ou Bayonne.

M. Reboud explique comment les villes industrielles ont drainé les populations rurales : « Autrefois,

(1) *Annuaire Statistique*, t. 44, p. 192.

remarque-t-il, la petite industrie n'exigeait pas le groupement de beaucoup d'hommes sur un même point. Au XIX^e siècle, lorsque les fabriques et les usines ont surgi, elles ont attiré à elles une partie de la population agricole, et comme elles s'élevaient à des endroits propices à l'industrie, les villes grandirent et l'entassement humain commença. Ensuite les agglomérations, en vertu de leur masse même, attirèrent une foule de personnes pour satisfaire les besoins de celles qu'elles contenaient déjà, des domestiques, des boutiquiers, des ouvriers du bâtiment et beaucoup d'autres » (2)

Cet appel à la population des campagnes se renouvelle sans cesse à cause de la très importante dénatalité qui sévit dans les villes.

Les emplois qu'on trouve dans les centre urbains ne sont pas les seuls à enlever des bras à la terre ; nous savons que certaines industries ont été créées, même à la campagne et qu'elles occupent des ouvriers recrutés sur place.

D'autre part, à côté de ces emplois offerts par l'industrie, d'autres sont offerts par l'Etat et contribuent dans une large mesure à vider les campagnes.

Section II.

L'AUGMENTATION DU NOMBRE DES FONCTIONNAIRES

Les emplois rétribués par l'Etat sont les plus recherchés par ceux qui veulent quitter la terre. Ils les briguent très souvent.

Le paysan y voit un large traitement assuré et une

(2) REBOUD. — *Précis d'Economie politique*. T. 1, p. 121.

retraite pour ses vieux jours. Il n'est pas étonnant que l'augmentation exagérée du nombre des fonctionnaires ait provoqué la diminution de celui des cultivateurs.

La construction des chemins de fer devait être une des premières causes de la désertion de la terre.

L'Enquête agricole de 1868 est remplie des doléances des agriculteurs contre les chantiers nouveaux qui leur enlèvent des bras.

La construction des réseaux achevée, les employés de chemins de fer sont recrutés en grande majorité parmi les ruraux.

La loi de 8 heures d'abord, celle de 40 heures ensuite, ont accru les besoins de main d'œuvre et chaque fois on a fait appel à des paysans.

Après les chemins de fer, le nouvel aménagement des routes a été une occasion de débauchage des agriculteurs.

Les progrès de l'automobile exigeaient en effet une amélioration de notre réseau routier et c'est une main-d'œuvre d'origine terrienne qui vient travailler, tant pour la réfection de ces routes que pour leur entretien.

L'augmentation des cadres de l'Armée devait, elle aussi, provoquer de grands vides dans les campagnes. Beaucoup de jeunes paysans rengagent dans l'espoir de devenir sous-officiers, mais ce sont surtout la gendarmerie et la garde mobile qui recrutent leurs effectifs chez les cultivateurs. A cet égard, l'augmentation récente du nombre des pelotons de la garde mobile a été déplorable.

Les offices et administrations publics viennent à leur tour prélever leur tribut sur la terre. Une bonne partie des innombrables secrétaires que l'on trouve dans leurs

non moins nombreux services, sont d'origine paysanne.

Le rôle néfaste joué ici par notre régime électif est indiscutable. A chaque élection, députés ou conseillers généraux promettent à beaucoup de leurs électeurs ruraux des emplois dans les services publics. Ils font d'ailleurs office de « véritables bureaux de placement », pendant toute la durée de leur mandat ainsi que le constate M. Boissard, ancien député. (3).

Tandis que ces nouvelles professions viennent raréfier chez nous la main d'œuvre agricole, on voit disparaître beaucoup de petits métiers que les paysans pratiquaient jadis à domicile.

Section III.

DISPARITION DES METIERS D'APPOINT

Avant le développement de l'industrie, beaucoup d'agriculteurs employaient leurs loisirs, surtout en hiver, à l'exercice de métiers annexes.

On rencontrait ainsi dans les Basses-Pyrénées, mais en particulier en Béarn dans la vallée du Gave de Pau, des cultivateurs qui possédaient un rudimentaire métier à tisser. Ces cultivateurs-tisserands ont disparu peu à peu, devant la concurrence des tissages mécaniques.

Un autre métier d'appoint, que pratiquaient certains paysans dans tout le Béarn et dans tout le Pays Basque, consistait dans la fabrication des espadrilles à la main.

(3) BOISSARD. — *Le problème de la main d'œuvre agricole.* — *Semaine Sociale de Rennes*, p. 198.

Ce métier d'appoint a disparu lui aussi, concurrencé par la fabrication industrielle.

Quelques paysans employaient leurs loisirs à confectionner des jougs. D'autres faisaient de la vanerie, et dans le Pays Basque des « makilas ».

On ne trouve plus guère aujourd'hui ces petits métiers qui donnaient une certaine aisance aux familles de très petits cultivateurs. Ceux-ci, ne pouvant plus compter sur ces ressources annexes, ont été obligés d'abandonner leurs modestes exploitations.

Tous ceux qui quittent la terre pour l'usine, la ville ou l'étranger sont poussés, sinon par la nécessité, tout au moins par l'appât du gain. Il nous faut donc étudier cette cause de la désertion de la terre, nous voulons parler de la différence entre les revenus agricoles et les revenus des autres branches de l'activité humaine.

Section IV.

INFERIORITE DES REVENUS AGRICOLES

On a coutume de comparer la rétribution de l'ouvrier agricole avec celle de l'ouvrier d'usine ou du fonctionnaire, pour montrer que l'ouvrier agricole est plus mal partagé.

En Béarn et dans le Pays Basque cela ne nous intéresse guère. Chez nous, les grandes exploitations sont exceptionnelles, les ouvriers agricoles sont en nombre infime. Certes, on trouve quelques domestiques agricoles dans les moyennes exploitations, mais ce sont des jeunes gens, fils de propriétaires ou de métayers, qui

se placent ainsi avant de se marier et de devenir eux-mêmes chefs d'exploitation, à moins évidemment qu'ils n'abandonnent la terre, ce qui hélas ! n'est pas rare.

La comparaison qui nous intéresse est celle qui peut être faite entre les revenus de l'exploitant, propriétaire ou métayer, et les revenus de l'ouvrier ou du fonctionnaire.

M. Garrigou-Lagrange fait remarquer que « si l'agriculteur tenait régulièrement une comptabilité, on s'apercevrait que ce qu'on prend pour bénéfice est en grande partie le salaire que le chef d'exploitation se verse en quelque sorte à lui-même. Au surplus l'exploitant n'amortit guère, il ne prend pas souvent le soin de mettre de côté sur les recettes les sommes qui seraient nécessaires au renouvellement des machines, à l'entretien et à la remise en état des bâtiments. S'il le faisait le bénéfice apparent diminuerait parfois d'une manière sensible » (4).

En tant qu'entrepreneur, l'exploitant ne réalise le plus souvent aucun profit. Bien mieux : le « salaire qu'il se verse à lui-même » est inférieur à celui que lui donnerait une autre profession.

Les citadins s'imaginent en général que le paysan gagne beaucoup d'argent. Ils sont frappés par le fait que des métayers achètent des propriétés, que des propriétaires agrandissent les leurs. Ils ne comprennent pas que l'argent mis de côté par ces paysans est dû à des économies sordides, à des privations de toutes sortes. L'ouvrier d'usine qui suivrait la même ligne de conduite deviendrait un véritable capitaliste.

(4) A. GARRIGOU-LAGRANGE. *Op. cit.*, p. 93.

Les revenus d'une exploitation agricole ne sont pas seulement le résultat du travail du seul chef de famille : femme et enfants, tout le monde travaille. Ce revenu devrait donc être divisé par trois ou par quatre si on voulait le comparer à des salaires.

Mais, de plus, ces revenus ne sont pas assurés. La récolte est soumise aux risques de mévente ; il y a aussi les risques météorologiques qui peuvent compromettre le résultat du travail de toute une année.

Ces revenus aléatoires, résultat du travail d'une famille entière, qui passent aux yeux de certains pour être la cause unique de la vie chère, sont en réalité ceux qui ont le moins progressé depuis la guerre.

Voici le tableau des revenus de la France en 1913 et en 1932, publié en 1933 par la **Société d'Etudes et Informations économiques** :

	1913	1932	COEFFICIENT
<i>Revenus des capitaux : en milliards.</i>			
Valeurs mobilières	4,5	22,6	5
Propriété bâtie.	2,6	14	5,3
<i>Revenus mixtes :</i>			
Agriculture.	8,4	26	3,2
Industrie et commerce... .	4,	17	4,2
Professions libérales, ...	0,6	4,3	7
<i>Revenus du travail.</i>			
Salaires et traitements... .	15,7	107	6,8
Pensions et retraites.....	0,5	14	28

D'après ces chiffres les revenus agricoles sont de beaucoup ceux dont l'augmentation a été la plus faible.

Depuis 1932, loin de s'améliorer, la situation n'a fait qu'empirer.

En 1932, le blé valait 170 francs le quintal. Si on défalque les taxes diverses dont la vente de cette récolte est grevée aujourd'hui, il ne valait guère davantage en 1938. Par contre le coût de la vie a augmenté dans des

proportions considérables et les traitements et salaires y ont été adaptés.

Les revenus de la terre se trouvent donc bien inférieurs aux salaires des ouvriers ou aux traitements des fonctionnaires. C'est cette différence de revenus qui est une des principales causes de la désertion de la terre surtout chez des populations comme celles du Béarn et du Pays Basque, qui sont très « attachées » aux gains à réaliser.

L'infériorité des revenus agricoles provient en partie de la mévente des produits de la terre.

Section V.

LA MEVENTE DES PRODUITS DE LA TERRE

La mévente des produits agricoles n'est pas un phénomène récent. En 1868 déjà, on se plaignait amèrement du bas prix des produits agricoles en comparaison des salaires industriels dont le taux était pourtant bien peu élevé à cette époque.

L'Enquête Agricole remarque que les salaires ont augmenté de 50 %, tandis que les prix de vente des produits du Béarn et du Pays Basque subissaient une baisse moyenne de 40 à 50 %.

La responsabilité de ce décalage appartenait à la politique économique libérale du Second Empire inaugurée à partir de 1860. Les produits agricoles français devaient supporter la concurrence des produits agricoles étrangers sur les marchés nationaux.

Quelques années plus tard, cette politique aboutit à

une crise agricole qui dura une vingtaine d'années, mais qui se fit particulièrement sentir aux environs de l'année 1890.

Les produits de la terre subirent une baisse catastrophique.

Le quintal de blé qui valait 28 francs en 1862, ne valait plus de 17 francs 28 centimes en 1892 (5).

L'hectolitre de maïs qui valait 15 francs en 1862, ne valait plus que 8 francs en 1892.

La terre elle-même subit le contre-coup de la mévente de ses produits.

Entre 1875 et 1892, la propriété foncière subit une dépréciation de 25 à 30 % suivant la nature des terres (6).

Avec cette crise qui frappa toute la France, mais particulièrement le Sud-Ouest, coïncident les départs les plus importants vers l'Amérique du Sud, comme nous l'avons constaté plus haut.

Le ministère Méline réagit contre la politique économique libérale et instaura un régime protecteur ; mais ce régime était fragmentaire. Les cultures dites secondaires ne furent pas protégées.

Parmi ces cultures jugées ailleurs secondaires, se trouve celle du maïs, culture principale du Béarn et du Pays Basque. Son prix resta toujours au dessous du niveau qu'il aurait dû atteindre sans la concurrence étrangère. En 1914, l'hectolitre de maïs valait seulement 12 fr., alors que le quintal de blé valait 24 francs.

Après la guerre le maïs français eut à subir de nou-

(5) R. GABY. — Le Blé. — *Monographie Agricole des Basses-Pyrénées*, — *Op. cit.*, p. 115.

(6) R. LARCHEVÊQUE. — *M. A. des B.-P.*, — *Op. cit.*, p. 90.

velles concurrences. Le marché national fut envahi non seulement par les maïs marocains et indo-chinois, mais aussi, par des maïs provenant des pays danubiens tels que la Roumanie, la Yougoslavie ou la Bulgarie. Il est vrai que la concurrence des maïs américains diminua à cause de notre change défavorable.

On eut recours à la politique du contingentement pour la protection du maïs national. Mais cette politique, d'ailleurs très large, puisque les maïs coloniaux échappent au contingentement, est sans cesse remise en question. Tous les accords commerciaux conclus avec les Etats balkaniques se font sur le dos des producteurs de maïs du Sud-Ouest. Rappelons à ce sujet les vives protestations de **l'Association générale des Producteurs de maïs du Sud-Ouest** contre le récent accord franco-yougoslave.

D'ailleurs tous les accords commerciaux d'après-guerre ont sacrifié l'agriculture à l'industrie. M. Tardieu, alors ministre de l'agriculture, le reconnaissait en 1931 : « Depuis bien des années, le ministère de l'agriculture a servi dans les négociations de monnaie d'échange. Quand il fallait assurer une légère amélioration aux automobiles et aux productions industrielles, on cédait quelque chose sur l'agriculture. Nous avons conclu, en 1927, une série d'accords commerciaux. J'étais en ce moment au Parlement, j'étais d'ailleurs au gouvernement sans être chargé de négocier ces accords, je n'ai pas le souvenir que leur ratification par les Chambres ait rencontré de difficultés, et pourtant ! Les accords commerciaux ont certainement sacrifié l'agriculture à l'industrie. Il n'y a pas de doute. On a aggravé l'effet de cette politique par des consolidations

qui ont privé la France de sa liberté tarifaire pour 72 % des articles de son tarif, parmi lesquels, j'ai le regret de le constater, figuraient tous les produits du sol français » (7).

Depuis 1931, la politique agricole française ne s'est guère redressée. Les produits de la terre, après avoir subi une baisse catastrophique en 1934 et 1935, ont vu leurs cours sensiblement relevés, mais dans une proportion très inférieure à l'élévation du coût de la vie.

Le marché français est de plus en plus envahi par les produits agricoles coloniaux et étrangers. Le déficit total de la balance commerciale a été en 1937 de 18.450 millions, et en 1938 de 15.400 millions. Le déficit de la balance agricole a été pendant ces mêmes années de 15.600 millions et de 16.900 millions. Il se décompose ainsi :

En 1937, le déficit de la balance agricole avec l'étranger s'élevait à 7.500 millions de francs, celui de la balance agricole avec les colonies à 8.100 millions.

En 1938, la balance agricole avec l'étranger indiquait un déficit de 7.110 millions de francs, tandis que la balance agricole avec les colonies indiquait un déficit de 9.800 millions.

Les importations de céréales secondaires s'élevaient en 1938 à 13.244.754 quintaux (8).

A l'heure actuelle les agriculteurs béarnais et bas-

(7) André TARDIEU. *Discours prononcé à l'Institut National Agronomique*, le 13 décembre 1931.

(8) Chiffres donnés par M. L. BUYAT, dans son interpellation sur la politique agricole du gouvernement, le 28 février 1939. (*J. O.* du 1^{er} mars).

ques ont de grandes difficultés à vendre leur récolte de maïs de 1938. Or la production nationale de cette céréale est au maximum de 6.000.000 de quintaux (9), tandis que la consommation s'élève dans les années normales à 15.000.000 de quintaux (10). Seule la concurrence coloniale et étrangère a pu encombrer le marché.

La mévente des produits agricoles est le plus important facteur économique de la désertion de la terre. Elle décourage le paysan, car la progression du prix de vente de ses récoltes est très lente, alors que celle du prix d'achat des moyens de production ne cesse de s'élever dans de très fortes proportions.

Section VI.

L'ELEVATION DU PRIX DES ELEMENTS DE PRODUCTION

Les prix des produits industriels ont augmenté dans de plus fortes proportions que ceux des produits agricoles. Cela constitue une très lourde charge pour le paysan.

En Béarn et dans le Pays Basques tous les exploitants, même les métayers, possèdent un outillage agricole assez complet.

Les conditions locales du métayage obligent le mé-

(9) Sur ces 6.000.000 de quintaux, les Basses-Pyrénées produisent en moyenne 1.200.000 quintaux et arrivent en tête des départements français, avant les Landes dont l'étendue ensemencée est pourtant plus importante.

(10) *1^{er} Congrès International du maïs*, Pau 1930, p. 23 à 25.

tayer à apporter tout l'outillage nécessaire à l'exploitation, cet apport étant compensé par des conditions beaucoup plus libérales qu'ailleurs, notamment pour le partage des récoltes.

Pour exploiter une terre, à quel titre que ce soit, il faut donc un capital et aujourd'hui ce capital doit être assez élevé (11). Cette nécessité décourage beaucoup de jeunes gens qui, s'ils veulent s'établir à la terre, doivent commencer par s'endetter. Les exploitants déjà établis souffrent aussi de cet état de choses, les revenus de la terre ne permettant pas de renouveler et d'amortir les machines.

Pour améliorer sa culture, il faut à l'exploitant des engrais ; ceux qu'il recueille dans l'exploitation ne suffisent pas, il est nécessaire d'acheter des engrais chimiques. L'argent qu'il emploie ainsi sera sans doute compensé par une récolte plus importante, mais les prix de ces engrais sont aujourd'hui exorbitants (12).

(11) Le capital nécessaire à un jeune ménage qui veut prendre à bail une métairie est au minimum de 20.000 à 25.000 francs, suivant l'étendue de la propriété. Le métayer doit en général posséder la moitié du cheptel vif, les instruments aratoires et aussi des réserves en numéraire pour pouvoir vivre jusqu'au mois d'août, date à laquelle il vend sa première récolte de blé.

(12) Tableau représentant la hausse progressive des engrais depuis 1923.

Années	Super-phosphates	Sylvinité	Cianamide	Sulfate d'amon.	Scories	Sulfate de cuivre
1923	18'65					
1929	34,	29'60			33,30	325,
1930	34,06	29,60	119	121,75	32,90	336,75
1931	33,10	29,	115	113,	30,65	245,75
1932	32,65	26,80	88	98,50	29,60	245,75
1933	29,65	29,60	92	94,	26,20	140,
1934	29,65	26,85	104	87,85	28,78	126,65
1935	28,30	24,15	96	84,60	28,75	120,
1936	27,75	23,60	89	77,85	20,30	118,

Beaucoup d'agriculteurs ne sont pas en mesure de payer les engrais indispensables à une bonne récolte.

Pour vendre ses produits, il faut à l'agriculteur des moyens de transport. Le prix toujours plus élevé de ceux-ci vient en déduction du profit qu'il retire au marché, de ses veaux, de ses volailles et de ses légumes.

Les grosses réparations des bâtiments ruraux sont actuellement ruineuses. Il ne peut plus être question de constructions nouvelles, leur coût dépasserait souvent la valeur des terres qui composent l'exploitation.

Alors qu'on trouve aux environs de nos villes quantité de petites maisons ouvrières de construction récente, ou bien de gracieux petits châlets où d'heureux retraits ont concrétisé leur « rêve », on ne voit plus guère aujourd'hui de fermes neuves dans nos campagnes, beaucoup sont même très délabrées dans nos hameaux du Béarn.

A côté de ces causes économiques modernes de l'abandon de la terre, il faut citer celles dont l'action, pour remonter assez loin, n'en a pas moins contribué à son abandon.

Nous citerons en premier lieu la suppression des communaux.

1937	34,15	23,40	100	88,	24,75	275,
1938	47,85	27,85	124	118,	<i>néant</i>	320,
1939	51,35	30,10	136	129,	<i>néant</i>	332,

N.-B. — En 1938 et 1939, il est impossible de se procurer des scories. — Les variations très fortes du prix du sulfate de cuivre correspondent aux variations des changes.

Les renseignements concernant les prix des engrais nous ont été communiqués par M. H. de Baillenx, président de l'Association générale des Producteurs de Maïs du Sud-Ouest.

Section VII.

LA SUPPRESSION DES COMMUNAUX

M. E. Vandervelde donne la suppression des communaux comme une des causes de l'exode rural : « Sans méconnaître, dit-il, les inconvénients que présentent, au point de vue de l'exploitation rationnelle du sol, les « communaux », les droits d'usage, de parcours et de vaine pâture dans les forêts, les bruyères, les terres incultes, il n'est pas douteux que ces survivances médiévales contribuaient puissamment à la stabilité des populations rurales » (13).

Aujourd'hui, dans la plupart des communes du Béarn et du Pays Basque, les communaux ont été vendus ou partagés entre les habitants. Ceux qui restent sont loués à des particuliers moyennant redevance, comme les pâturages des montagnes communales ou intercommunales, et au nord de Pau, les fameuses landes du Pont-Long, propriété de la Vallée du Haut-Ossau, ou bien encore comme les terrains appartenant aux « Syndicats basques » où le bétail peut pacager moyennant une redevance proportionnelle à l'importance du troupeau.

Quant aux droits d'usage, de parcours, de vaine pâture, ils sont aujourd'hui tombés en désuétude.

Ces divers droits permettaient aux habitants qui possédaient une exploitation minime de faire un élevage assez important.

M. Louis Etcheverry note que « la superficie

(13) E. VANDERVELDE. — *L'exode rural et le retour aux champs*. — Paris, Aleau 1903, p. 53.

moyenne des petites propriétés était, dans le Pays Basque, de 3 à 5 hectares, ce qui était reconnu suffisant à l'entretien d'une famille, mais en tenant compte des communaux alors très considérables. » (14).

L'existence des communaux attachait les habitants à leur village, ils contribuaient, comme dit M. Vandervelde, à la « stabilité des population rurales ».

La disparition de ces droits a obligé certains petits exploitants à quitter la terre sur laquelle d'ailleurs ils vivaient simplement et très modestement.

Parmi les causes économiques qui ont provoqué la désertion de la terre à un moment donné, il faut citer encore les crises viticoles.

Section VIII.

LES CRISES VITICOLES

Les vignerons béarnais ont certes été très atteints par la mévente des vins qui a sévi pendant quelques années. Comme la mévente des autres produits agricoles, les prix réduits du vin ont contribué à faire quitter la terre à certains paysans. Mais plus graves, au point de vue qui nous intéresse, ont été les deux grandes crises du vignoble béarnais.

En 1852, l'oïdium ravage beaucoup de vignes. La surface en plantation est réduite et certaines localités se vident, Salies-de-Béarn, par exemple. Mais on replante bientôt grâce à l'introduction des vignes basses, notamment du fameux « piquepoul ». De

(14) Louis ETCHEVERRY. — *Op. cit.*, p. 83.

23.435 hectares en 1848, le vignoble béarnais passe à 28.000 hectares en 1858 (15).

Plus désastreux encore fut le phylloxéra qui commença à sévir en 1892. Dès 1893, un rapport administratif constate que l'étendue du vignoble n'est plus que de 19.979 hectares. Cette étendue allait encore diminuer, puisqu'en 1932 la vigne n'occupait dans toutes les Basses-Pyrénées que 13.073 hectares dont 11.000 environ en production (16). Cela explique pourquoi les cantons viticoles ont été particulièrement désertés.

*
* *

Après les causes morales et les causes économiques de la désertion de la terre il nous reste à examiner les causes juridiques et fiscales que l'on peut attribuer à ce phénomène.

(15) D^r DOLÉRIS. — *La Viticulture*. — *Op. cit.*, p. 140.

(16) *Op. cit.*, p. 141, 142 et 143.

CHAPITRE TROISIEME

Les causes de la désertion de la terre d'ordre juridique et fiscal

« Dans l'état actuel de notre législation, la famille paysanne est dans une situation d'infériorité qui provoque dans les milieux ruraux un vif mécontentement et qui contribue certainement à la désertion des campagnes ».

Cette constatation que faisait naguère M. Pernot, sénateur du Doubs, avait été déjà maintes fois exprimée. Aujourd'hui la législation civile et la législation fiscale se liguent contre ceux qui veulent rester à la terre.

Section I.

LA LEGISLATION CIVILE

Le régime du partage des successions instauré par le Code Civil favorise d'abord le morcellement de l'exploitation familiale et par voie de conséquence la dispersion de la famille.

§ I. — Le Code Civil contre les exploitations familiales

Lorsque, en 1775, sous la pression des idées nouvelles, les Etats de Béarn furent consultés par le Roi sur l'opportunité de l'introduction dans les lois fran-

çaises du principe de l'égalité des partages, ils répondirent dans une adresse au souverain : « Le droit naturel appelle tous les enfants au partage égal de la succession. Mais dans un pays où le sol est resserré en proportion de la population, des propriétés trop divisées causeraient de fréquentes révolutions dans l'état des familles. Dans un climat dont les variations continuelles changent l'ordre des saisons et rendent les revenus de la terre trop casuels, il faut des propriétaires qui trouvent dans la fertilité d'une partie de leurs domaines la compensation de la stérilité de l'autre, qui soient en état de supporter des pertes, de faire les avances nécessaires pour les reproductions et d'acquitter les salaires. Ces vues politiques ont dû faire établir en Béarn le partage inégal des successions. Cette loi convient à l'intérêt général du pays, parce qu'elle favorise la levée des subsides et qu'elle force à l'activité le commerce et l'industrie, à l'intérêt des familles parce qu'elle maintient leur stabilité. » (1).

Plus tard les délégués du Béarn et de la Navarre aux Etats Généraux refusaient de sanctionner de leur vote l'œuvre d'unification législative entreprise. Plusieurs, en manière de protestation, quittaient même l'Assemblée Nationale pour regagner leur province.

Au moment de l'élaboration du Code Civil, le préfet des Basses-Pyrénées de l'an X, le général Serviez, attirait l'attention des commissions occupées à préparer le projet de Code, sur la situation particulière des régions qu'il administrait :

« Le principe de la malversation de la division forcée

(1) Représentation adressée au Roi le 9 septembre 1775. (*Archives des Basses-Pyrénées*, C. 1320).

des biens fonds acquiert, écrivait-il, l'évidence d'une maxime, si l'on considère que l'héritage de presque toutes les familles ne consiste que dans une métairie, ne peut s'exploiter qu'en demeurant assorti de terres labourables, de prairies suffisantes pour nourrir les bestiaux nécessaires à la culture et de **touyas** pour l'engrais » (2).

Malgré ces protestations et ces remarques si judicieuses, le Code Civil édicta le principe de la division des héritages pour le Béarn et le Pays Basque comme pour le reste de la France.

L'ancien article 826 disposait : « Chacun des cohéritiers peut demander sa part en nature des meubles et immeubles de la succession ».

Pendant 136 ans, cet article devait provoquer le morcellement des propriétés rurales et l'abandon de la terre dans notre pays. La loi du 7 février 1938 et le décret-loi du 17 juin de la même année sont fort heureusement venus mettre fin à ces dispositions légales antérieures qui étaient désastreuses pour les familles paysannes.

Toutes les petites exploitations agricoles du Béarn et du Pays Basque auraient déjà disparu depuis longtemps, si les paysans béarnais et basques, respectueux de leurs vieilles coutumes et des traditions ancestrales, ne s'étaient ingéniés, avec l'aide du notariat, à employer divers subterfuges pour échapper à la rigueur de quelques articles du nouveau Code.

Le partage anticipé d'ascendant a été, dans beaucoup de cas, le véritable sauveur du bien patrimonial. L'aîné des enfants était gratifié de la quotité disponible, et

(2) Général Sreviez, *Statistique du Dép. des Basses-Pyrénées*, p. 125.

le petit domaine déclaré impartageable en nature était attribué en totalité à ce fils aîné, « l'héritier », qui versait à ses frères et sœurs les soultes convenues, le plus souvent au moyen de la dot pécuniaire apportée par sa jeune femme.

Mais ces donations-partages reposaient, d'une part, sur l'autorité morale du père de famille, et d'autre part sur l'amour du foyer ancestral dont tous les enfants voulaient autant que possible assurer le maintien.

Ces actes, en contradiction formelle avec les articles 826 et 832 du Code Civil, n'étaient pour ainsi dire jamais attaqués à cause de la bonne foi de tous ceux qui les avaient consentis.

Mais que de désastres dans les familles où l'autorité des parents était méconnue et où la rivalité des enfants entraînait en jeu ! Beaucoup de foyers ont ainsi disparu et des familles entières ont abandonné la terre.

Aujourd'hui, avec la législation nouvelle, l'exploitation rurale peut être attribuée à un seul héritier, à condition qu'il paie des soultes à ses frères et sœurs.

Le législateur n'a fait qu'appliquer ce qui se passait souvent en Béarn et dans le Pays Basque ; nos vieilles et sages coutumes sont entrées dans la loi. On a enfin tenu compte de l'expérience de la vie.

Mais un inconvénient subsiste, surtout lorsque la famille est nombreuse : l'héritier qui s'est chargé de l'exploitation familiale pourra-t-il payer des soultes à ses frères et sœurs ? Il n'est pas rare de trouver des situations où, faute de ressources ou de courage, le partage en nature sera rendu obligatoire.

La loi nouvelle a laissé subsister une inégalité que le contrat de travail à salaire différé, que nous étudie-

rons plus loin, aura à faire disparaître pour rétablir la justice et maintenir la famille rurale.

Il arrive souvent en effet qu'un fils aîné resté avec ses parents pour cultiver l'exploitation familiale jusqu'à l'âge de 40 ou 50 ans, sans recevoir d'eux aucun salaire, se voie au décès de ses père et mère contraint de partager avec ses frères et sœurs un bien qui n'a été conservé, amélioré ou enrichi que grâce à son travail. D'après les règles du Code Civil, les frères et sœurs qui ont quitté encore très jeunes l'exploitation familiale et qui ont largement gagné leur vie ailleurs vont bénéficier des sueurs de leur « aîné » resté à la terre.

La législation nouvelle a mis fin à d'autres dispositions qui étaient très graves au point de vue de la continuité de l'exploitation et du maintien de la famille rurale.

Chaque fois qu'il y avait des incapables au moment du partage, des enfants mineurs d'un fils prédécédé par exemple, la licitation avec admission d'étrangers était obligatoire en vertu des articles 838 et 839 du Code Civil.

Aujourd'hui l'indivision peut être prolongée jusqu'à la majorité des mineurs.

Toutes ces dispositions réalisées ou en projet sont très heureuses, mais trop tardives. Malgré l'ingéniosité des Basques et des Béarnais, beaucoup d'exploitations avaient déjà été morcelées ou abandonnées. Nous allons voir maintenant que l'influence du Code Civil a été, ici encore, plus désastreuse en ce qui concerne la famille.

§ II. — Le Code Civil contre la famille

Le Code Civil est l'instrument de l'individualisme

révolutionnaire. « L'œuvre de la Révolution en matière de famille n'est pas précisément de celles qui lui font honneur, affirme M. Bonnecase; elle peut se résumer d'un mot, la Révolution ne reconnaît pas la famille à titre d'unité organique. A ses yeux il n'existe que des individus; ceux-ci ne peuvent jamais être groupés sous le nom de famille qu'en vertu d'un contrat de droit commun » (3).

C'est à plus d'un titre que le Code Civil porte atteinte à la famille.

1° Le Code Civil est une prime à la restriction de la natalité.

Pour éviter qu'après leurs décès et par un partage en nature leurs exploitations ne soient morcelées, les propriétaires ruraux ont réduit le nombre de leurs enfants.

Cette tendance à la restriction volontaire de la natalité, véritable course au tombeau, était déjà constatée dans les Basses-Pyrénées par l'Enquête agricole de 1868.

La Société d'agriculture des Basses-Pyrénées disait textuellement ceci : « On a appris en Béarn à faire le fils unique » (4).

Depuis lors le mal n'a fait qu'empirer : aujourd'hui, en Béarn, les familles nombreuses sont l'exception chez les paysans-propriétaires.

Dans le Pays Basque, où les traditions religieuses et morales se sont mieux conservées, on en trouve davantage.

(3) J. BONNECASE : *La philosophie du Code Napoléon appliquée au droit de famille*, p. 84.

(4) *Enquête agricole de 1868. Op. cit*, p. 120.

2° Le Code Civil ne permet pas la stabilité et la continuité de la famille.

« On arrache la famille au domaine qui lui servait d'instrument de travail », constatent MM. Colin et Capitant (5).

M. Brandt, à son tour, écrit : « Le morcellement exagéré est à la fois funeste par le côté économique et par le côté moral, parce qu'il pousse à la désertion des campagnes et fait des nomades au lieu de stables cultivateurs » (6).

M. Hubert-Valleroux, à l'article « Succession du Nouveau Dictionnaire d'Economie politique », s'exprime ainsi : « On peut soutenir qu'il est indifférent au point de vue général que les biens appartiennent à tel ou tel, les acheteurs leur feront rendre autant que faisait le défunt. Mais il n'est pas indifférent qu'une famille soit ruinée et dispersée, ou bien qu'elle reste unie avec un centre servant d'abri à ceux qui ne peuvent pas ou qui ne peuvent plus se suffire. La dispersion, la destruction des fortes familles rurales, c'est le grand mal que fait le régime successoral du Code Civil » (7).

Les auteurs du Code n'ont pas compris qu'une petite exploitation rurale n'était pas une entité économique quelconque, ils n'ont pas compris qu'elle se confondait avec la famille qui la cultivait et la possédait. Cette exploitation ne peut être l'œuvre d'un seul individu, c'est l'œuvre d'une famille dont chaque génération a

(5) COLIN et CAPITANT. T. III, p. 525.

(6) BRANDT : *Droit et coutumes des populations rurales de France en matière successorale*. P. 335-336.

(7) *Nouveau dictionnaire d'E. P.* de Léon SAY et CHAILLEY-BERT, p. 629.

apporté sa part, pour l'agrandir ou au moins pour la maintenir.

Avec le système du Code au contraire, à chaque génération, l'exploitation familiale s'effrite, est bientôt anéantie et la famille qu'elle encadrait vient trop souvent aussi à disparaître.

3° Le Code Civil détruit l'esprit de famille.

En dehors des heurts et des divisions qui intervenaient fatalement dans les familles, lorsque le principe du partage en nature était appliqué, la perspective d'une licitation obligatoire venait affaiblir l'amour de la terre et diminuer le courage de « l'héritier » qui exploitait le bien familial pour ainsi dire à titre précaire.

« Le principe de la licitation, nuisible par lui-même à la continuité de l'exploitation, émousse la solidarité familiale », déclare M. J. Pinatel et il ajoute : « le fils qui travaille avec son père ne se sent plus obligé de tenir à la même hauteur la réputation de son nom, car il a la perspective de voir disparaître un jour en des mains étrangères ce bien auquel il aurait volontiers consacré son activité » (8).

Des dispositions du Code, étrangères au titre des successions, sont dirigées également contre la famille. Au premier rang de celles-ci il faut mettre le divorce dont M. Fuchs, député du Haut-Rhin, indiquait récemment à la tribune de la Chambre des députés l'influence sur la destruction de la famille et la désertion de la terre. (9).

En Béarn et dans le Pays Basque le divorce est heu-

(8) J. PINATEL. — *Réforme du partage en nature et de la licitation obligatoire dans les successions agricoles*. — Thèse, Bordeaux, 1934.

(9) Séance du 28 février 1939, J. O., du 1^{er} Mars.

reusement presque inconnu chez les paysans, alors qu'il sévit dans nos villes et parmi les déserteurs de la terre originaires du pays.

Section II.

LA LEGISLATION FISCALE

Tous les Français supportent aujourd'hui des impôts très lourds. Cette cascade qui ne ressemble guère à la « rosée bienfaisante » dont parlait Turgot n'est pas également répartie entre tous les producteurs et tous les travailleurs.

On a prétendu que les agriculteurs paieraient très peu d'impôts ! Cette fable a réussi à se répandre parce qu'on a mis en vedette la cédule des bénéfices agricoles dont le rendement ne serait que de 40 millions sur un budget de 60 milliards.

Mais si l'impôt sur les bénéfices agricoles ne frappe que très peu d'agriculteurs, au contraire l'impôt foncier des propriétés non bâties est payé en Béarn et en Pays Basque par les quatre cinquièmes des agriculteurs paysans-propriétaires. A cet impôt d'Etat viennent s'ajouter des centimes additionnels élevés perçus pour le compte des communes et surtout de notre département qui est très obéré.

C'est surtout la transmission des immeubles ruraux qui est frappée d'impôts très lourds.

L'impôts successoral, d'abord, a pesé pendant longtemps sur l'agriculteur propriétaire. Il n'y avait pour lui aucune échappatoire et les droits étaient élevés même en ligne directe. Depuis la loi du 31 mars 1931

et le décret du 1^{er} septembre 1931, les droits de succession ont été supprimés pour la transmission en ligne directe descendante des biens ruraux dont la valeur a été portée à 50.000 francs par l'article 10 de la loi du 31 décembre 1935, et tout récemment à 100.000 francs par un décret-loi du 21 avril 1939. Cette réforme n'est applicable que si le bénéficiaire s'engage à cultiver et à ne pas vendre le bien transmis pendant cinq ans au moins. En garantie de cette obligation le fisc peut prendre hypothèque. La crainte de voir leur bien hypothéqué fait reculer de nombreux paysans qui préfèrent ne pas sortir du droit commun fiscal.

L'impôt sur la transmission des immeubles à titre onéreux est surtout trop élevé. Il est à l'heure actuelle de 14 francs 60 centimes pour cent, plus la taxe de première mutation quand il y a lieu, taxe qui s'élève à 3 francs 30 centimes pour cent. Le paysan qui achète une propriété doit les payer intégralement.

Les droits de soulte en matière de partage pesaient lourdement sur la propriété rurale jusqu'au décret-loi du 17 juin 1938, dont l'application a été étendue par un décret-loi du 21 avril 1939.

En effet, nous avons dit, à propos de l'influence néfaste du Code Civil sur la désertion de la terre, que les paysans béarnais et basques s'étaient ingéniés à tourner les dispositions du Code, et que l'exploitation rurale était souvent attribuée au fils aîné à condition de payer des soultes aux cadets. Mais, si la législation civile était ainsi tournée, il fallait payer à la législation fiscale un formidable tribut. Les droits payés sur les soultes étaient les mêmes que ceux qui frappent les ventes. Nous venons d'en donner les chiffres et de

souligner leur élévation. En réalité le fils aîné achetait la propriété à ses cadets.

La perspective des soultes et des droits à payer a très souvent découragé des paysans qui ont abandonné la terre à cause de ces dispositions civiles et fiscales.

Le décret loi du 17 juin 1938 est venu améliorer cette situation. Les soultes ont été exonérées de droits d'enregistrement jusqu'à concurrence de 50.000 francs, si la valeur des immeubles partagés ne dépasse pas 200.000 francs. Un décret-loi du 21 avril 1939 a élevé le montant des soultes exonérées à 200.000 francs, sans modifier ce même chiffre pour la valeur limite des immeubles à partager.

Les impôts qui frappent les agriculteurs sont payés personnellement par eux dans la plupart des cas.

Il leur est très difficile de les faire retomber sur les consommateurs comme le font les commerçants ou les industriels qui majorent d'autant le prix de leurs produits.

L'agriculteur, en effet, ne sait pas, au moment où il sème sa récolte, quel sera quelques mois plus tard le prix de vente de celle-ci. Il ne peut même pas prévoir quelle sera son importance. Dans ces conditions, il lui est impossible d'accorder le volume de la production avec les besoins du marché (10). Ce n'est que dans le cas de mauvaise récolte ou celui, de moins en moins probable, d'élargissement du marché, que l'agriculteur pourra faire retomber le poids de l'impôt sur le consommateur.

(10) Comme le fait remarquer M. Bertrand Nogaro, la crise en agriculture se traduit par la « mévente » et non par l'arrêt de la production. (*Les prix agricoles mondiaux et la crise*, 1936, p. 7).

D'autre part, les impôts qui frappent l'agriculteur ne sont pas proportionnels à l'importance du revenu réel qu'il retire de ses récoltes, puisqu'ils sont forfaitaires. Aussi dans les années de mévente l'agriculteur ressent-il plus fortement que toute autre catégorie de contribuable le poids des impôts.

*
* *

Telles sont les causes juridiques et fiscales de la désertion de la terre. Nous allons étudier maintenant les remèdes qui peuvent être employés pour enrayer la marche de ce terrible fléau.

TROISIEME PARTIE

LES REMEDES

Nous venons d'indiquer trois ordre de causes de la désertion de la terre qui sévit en Béarn et dans le Pays Basque. Nous allons maintenant examiner les remèdes susceptibles de mettre fin à cette état de choses. Ces remèdes devront essayer de supprimer les causes qui provoquent la désertion de la terre, ils correspondront donc à chaque espèce de causes.

Nous étudierons successivement :

- 1° Les remèdes d'ordre moral.
 - 2° Les remèdes d'ordre économique.
 - 3° Les remèdes d'ordre juridique et fiscal.
-

CHAPITRE PREMIER

Les remèdes d'ordre moral

L'action des remèdes d'ordre moral est essentielle, mais elle ne peut être immédiate. C'est à longue échéance une action qui est susceptible non seulement d'enrayer la désertion de la terre, mais encore de provoquer une véritable renaissance de la vie rurale.

Il faut d'abord protéger et restaurer la famille. La restauration du « sens familial » s'impose au moins autant que celle du « sens social ».

Section I.

LA RESTAURATION DE LA FAMILLE

En Béarn et dans le Pays Basque où toutes les exploitations agricoles sont familiales, toute atteinte portée à la famille est un coup droit porté à l'exploitation du sol. Il faut donc protéger la famille rurale, mais d'abord assurer dans la mesure du possible sa continuité et, sans plus attendre, pratiquer une politique de nuptialité et de natalité dont plusieurs pays étrangers nous ont depuis longtemps donné l'exemple.

La première institution à établir est celle qui permettrait la constitution de familles nouvelles et de familles attachées à la terre.

Beaucoup de jeunes gens abandonnent la terre parce

qu'ils n'ont pas les capitaux nécessaires pour y exploiter une métairie ou une ferme. Il faut leur procurer ces capitaux.

Un grand nombre de propositions de loi, concernant le prêt au mariage, ont été déposées sur le bureau de la Chambre des députés. La première en date émane de M. de Saint-Just, député du Pas-de-Calais. D'autres ont été déposées par MM. Blanchoin et Raymond Guyot. Enfin le ministre de la Santé publique prépare un projet de prêt au mariage.

Toutes ces propositions, comme ce projet de loi, ne sont pas adaptés à l'agriculture. Les cinq mille francs, montant proposé du prêt au mariage, seraient insuffisants pour permettre à des jeunes agriculteurs de « monter » une exploitation.

Beaucoup plus intéressante pour les paysans, est la proposition de loi de M. Bonnevey, député du Rhône (1). Cette proposition de loi prévoit l'attribution de prêts cultureux de **40.000 francs** à de jeunes ménages de cultivateurs qui prendraient l'engagement d'affecter ces prêts en totalité à l'acquisition d'un cheptel et d'un matériel d'exploitation et de ne pas quitter la terre avant de les avoir remboursés.

« Ces prêts au taux de 2 %, dit M. Bonnevey, devraient être remboursés dans une période de vingt ans et par annuités égales ; toutefois remise du quart du capital serait faite aux emprunteurs chaque fois qu'il leur naîtrait un enfant après le premier. Ainsi, à la naissance de leur cinquième enfant, ils se trouveraient entièrement libérés.

« Ces prêts ne pourraient être accordés qu'à de jeu-

(1) J. O., 1^{er} Mars 1939.

nes ménages, le mari ayant au maximum vingt-sept ans et la femme vingt-cinq ».

Cette proposition de loi pourrait à la fois retenir beaucoup de jeunes gens à la terre et augmenter la natalité rurale. Son seul inconvénient serait de coûter cher à l'Etat (M. Bonnevey propose un crédit de 400 millions par an). Mais l'emploi de cet argent serait plus utile et plus profitable au pays que beaucoup d'autres crédits qui favorisent le parasitisme en multipliant des fonctions d'une utilité douteuse. La vie est la grande richesse d'une nation.

Le prêt au mariage a donné d'excellents résultats en Italie, en Suède et surtout en Allemagne où, établi depuis 1933, il a puissamment contribué à relever la natalité.

Mais il ne suffit pas d'encourager la nuptialité, il est indispensable d'encourager directement la natalité. Les allocations familiales doivent être étendues à tous les exploitants de l'agriculture.

« Le Gouvernement, écrit M. Pernot, a dès le 14 juin 1938 par décret-loi, étendu les allocations familiales aux exploitants agricoles et artisans ruraux. Mais l'entrée en vigueur de ce décret, primitivement fixée au 1^{er} janvier 1939, a dû être ajournée.

« Sans doute des mesures transitoires ont été prises par la dernière loi des finances en faveur de ceux des exploitants agricoles qui, en raison du nombre et de l'âge de leurs enfants, figurent parmi les bénéficiaires de l'« Encouragement national » aux familles nombreuses. Mais rien ne serait plus fâcheux que de se voir réduit à proroger de trimestre en trimestre l'expédient

auquel les circonstances ont commandé de recourir à la fin de décembre dernier.

« Il faut absolument, sans retard, aboutir à la une solution définitive susceptible de recueillir l'adhésion de la paysannerie française et d'apporter une aide substantielle à la famille rurale ».

Les allocations familiales doivent profiter aux propriétaires exploitants aussi bien qu'aux métayers, car c'est chez les premiers surtout que la natalité est très faible.

Une autre réforme est nécessaire pour restaurer la famille. Il faut remettre la femme à sa place, c'est-à-dire au foyer. Un essai timide d'encouragement aux femmes restées au foyer a été fait par un décret-loi du 12 novembre 1938. Les allocations familiales des chefs de famille dont les femmes restent au foyer ont été majorées. Cela ne suffit pas.

Il faut interdire le travail féminin dans beaucoup d'emplois où le personnel masculin devrait suffire. Le personnel féminin ne doit pas être un personnel de substitution, mais simplement un personnel de complément. En dehors du relèvement de la natalité, cette interdiction permettrait d'obtenir un double résultat. D'abord les salaires du chef de famille pourraient être augmentés. Et au point de vue rural qui nous intéresse, cela diminuerait l'inégalité choquante qui existe entre les campagnes où la femme se livre parfois à de pénibles travaux dans l'exploitation familiale, et la ville où la femme gagne séparément et plus aisément, dans un bureau ou une situation quelconque, un salaire qui vient s'ajouter à celui de son mari.

Mais la famille ne pourra être utilement restaurée

sans une réforme morale absolument nécessaire pour rendre aux populations paysannes ce qu'on appelle « l'esprit de famille ». Dans nos vieilles maisons paysannes du Béarn et du Pays Basque, le chef de famille était jadis le ciment de l'unité familiale, grâce à une autorité quasi patriarcale, toujours respectueuse de la justice. Cette autorité doit être rétablie sans délai.

Nous étudierons plus loin les réformes juridiques sans lesquelles la famille rurale ne pourra avoir l'assurance de vivre et de rester attachée au sol.

Cette restauration de la famille rurale n'est pas seulement avantageuse au point de vue social, elle l'est aussi au point de vue économique, et particulièrement chez nous. Tous les économistes paraissent d'accord pour reconnaître que l'exploitation familiale est le meilleur de tous les modes d'exploitations agricoles. Or il y a peu de régions en France où, grâce à de petites exploitations agricoles, la propriété rurale puisse convenir et être associée aussi facilement à la vie familiale que dans le Béarn et le Pays Basque.

Section II.

RESTITUTION AU PAYSAN DE L'AMOUR DE LA TERRE

La famille paysanne étant restaurée, il faut que, de son plein gré et avec amour, elle puisse rester à la terre et en quelque sorte s'y incorporer. La certitude de pouvoir transmettre intégralement le petit « bien rural » à l'un de ses enfants donnera au paysan le sentiment de la continuité.

Il verra dans la terre, le complément, le cadre de l'existence de sa famille. En Béarn, ce qu'on appelle la « case », c'est-à-dire le foyer familial, était jadis regardé comme un sanctuaire.

Il faut revenir à cette « mystique ». Il faut revaloriser d'abord le titre de **paysan**. L'homme du pays et de ses traditions comprendra ainsi le rôle éminent et utile qu'il joue dans la vie sociale.

La centralisation à outrance pratiquée par la Révolution et par l'Empire a donné trop d'importance aux grandes villes, surtout à la ville de Paris. Une certaine décentralisation est absolument nécessaire ; comme la paysannerie, la province doit être revalorisée et le village aussi. Si l'on veut que le paysan reste à la terre, il ne faut pas qu'il s'y considère comme un être inférieur, exilé sur un sol sans histoire.

Il faut lui montrer le glorieux passé de son pays au lieu de le dénigrer, comme on le fait trop souvent par sottise. Il faut lui montrer que les trésors de la France immortelle ne datent point d'hier et que dans nos plus petits villages nous profitons encore très largement des énergies accumulées par la race.

Dès en 1911, M. Maurice Faure, un méridional, alors ministre de l'Instruction publique, appelait l'attention des recteurs d'académie sur l'utilité et l'excellente influence de l'enseignement de l'histoire locale. Il rappelait que trop de Français ignorent presque entièrement tout ce qui a trait au passé de leur propre région et même le nom des hommes dont il est si juste d'honorer le souvenir : « On est d'autant plus attaché à son pays, qu'on a de plus nombreuses raisons de l'aimer, disait-il, de s'y montrer solidaire des géné-

ration disparues et l'amour du sol natal est le plus solide fondement de l'amour de la patrie. »

En effet, les souvenirs, du passé, l'amour du clocher, le culte des morts, sont des liens invisibles et souvent mystérieux qui nous rattachent tous à un coin déterminé de pays.

Aujourd'hui plus que jamais, il faut **enraciner** le paysan au sol, mais pour cela il ne faut pas que l'école primaire reste comme on l'a dit « une entreprise de débauchage dirigée contre l'agriculture ».

Section III.

LA REFORME DE L'ECOLE PRIMAIRE

« L'école du village doit être un foyer de réchauffement et d'exaltation pour l'âme paysanne, a écrit le docteur Labat » (2). L'école primaire ne peut remplir ce rôle que si elle subit une véritable révolution.

Partout et depuis longtemps, on réclame, pour les écoles de campagne, un personnel enseignant spécial, ayant un avancement particulier (3). Ce personnel enseignant devra avoir des avantages équivalents sinon supérieurs à ceux du personnel enseignant citadin. Il sera initié aux questions agricoles par un passage dans les écoles normales contrôlées par les grandes associations professionnelles agricoles (4).

Cependant il ne faudra pas faire de l'école rurale une

(2) Docteur LABAT. — *L'âme paysanne*, p. 8.

(3) *Projet de Monicault*, op. cit.

(4) VERSCHAVE. — *Op. cit.*, p. 424.

simple école professionnelle, comme le proposait la Société d'Agriculture des Basses-Pyrénées dans l'Enquête Agricole de 1868 (5). L'enfant est trop jeune lorsqu'il va à l'école pour lui donner un enseignement technique qui serait prématuré (6).

Ce qu'il faut, c'est développer la partie des programmes qui peut être utile à l'agriculture, c'est enseigner les programmes existants en fonction de l'agriculture, sans jamais oublier que les rudiments qui vont être appris devront servir à des cultivateurs.

Le directeur de l'Enseignement primaire d'alors, M. Lapie, examinait en 1918 quel serait le rôle de l'école d'après guerre et il concluait : « Nous aurions d'une part, l'école rurale avec son jardin ou mieux son champ, avec son musée de semences, d'engrais, de machines et de produits agricoles.

« Les sujets de dictée, de lectures, de rédactions, les énoncés des problème arithmétiques, seraient empruntés à la vie rurale.

« L'économie rurale, la chimie agricole, la zoologie et la botanique occuperaient dans de modestes leçons de choses la place prépondéranteet nous aurions d'autre part l'école urbaine avec son atelier. La mécanique, la physique et la chimie alimentaire y auraient le pas sur les sciences naturelles. » (7).

La spécialisation des programmes préconisée par le Directeur de l'Enseignement primaire n'a jamais été

(5) *Enquête Agricole*. — *Op. cit.*, p. 121.

(6) Ph. DE LAS CASES. — *L'école et le paysan*. — Semaine Soc. de Rennes, p. 337.

(7) LAPIE. — *Revue pédagogique*. — Septembre 1918.

réalisée, sous prétexte qu'on ne pouvait décemment réserver aux jeunes paysans un enseignement diminué. Mais il ne s'agit nullement de donner aux futurs agriculteurs un enseignement « diminué », il s'agit de leur dispenser un enseignement « orienté » qui puisse leur profiter plus tard.

L'esprit actuel de l'école primaire doit être lui aussi réformé. L'instituteur ne doit pas être un agent recruteur de l'abandon de la terre. Il doit au contraire montrer à l'enfant les avantages qu'il aura à rester un paysan.

Au lieu de désigner l'agriculteur comme le dernier représentant d'un âge révolu et l'industriel comme le pionnier de l'avenir, il doit montrer à l'enfant le rôle primordial et éminent que joue l'agriculture dans la vie économique. Il doit même lui prouver la subordination de l'industrie à l'agriculture.

Au lieu d'exalter la science génératrice de la seule industrie, son devoir est de persuader l'enfant des nombreux progrès que la science a permis à l'agriculture et des découvertes nouvelles qu'elle peut encore provoquer dans le domaine agricole. Il doit l'encourager à s'instruire, mais surtout à étudier les questions qui intéressent la terre.

L'instituteur doit avoir lui même la conviction que la possession de diplômes n'est pas incompatible avec le travail de la terre. Tous les instituteurs ruraux devraient connaître cette lettre enthousiaste que Mistral écrivait à un de ses amis, alors qu'il venait d'être reçu bachelier.

« Chantons **Alleluia**, Monsieur Roumanille, avec les volées des cloches nîmoises !

« **Je suis reçu bachelier !**

« Adieu algèbre, mathématiques, Moyen-Age, adieu pour la dernière fois.

« Oh ! si vous saviez comme je suis content !

« On n'a pas tort de dire que le bon Dieu est un brave homme.

« Oh, oh, oh, je suis reçu. Je suis content.

« **Maintenant je vais travailler la terre...** »

« Votre naïf.

« MISTRAL. »

L'école aura rempli son rôle si elle rend aux familles des petits paysans résolus à faire des agriculteurs, comme l'était à 16 ans le futur auteur de **Mireille**, regagnant le **mas** de Maillane.

Le véritable apprentissage se fera dans la famille (8).

A ce dernier point de vue, la prolongation de la scolarité jusqu'à 14 ans est nuisible aux jeunes paysans. Entre 13 et 14 ans, ils peuvent rendre de nombreux services à l'exploitation familiale et commencer à s'initier à un métier qui demande un apprentissage long et patient.

Plusieurs syndicats agricoles des Basses-Pyrénées ont protesté récemment contre cette prolongation de la scolarité. Tel, le syndicat agricole de **Momas**, (canton de Lescar) qui propose que les futurs agriculteurs ne soient obligés d'aller à l'école que jusqu'à l'obtention du certificat d'études ou jusqu'à 13 ans au maximum (9).

Il est certain que le jeune agriculteur pourrait quitter,

(8) PH. DE LAS CASES, *op. cit.* p. 337.

(9) *Réveil Paysan*, 12 février 1939.

sans inconvénients, l'école à 13 ans et commencer son apprentissage avec ses parents. On pourrait cependant l'astreindre à suivre, l'hiver surtout, des cours spéciaux pendant lesquels l'instituteur lui expliquerait ce dont il a déjà vu l'application pratique.

Tel devrait être le rôle de l'école primaire, mais ce rôle, elle ne peut le remplir qu'auprès de l'enfant. Pour donner à l'adulte devenu agriculteur et chef de famille, le sentiment de ses devoirs d'état, il faut des raisons et un enseignement d'un autre ordre.

Section IV.

EXALTATION DES VALEURS MORALES

Exalter les valeurs morales, c'est les rendre plus éclatantes et montrer leur véritable grandeur. C'est, dans l'ordre moral des choses, indiquer d'abord le point d'appui que réclamait Archimède pour son formidable levier.

Il s'agit de remettre le paysan dans la voie montante, de faire œuvre de rénovation et d'utiliser toutes ses virtualités. « Ce qui ne se mesure pas est beaucoup plus important que ce qui se mesure », affirme dans son étude sur la reconstruction de l'homme, le savant docteur Carrel (10). Il ne faut pas isoler le matériel du spirituel. Le dualisme de Descartes fut une erreur. L'esprit doit être réintégré dans la matière, car l'esprit est une réalité encore plus grande.

On parle beaucoup aujourd'hui des forces spirituelles,

(10) Dr CARREL, *L'homme cet inconnu*, p. 339.

mais sans oser les préciser. Au début de l'année 1920, M. Honorat, alors ministre de l'Instruction publique, adressait un vibrant appel à ses recteurs pour fêter dans toutes les écoles de France, le centenaire des **Méditations**. Cela, bien sûr, pour glorifier le poète de **Milly ou la Terre Natale**, mais surtout en vue de cultiver le cœur d'une ardente jeunesse !

« Après les années d'intense émotion que la France vient de traverser et dans la crise de reconstitution qu'il nous faut surmonter, nous ne devons rien épargner, — disait la circulaire ministérielle, — pour que les jeunes générations se tournent vers les hauts sommets de la vie de l'âme et y trouvent des inspirations de générosité et de sacrifice plus que jamais nécessaires. »

Ces lignes restent encore d'une brûlante actualité !

Chez nous, le paysan se relève d'instinct quand il entend l'écho de ce que Jaurès appelait « la vieille chanson qui a bercé la misère humaine ». C'est écho résonne encore ici, mais il nous met debout au lieu de nous bercer.

Il faut rechercher avec soin les forces morales dont dispose le village.

Citons à ce propos ces lignes du Docteur Emmanuel Labat : « Il est, dit-il, deux foyers ayant chacun sa maison. L'une très vieille, mais toujours accueillante avec son sourire roman ou gothique au milieu des tombes qui se serrent contre ses murs..... On peut se demander si la ruine de l'une n'entraînerait pas la ruine de l'autre (11) ».

Et il nous parle aussitôt de l'autre, « très moderne

(11) D^r LABAT. — *L'âme paysanne*. — *Op. cit.*, p. 17.

et coiffée de tuiles rouges », celle que le Ministre cherchait à spiritualiser, mais qui ne fait pas naître beaucoup de vocations paysannes, parce que l'effort de culture morale ne paraît pas y atteindre les régions très hautes de l'âme évoquées dans sa circulaire.

Avant d'oublier la terre, surtout dans nos villages béarnais, le paysan a oublié trop souvent avec le chemin de l'église, ce que M. de Pesquidoux appelle la discipline, l'union, l'ordre, la bonne conduite, enfin la patience et souvent aussi la résignation, « vertus mères du sol, nous dit-il, sans lesquelles il n'y a plus à compter sur la fidélité de la masse rurale... A temple vide, terre désertée. » (12).

Cela, disons-le aussi très hautement, après l'éminent académicien qui connaît si bien l'âme paysanne de notre Béarn, comme celle de sa Gascogne.

Chez nous le flambeau n'est pas éteint et le mal n'est pas irréparable.

Lorsque le paysan aura rendu son véritable sens à la vie, il recherchera moins des plaisirs sans cesse, renouvelés ; cependant de saines distractions lui sont nécessaires.

Section V.

CREATION DE DISTRACTIONS NOUVELLES

Autrefois les ruraux n'avaient pas l'occasion de comparer les modestes, mais saines distraction de la campagne avec les plaisirs plus bruyants de la ville.

(12) PESQUIDOUX. — *La Terre et l'Eglise*. — Flammarion, éd., p. 47.

Au début du siècle dernier, le paysan ne sortait guère de son village, alors très peuplé, que pour aller au marché de la petite ville voisine. Il se plaisait chez lui. Il y trouvait mille façons de se distraire. Les joyeuses réunions du dimanche sur la place de l'Eglise étaient la douce compensation du travail de six jours qu'il avait fait avec goût.

« Alors les cabarets étaient déserts, écrivait il y a trois quarts de siècle un vieux notaire basque, la flûte et le tambourin faisaient entendre leurs sons rustiques sur la place du village, les jeunes gens y trouvaient des distractions qui convenaient à leur âge ; et le soir de bonne heure tout le monde rentrait au logis, le cœur content et satisfait des ébats innocents auxquels on s'était livré (13) ».

Ce tableau est peut-être celui d'un **laudator temporis acti**. Il n'en est pas moins vrai que, dans beaucoup de nos villages basques et béarnais, l'oubli de vieilles traditions locales et d'usages abolis pendant la période révolutionnaire avait introduit plus de monotonie dans la vie rurale et condamné la jeunesse à un certain isolement dont la conséquence était la désertion des foyers paysans.

En Béarn comme dans le Pays Basque, surtout depuis la fin du siècle dernier, un certain régionalisme a remis en honneur, tous nos jeux nationaux.

Les hommes de tout âge s'intéressent à la pelote basque, les uns comme acteurs, les autres comme spectateurs. Il y a des **frontons** (14) dans presque

(13) DASCONAGUERRE. — *Les Echos du Pas de Roland*, --- Paris 1867, -- Firmin Marchand, éd., p. 43.

(14) Murs contre lesquels on joue à la pelote basque.

tous les villages, mais cela ne suffit pas. Des temps nouveaux exigent aussi des distractions nouvelles. Les sports de toute nature devraient être puissamment encouragés dans nos campagnes comme ils le sont aujourd'hui à la ville.

Sans négliger les antiques « pastorales » souletines, le théâtre rustique pourrait être rénové chez les Basques, comme il l'a été chez les Béarnais grâce à d'excellentes productions du félibrige qui ont toujours le plus grand succès dans nos villages. Ce n'est point sans danger qu'on peut « déraciner » un peuple, moralement et au point de vue linguistique. Le paysan béarnais **pense** en langue béarnaise, comme le paysan basque **pense** en langue basque. Pour atteindre son âme et la faire vibrer, il faut employer la langue maternelle, alors le visage s'éclaire, l'idée a pénétré. On a compris en deux mots.

La radio n'est pas négligeable, mais elle ne peut intéresser le paysan que dans l'expression des choses concrètes. Naturellement le cinéma a plus de succès, car il est surtout visuel. L'organisation de cinémas ruraux ambulants pourrait s'effectuer dans tous les cantons béarnais et basques.

Dans les pays d'élevage, une excellente initiative de quelques paysans ex-cavaliers a été l'organisation de carrousels et d'exercices divers qui obtiennent toujours un joli succès.

Il ne faut rien négliger pour ne pas laisser exclusivement aux cartes et aux cabarets le soin de distraire le paysan. Plus de distractions saines et intelligentes dans le cadre local le fixeront à son village et lui feront aimer le séjour.

*
* *

Les remèdes que nous venons d'énumérer doivent ressusciter la vie spirituelle du village. Ce sera le rôle des remèdes d'ordre économique d'en améliorer la vie matérielle.

CHAPITRE DEUXIÈME

Les remèdes d'ordre économique

A l'action lente des remèdes d'ordre moral doit s'ajouter celle plus rapide des remèdes d'ordre économique. Ceux-ci mettront fin aux situations malheureuses dans lesquelles se trouvent actuellement certains paysans.

Et d'abord pour garder les paysans à la terre il faut couper autant que possible les voies par lesquelles ils s'en échappent.

Section I.

DIMINUTION DES DÉBOUCHÉS OFFERTS AUX GENS QUI ABANDONNENT LA TERRE

Les débouchés offerts à ces personnes sont de différentes sortes, mais les deux principaux paraissent être l'industrie et les services publics.

La diminution du nombre des ouvriers de l'industrie serait difficile à obtenir, du moins avec l'organisation actuelle du travail, mais surtout elle pourrait être nuisible à l'économie nationale.

Beaucoup moins utiles à la société, sont certains emplois rétribués par l'Etat.

La France, qui n'est pourtant pas un pays totalitaire, est un des pays du monde qui compte le plus de fonctionnaires. Les seuls services administratifs em-

plioient 960.000 individus (1). C'est surtout dans ces services qu'il faut opérer des coupes sombres.

Le Gouvernement a décidé de le faire, pour des raisons d'ailleurs purement financières. Il a créé à cet effet, par un décret loi du 12 novembre 1938, une commission, baptisée du nom suggestif de « commission de la hache ».

Il y a de nombreux services inutiles, d'autres contiennent un personnel beaucoup trop considérable ; d'autres enfin utilisent des méthodes de travail archaïques ; il serait nécessaire d'y adapter certains procédés de comptabilité et de mécanographie en usage dans les administrations privées où ils permettent de notables économies de personnel.

Mais la diminution du nombre des fonctionnaires est un remède négatif. La revalorisation des produits agricoles sera un remède plus positif.

Section II.

LA REVALORISATION DES PRODUITS AGRICILES

Nous avons vu que l'appât du gain poussait les basques et les béarnais à abandonner la terre, parce qu'elle donnait des revenus moindres que les autres branches de l'activité économique.

Il faut mettre les produits de la terre au niveau économique des autres produits.

(1) Rapport sur les décrets financiers du 12 novembre 1938.

Pour obtenir ce résultat une politique douanière protectrice doit être suivie.

Le protectionnisme pratiqué jusqu'ici a porté surtout sur trois produits: le blé, la viande et le vin. Ce protectionnisme limité est très dangereux, car il pousse à la production des produits protégés aux dépens des autres et provoque la baisse des cours des produits protégés eux mêmes, en raison de leur trop grande quantité sur le marché.

Le protectionnisme doit être intégral, il doit porter sur toutes les productions agricoles.

En Béarn et dans le Pays Basque la culture la plus généralisée est celle du maïs, c'est donc la revalorisation des prix de vente de cette récolte qui nous intéresse. Cette revalorisation ne pourra être obtenue que si l'on met le maïs béarnais et basque à l'abri de la concurrence des maïs coloniaux, américains ou danubiens.

Cela serait très juste, car la récolte de cette céréale est obtenue à moins de frais dans des pays où les charges fiscales et sociales sont moins lourdes chez nous.

Mais cela serait surtout très avantageux au point de vue qui nous intéresse. Les producteurs nationaux de maïs, étant à l'abri de la concurrence étrangère, pourraient développer la production de cette récolte et un grand nombre de ceux qui seraient tentés d'abandonner la terre y seraient retenus.

« Le Sud-Ouest français pourrait à lui seul fournir tout le maïs de consommation intérieure et même exporter » déclare-t-on au premier Congrès International de maïs de Pau (1930) (2).

(2) Premier Congrès International du Maïs. — Pau — 1930. p. 35.

Non seulement les terres inutilisées pourraient être employées à cette production, mais aussi les terres ensemencées en blé, ce qui diminuerait les excédents de récolte que l'Office du blé doit s'employer à résorber chaque année.

Il en découlerait un autre avantage pour notre économie nationale. « Au prix moyen calculé sur les marchés américains, Buenos-Ayres et Chicago, et sur les marchés d'importation, Londres et Liverpool, c'est plus de un milliard de francs de notre monnaie que la France décaisse par an pour le surplus de sa consommation de maïs d'importation. » (3).

Les agriculteurs retireraient aussi un meilleur prix de leur récolte s'ils pouvaient se passer d'intermédiaire.

L'organisation de coopératives de vente pourrait leur permettre d'obtenir ce résultat.

Malheureusement l'esprit de coopération n'a pas encore fait beaucoup de progrès en Béarn et dans le Pays Basque.

En dehors des coopératives **légales** de vente du blé, on ne trouve que des coopératives de vente à objet très spécialisé.

Telles sont, d'abord une coopérative de vente de châtaignes dans la région de Pau, ensuite une coopérative de vente de laine brute, organisée par les bergers de nos hautes vallées et enfin une coopérative dénommée : **Les produits du Bassin de l'Adour**, celle-ci chargée de la vente des produits de ses adhérents et en particulier des fruits et des vins, mais jusqu'ici son activité est restée assez limitée (4).

(3) *Op. cit.*, p. 36.

(4) Les Associations Agricoles. — *Mongraphie Agr. des B.-P.*, *op. cit.*, p. 441.

La création de coopératives pour la vente du maïs s'impose chez nous à l'heure actuelle. Ces organismes permettraient de mettre directement en rapport les producteurs basques et béarnais avec les coopératives d'achat du Centre et de l'Ouest de la France.

En ce qui concerne les coopératives d'achat, il n'existe qu'un seul groupement spécialisé, la **Coopérative agricole du Bassin de l'Adour**, mais les syndicats agricoles jouent ce rôle auprès de leurs membres.

Lorsque le paysan vendra mieux ses produits, il pourra améliorer lui-même sa vie matérielle, mais dans plusieurs cas il lui faudra la collaboration des pouvoirs publics.

Section III.

AMELIORATION MATERIELLE DE LA VIE RURALE

Tous les taudis ne se trouvent pas dans les villes. Beaucoup étalent leurs misères au brillant soleil des champs.

Le Pays Basque possède en général de jolies habitations aux volets rouges et aux murs blanchis à la chaux. En Béarn, l'habitation paysanne, qui est d'une architecture assez différente, laisse parfois à désirer. Dans tout le département les étables sont généralement trop près des locaux d'habitation. Elles sont bien souvent dans le même corps de bâtiment que ceux-ci, à peine séparées par une grange.

En Béarn surtout beaucoup de fermes sont délabrées. La cherté actuelle des réparations et des reconstructions en est la cause.

La réparation des bâtiments est du domaine des améliorations que le paysan pourrait faire lui-même, mais d'autres sont du ressort des services publics.

Dans les « pays de bocage » basques et béarnais, les exploitations rurales sont souvent éloignées d'une grande route ou d'un village et n'y sont reliés que par un chemin impraticable. L'influence des mauvais chemins sur la désertion de la terre est certaine.

Beaucoup d'exploitations d'accès difficile sont aujourd'hui abandonnées et laissées en friche. L'amélioration des chemins ruraux est urgente, si l'on veut efficacement lutter contre la désertion de la terre.

Les exploitations éloignées et d'accès difficile sont également dépourvues à un autre égard. Elles ne possèdent pas l'électricité. L'électrification des écarts, déjà commencée dans beaucoup d'endroits, est elle aussi urgente. Cette électrification complète doit permettre de doter chaque exploitation de l'éclairage normal et aussi de moteurs pouvant actionner les divers instruments fermiers et ménagers.

Certaines exploitations, certains villages même, sont dépourvus d'eau. Non seulement d'eau potable, mais aussi de l'eau nécessaire au bétail et à l'arrosage. Dans les villages privés d'eau, l'adduction d'eau potable s'impose ; malheureusement cela est devenu difficile depuis l'arrêt des grands travaux provoqué par les décrets-lois du 12 novembre 1938 et du 21 avril 1939.

Un autre problème qui intéresse la campagne et qui agit sur sa désertion est celui des transports. Certains cantons béarnais et basques sont éloignés des centres importants. Lorsque l'initiative privée n'y a pas pourvu ils sont privés de tous moyens de communication avec

ces centres. Il y a bien quelques lignes de transports départementaux, mais ces services ne fonctionnent pas tous les jours ou bien les voitures ne font qu'un voyage dans chaque sens. Les lignes de tramways départementaux ont été supprimées avant que leur construction soit entièrement achevée et les petites lignes à voie normale ont vu le nombre de leurs trains très réduit.

Une meilleure organisation des transports est nécessaire en Béarn et dans le Pays Basque. Elle permettrait aux paysans des cantons éloignés des centres d'élargir les débouchés de leurs légumes ou des produits de leur basse-cour, et aussi de se sentir moins isolés.

Cette organisation des transports est d'autant plus urgente que la plupart des petits marchés hebdomadaires, autrefois très florissants, ont aujourd'hui disparu, et ceux qui subsistent ont vu leur importance très sensiblement diminuée.

Il ne suffit pas de faciliter la vente des produits, il faut aussi faciliter l'exploitation de la terre, c'est à ce dernier but que répond le remembrement de la propriété rurale.

Section IV.

LE REMEMBREMENT DE LA PROPRIÉTÉ RURALE

Le Pays Basque et une partie du Béarn, les coteaux par exemple, sont des « pays de bocage ». Dans ces régions l'exploitation est constituée par des champs entourant la maison, et la propriété est formée d'un seul tenant.

Dans les parties du Béarn qui correspondent aux « pays de champagne », les maisons sont groupées en villages et les champs de chaque exploitation sont disséminés en parcelles séparées et souvent très éloignées les unes des autres.

Cet état parcellaire n'est pas toujours économiquement désavantageux. Les champs de petite étendue trouvent plus facilement des acquéreurs et à des prix plus avantageux pour le vendeur, surtout lorsque des voisins veulent agrandir leurs propres champs.

Mais l'état parcellaire a des inconvénients : « Difficulté de surveillance, temps perdu sur les routes quand il s'agit de faire des charrois ; temps perdu dans chaque parcelle lorsque la charrue est au bout de la raie et qu'il faut constamment la retourner » (3), nous dit M. Garrigou-Lagrange qui énumère beaucoup d'autres inconvénients de l'état parcellaire.

Le remembrement est donc nécessaire, mais il est difficile à réaliser, les facilités données aux échanges librement consentis n'ont pas donné encore de grands résultats. Cependant le remembrement ne doit pas revêtir la forme d'une mesure de contrainte, qui, loin d'enrayer la désertion de la terre, pourrait au contraire décourager les paysans qui « aiment » leur propriété et les inciter à abandonner l'agriculture.

Section V.

DEVELOPPEMENT DE L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE

L'individualisme du paysan est proverbial. Il fait de

(5) GARRIGOU-LAGRANGE. — *Op. cit.*, p. 77 et ss.

lui un être économiquement isolé, vendant ses produits comme il peut et souvent exploité par ses acheteurs.

Le défaut de cohésion entre les paysans est une grande faiblesse pour le monde rural. Seule l'association corporative peut y remédier.

L'association agricole est un remède efficace à la désertion de la terre, puisqu'elle est capable de donner au paysan le sentiment de sa force et de l'aider à améliorer sa situation matérielle et morale. Les associations agricoles déjà constituées ont servi de frein à l'exode rural comme l'explique M. Vialatoux : « Une recherche des causes de l'exode rural ne saurait, sans lacune grave, oublier celles qui l'ont ralenti et qui, en retardant l'agonie de la terre, peuvent semer et faire germer les forces virtuelles de renaissance.

« C'est bien effet pour défendre la terre contre la mort que les associations agricoles ont étendu sur elle le réseau serré de leurs services syndicaux. C'est pour la défendre contre la cherté et l'inadaptation à ses besoins du crédit commercial, qu'elles ont créé leurs mutuelles locales : incendie, maladie, vieillesse, accidents, mortalité du bétail. C'est pour la défendre dans la mesure du possible contre la spéculation commerciale qu'elles ont créé leurs coopératives régionales de consommation et de production. C'est pour la défendre contre l'oubli scolaire qu'elles ont créé des institutions d'enseignement agricole et ménager, et qu'autour d'elles, avec elles, sont nées écoles, cours par correspondance, semaines rurales, par où la science trouve accès jusqu'au sol. C'est pour la défendre contre les pouvoirs publics à côté de l'industrie et du commerce que les associations agricoles se sont confédérées nationalement et font entendre leur voix aussi à la capitale.

Défensive héroïque contre une agression aveugle et générale, l'Association Agricole librement surgie au sein de l'inorganisation professionnelle pouvait elle être plus ! Par sa genèse même s'explique le cadre local et régional de sa résistance. L'agriculteur, par elle, se défend en quelque sorte sur place, ne lâchant pied qu'à regret devant l'assaut des armes et munitions dont sa stratégie et sa tactique ne disposent point. » (6).

Ce que les Associations agricoles ont fait ailleurs peut servir de programme à ce qu'elles pourraient faire en Béarn et dans le Pays Basque.

Cependant, depuis la guerre on assiste à une évolution assez sensible de l'esprit de coopération. Il existe aujourd'hui, dans diverses régions des Basses-Pyrénées et particulièrement dans le Pays Basque, des syndicats agricoles florissants. Ils rendent de nombreux services et l'on doit souhaiter, comme le faisait en 1937 la Monographie agricole des Basses-Pyrénées, que « l'évolution de l'esprit de coopération s'accroisse dans l'avenir et donne aux associations agricoles de toutes sortes une importance et une autorité en rapport avec les intérêts qu'elles représentent. » (7).

Parmi les services que rendent les associations agricoles, le « Crédit agricole » tient une grande place, mais il n'est pas toujours adapté aux besoins de l'agriculture.

(6) VIALATOUX. *Recherche des causes de la désertion agricole.* Op. cit. p. 112.

(7) *Les Associations agricoles. M. A. des B.-P.* Op. cit. p. 437.

Section VI.

MEILLEURE ADAPTATION DU CREDIT AUX BESOINS DE LA TERRE

En Béarn et dans le Pays Basque, une bonne organisation du crédit pourrait favoriser le paysan et lui procurer ce bien-être qui l'attacherait davantage au sol.

La difficulté de trouver de l'argent à bon marché a causé, il y a quarante ans environ, la ruine de beaucoup de familles terriennes et provoqué leur exode vers des centres urbains, après la liquidation de leur petit avoir. Sous le Ministère Méline on avait songé à rétablir la **voie parée** (8) pour encourager les petits prêts aux agriculteurs, mais c'était exposer de nouveau le paysan à certains abus qui avaient nécessité l'abandon de cette procédure sous le règne de Louis-Philippe (1841).

Cependant il était tout à fait indispensable de faciliter les emprunts sur les immeubles ruraux. Le Crédit Foncier de France, organisé en 1854, avait paru d'abord répondre à cette nécessité. Mais cet établissement qui jouit de larges privilèges et qui a des succursales dans tous les départements a fait surtout des prêts à long terme, tantôt aux communes, tantôt à des industriels

(8) La voie parée était une clause par laquelle un débiteur conférait à son créancier le droit de vendre ses immeubles à *l'amiable* dans le cas où il n'aurait pas rempli ses engagements. En évitant les frais énormes d'une procédure d'expropriation et en donnant ainsi plus de valeur au gage, cette clause favorisait les prêts sur de très petites propriétés rurales, mais elle exposait aussi le débiteur à de véritables abus. La loi du 2 juin 1841 frappa de nullité toute convention de ce genre.

Malgré la proposition de loi déposée le 29 mai 1890 par D. Dupuy-Dutemps, député-maire de Gaillac, le nouvel article 742 du Code de procédure civile est resté intangible.

ou à des sociétés pour la construction d'usines et de grands hôtels. La petite propriété agricole est trop souvent dédaignée ou sous-estimée par cette puissante organisation financière. Les petits emprunteurs sont découragés par les frais énormes qu'entraînent un formalisme désuet et des justifications exagérées.

Dans nos régions d'émigration en Amérique, dans un pays qui a été un pays de familles nombreuses, des partages, notamment des partages d'ascendants ont été faits d'une façon plus ou moins régulière, la prescription trentenaire ne suffit pas toujours à calmer les scrupules d'un terrible contentieux; il suffit de bien peu de choses pour un rejet du dossier. Les prêts du Crédit Foncier sont ici trop difficiles à réaliser pour la petite propriété rurale.

Une société, le « Crédit Agricole », fondée aux environs de 1860, négligea l'agriculture française et finit par sombrer dans les dernier temps du Second Empire, après avoir fait un prêt au... Gouvernement Egyptien.

Pour éviter ces anciens errements, la loi du 5 avril 1894 relative à la création de sociétés de crédit agricole a lié cette création à celle des Syndicats agricoles eux-mêmes. Les bénéficiaires exclusifs des opérations de crédit doivent être des agriculteurs faisant partie d'un syndicat.

Quelques caisses Raiffeisen-Durand avaient déjà été organisées en Béarn. Mais, obligées de modifier leurs statuts pour échapper à la patente, elles tombèrent bientôt en sommeil. Au contraire, les caisses syndicales qui pouvaient bénéficier du concours financier de l'Etat prirent immédiatement un essor considérable. La diffusion de ces caisses a été très rapide.

La Caisse régionale de Crédit Agricole des Basses-Pyrénées, fondée en 1902, a pris sans cesse de l'extension et au 31 décembre 1932, après 30 années d'existence, elle comptait 470 caisses locales, groupant 12.953 adhérents.

Mais les prêts consentis ont surtout été des prêts à court terme ou des prêts aux pensionnés militaires. Le paysan basque, comme le paysan béarnais, considère l'hypothèque comme une tare. Une excessive fierté l'empêche d'avouer sa gêne à un de ses concitoyens membre de la Caisse locale, et bien souvent des membres, même influents, de ces caisses locales, s'adressent aux notaires quand il s'agit de trouver un prêteur pour leur propre compte.

Pour aider nos populations agricoles à recouvrer un peu d'aisance au moyen de prêts à long terme, pour combattre le découragement des paysans besogneux qui songent à vendre leur bien et à émigrer vers la ville, il faudrait moins d'enquêtes préalables, moins de pape-rasserie et surtout plus de discrétion.

De plus, le crédit agricole est insuffisant, il ne peut faire de prêts qu'au « compte-goutte », faute de capitaux. Pour créer un crédit agricole vraiment populaire, il serait bon d'autoriser les Caisses d'Epargne à faire des prêts hypothécaires aux agriculteurs. Ces prêts seraient de courte durée et les formalités de l'obligation et de l'inscription hypothécaires pourraient être spécialement simplifiées.

Pour obtenir un crédit moins cher pour les agriculteurs, une autre réforme s'impose, celle de l'impôt sur le revenu des créances; nous en parlerons avec les remèdes d'ordre fiscal.

*
* *

Ces quelques remèdes d'ordre économique doivent être complétés par des mesures d'ordre juridique et fiscal que nous allons étudier au chapitre qui suit.

CHAPITRE TROISIEME

Les remèdes d'ordre juridique et fiscal

L'œuvre de redressement moral et économique dont nous avons préconisé la réalisation dans les campagnes serait inutile si des dispositions civiles ou des mesures fiscales venaient à chaque instant en détruire les effets. Cette œuvre doit donc être couronnée par des mesures juridiques et fiscales. Quelles seront ces mesures ?

Section I

MESURES JURIDIQUES

Nous avons vu les inconvénients du système Code Civil en ce qui concerne les partages de successions rurales, inconvénients qui ont obligé les pouvoirs publics à en atténuer les effets par la loi du 7 février 1938 et le décret-loi du 17 juin de la même année.

Le partage en nature n'est plus obligatoire, l'exploitation rurale peut être en entier attribuée à un seul enfant, mais l'attributaire devra payer des soultes d'autant plus importantes que la famille est nombreuse. Des dispositions d'ordre fiscal ont heureusement complété ces dispositions civiles et ont rendu le paiement des soultes moins onéreux. Tout cela est encore insuffisant.

L'esprit de justice paraît en principe exiger l'égalité dans un partage entre les enfants. Mais on confond trop souvent l'idée d'égalité et l'idée de justice.

Dans une famille béarnaise ou basque, en raison de la façon de vivre et de travailler des enfants, un partage égal n'est plus un partage juste.

Prenons comme exemple une famille de cinq enfants. L'aîné reste dans l'exploitation familiale dont il devient le plus souvent la cheville ouvrière. Aussi les parents considèrent-ils comme un acte de justice la donation ou le legs de la quotité disponible en faveur de ce fils aîné qui a été leur principal collaborateur. Mais le quart précipitaire est rarement une véritable compensation. En réalité et dans beaucoup de cas les cadets profitent du travail de leur aîné, en se voyant attribuer, outre leur rapport, une soulte avantageuse qui serait peut-être inexistante si le bien avait été vendu ou était resté en souffrance (1).

Pour rétablir la justice dans les partages, M. G. Perrot préconise une réforme intéressante : le contrat de travail à salaire différé.

Et voici ce que déclare à ce sujet l'honorable parlementaire :

« L'enfant qui s'est créé une situation indépendante garde pour lui seul, et c'est tout à fait légitime, les gains qu'il a réalisés par son travail et il recueille, en outre, dans la succession de ses père et mère, une part équivalente à celle de ses frères et sœurs qui sont restés au foyer paternel.

« Or ces derniers, qui n'ont touché aucun salaire et

(1) Les cadets rapportent à la succession de leur père et mère, ou à leur présuccession lorsqu'il s'agit de partage anticipé, des avantages qu'ils ont reçu de ceux-ci : dot, dons manuels ; la différence entre ces avantages qu'ils ont déjà reçus et le montant de leurs droits dans l'indivision est fournie au moyen de soultes en numéraire par le fils aîné qui se charge de la propriété.

qui ont eu pour toute rémunération le logement et la nourriture, ne peuvent opérer aucun prélèvement sur l'actif successoral en contre-partie de leur travail.

« Bien mieux, si, comme il arrive souvent, le père de famille a pu, grâce au concours de ses enfants qui sont restés auprès de lui, arrondir le petit domaine familial par l'achat de quelques parcelles de terre, ceux dont le travail a permis cet achat payeront, au même titre que les enfants devenus citadins, le droit de mutation par décès sur les immeubles ainsi acquis.

« Pour mettre fin à cette situation inadmissible, il importe que soit par l'institution d'un carnet de travail, soit par tout autre système que le Gouvernement jugerait plus expédient, soit assurée la reconnaissance légale du contrat de travail à salaire différé, permettant à celui ou à ceux des enfants qui ont continué à travailler la terre aux côtés de leurs parents de se faire rémunérer de leur concours au moyen d'un prélèvement sur l'actif successoral laissé par le père de famille. »

La réforme préconisée par M. Pernot mettrait fin à une grande injustice, mais les inconvénients du partage égal ainsi atténués ne seraient pas tous supprimés.

Si l'on veut réellement empêcher la désertion de la terre, si l'on veut surtout des familles rurales nombreuses, il faut une réforme plus profonde.

Dans le but d'enrayer l'exode rural, une réforme juridique a été réalisée en Allemagne par le national-socialisme. Elle concerne la transmission de l'héritage paysan. On a constitué des domaines héréditaires d'une contenance maxima de 125 hectares. A la possession de ce domaine est attaché le titre de « paysan » qui

donne droit à certaines prérogatives dans l'Etat. Le domaine inaliénable est intégralement transmis après décès à un seul héritier, les autres pouvant seulement prétendre aux biens qui peuvent exister en surplus dans la succession et ayant droit d'ailleurs à une formation professionnelle, à une dotation et éventuellement à un asile sur le fonds moyennant travail (2).

Cette réforme correspond en fait à la constitution de majorats ruraux. Elle se heurterait en France au principe de la libre circulation des biens et pourrait être dangereuse au point de vue social, en stabilisant la propriété à un moment donné, et en empêchant ainsi l'ascension des fermiers ou des métayers à la propriété. Elle serait cependant moins dangereuse en Béarn et dans le Pays Basque à cause du grand nombre de paysans propriétaires qui se trouvent dans ces deux régions.

Une réforme plus facilement applicable chez nous est celle dont Le Play vante les bienfaits : la liberté de tester.

Le père pourrait désigner lui-même celui de ses enfants qu'il considère comme le plus apte à continuer après lui, avec l'exploitation du bien, les traditions familiales.

Cette réforme aurait aussi l'avantage de consolider l'autorité paternelle.

Enfin il n'y aurait plus autant à craindre la restriction de la dénatalité, puisque le spectre du partage égal aurait disparu.

D'autre part, dans la famille restée unie, les enfants

(2) GARRIGOU-LAGRANGE. — *Op. cit.*, p. 188-189.

non avantagés par les parents trouveraient, à l'occasion, aide et assistance.

La famille-souche couvrirait le pays de ses rameaux et perpétuerait parmi eux des traditions ancestrales, qui constituent le meilleur lien entre le paysan et la terre.

Pour compléter et pour rendre efficaces les réformes juridiques, il faut aussi des réformes fiscales.

Section II.

LES MESURES FISCALES

L'écrasante charge de la fiscalité qui pèse si lourdement sur la famille paysanne doit être allégée dans la mesure du possible.

Les impôts les plus lourds pour les agriculteurs sont les impôts sur la transmission des immeubles, soit entre vifs, soit par décès.

Nous avons dit plus haut l'importance des droits de mutation à titre onéreux qui frappent les ventes immobilières d'une taxe de près de 18 % dans la plupart des cas. Cet impôt de mutation est une grave entrave à la transmission des biens ; il empêche beaucoup d'agriculteurs d'accéder à la propriété. De plus il diminue la valeur des immeubles qu'il frappe, et touche donc aussi bien le vendeur que l'acquéreur. Il est un facteur de baisse des capitaux immobiliers et une des principales raisons de la faible augmentation de valeur de la terre, par rapport à celle des autres biens.

L'impôt sur la transmission d'immeubles à titre onéreux doit être abaissé. Un nombre de transactions plus

important compensera d'ailleurs cette diminution du taux de l'impôt.

D'autre part il est absolument injuste de mettre sur le même pied, au point de vue fiscal, le capitaliste qui achète une propriété pour faire un placement et l'agriculteur qui achète une propriété dont il assurera lui même la culture et qui sera pour lui un instrument de travail.

Des réformes très heureuses ont déjà été apportées en ce qui concerne la transmission des biens par décès.

La transmission des exploitations rurales est aujourd'hui exonérée de droits de succession jusqu'à concurrence de 100.000 francs. Cela est très intéressant, mais une exonération supplémentaire de 25.000 francs par enfant à partir du troisième pourrait être accordée dans un but de protection des familles nombreuses, comme le préconise M. Buyat, député de l'Isère, dans une récente proposition de loi (3).

C'est surtout en ce qui concerne les soultes de partage que la réforme a été opportune, puisque les soultes sont exonérées de droits si la valeur des immeubles à partager est inférieur à 200.000 francs (4).

Cependant ce chiffre-limite devrait être plus élevé lorsque le partage a lieu entre les enfants d'une famille nombreuse.

Ces dernières, en effet, sont alors handicapées, puisque l'importance des soultes croît avec le nombre des enfants.

Prenons comme exemple, une succession uniquement composée d'immeubles évalués à la somme de

(3) J. O. — Séance du 28 février 1939 de la Chambre des députés.

(4) Décret-loi du 21 avril 1939.

400.000 francs. Un seul enfant est attributaire de tous les immeubles.

Si cette succession est partagée entre deux enfants, l'attributaire des immeubles aura à payer à l'autre 200.000 francs de soulte, mais si elle est partagée entre huit enfants, celui qui se chargera des propriétés aura 350.000 francs de soulte à payer à ses co-partageants.

Il faudrait donc que le montant de soultes exonérées de droits soit élevé proportionnellement au nombre des enfants.

D'autres impôt frappent directement ou indirectement les agriculteurs.

Nous avons dit plus haut combien il était nécessaire de mieux adapter le crédit aux besoins de l'agriculture, mais cela aussi ne pourra être réalisé que bien difficilement sans une réforme fiscale.

L'impôt sur le revenu des créances, dont le taux est actuellement de 18 % — et même de 31,58 % dans certains cas (5), — au lieu d'être supporté par le créancier est en réalité supporté par le débiteur, car le créancier élève d'autant le taux de l'intérêt.

Pour permettre aux petits agriculteurs de se procurer un crédit hypothécaire à bon marché, il serait nécessaire de supprimer purement et simplement l'impôt sur le revenu des créances hypothécaires lorsque l'immeuble affecté en garantie est une petite propriété rurale cultivée par son propriétaire et si l'intérêt stipulé ne dépasse pas quatre pour cent.

*
* *

Les remèdes d'ordre juridique et fiscal serviront uni-

(5) Le taux de l'impôt est actuellement de 31,58 %, lorsque l'intérêt a été stipulé par le créancier net de tout impôt à sa charge !

quement à consolider l'action des remèdes d'ordre moral et économique. Ce n'est que par une action solidaire dans ces trois domaines que l'on pourra espérer enrayer, dans un avenir plus ou moins éloigné, la marche du triste phénomène que nous venons d'étudier.

CONCLUSION

On vient de voir quelle est l'ampleur de la désertion de la terre en Béarn et dans le Pays Basque; et, malgré quelques causes que nous avons indiquées, on restera surpris de constater le danger qui menace une région où tous les dons de la nature paraissent réunis pour attacher le paysan au sol ancestral : douceur du climat, fertilité, morcellement de la terre, propriété paysanne qui est très souvent le fruit du travail d'innombrables générations.

On a constaté ailleurs que l'exode frappait surtout les salariés agricoles. Mais ceux-ci sont à peu près inexistant dans notre pays. Ce sont des propriétaires et aussi des métayers qui ont quitté la terre. Et les résultats de cet exode se font déjà cruellement sentir.

Alors que les progrès de la technique agricole ont augmenté dans d'énorme proportions le rendement à l'hectare, l'importance des récoltes n'a pas suivi la même progression.

La vigne n'occupe aujourd'hui que **13.073 hectares** contre **28.000** en 1856 (1), mais nous avons vu que cela est plutôt une cause qu'une conséquence de la désertion de la terre.

L'ensemencement moyen en blé était, ces dernières années, de **38.000 hectares** (2), or il était de **53.804** hectares en 1856.

(1) Docteur DOLÉRIS. — *Viticulture*. — *Op. cit.*, p. 139 et 142.

(2) A. GABY. — *Le Blé*. — *Monographie Agricole des Basses-Pyrénées*, p. 115.

Les champs de maïs ne couvrent plus que **55.000** hectares (4) contre **70.332** hectares à la même époque (5).

Le troupeau ovin qui comptait **485.606** têtes en 1856 (6) n'en compte plus que **290.000** (7).

Seul le troupeau de bovins a augmenté puisqu'il est passé de **176.871** têtes (8) à **237.000** têtes (9), mais ceci est une conséquence de la désertion de la terre, car il faut une main-d'œuvre beaucoup moins importante pour l'élevage de bovidés que pour la culture.

Aujourd'hui la production agricole du département est loin de suffire même à sa propre consommation. Le maïs seul est excédentaire.

*
* *

La terre nourricière du Béarn et du Pays Basque est donc très délaissée. Un abandon en appelle un autre. Tôt ou tard elle risque d'abandonner à son tour ceux qu'elle était destinée à faire vivre. Ce sort a été celui des terres les plus fertiles comme nous le voyons dans l'histoire de tant de vieilles civilisations !

N'oublions pas la phrase fameuse de Pline l'Ancien

(3) Ch. DE PICAMILH. — *Op. cit.*, p. 112.

(4) P. V. de la journée de la production et du commerce du maïs, organisée par la Cie du P.O.-Midi, 1936, p. 5.

(5) Ch. DE PICAMILH. — *Op. cit.*, p. 112.

(6) Ch. DE PICAMILH. — *Op. cit.*, p. 173.

(7) G. GUYONNET. — *Mon. Agr. des B.-B.* — *Espèce ovine*, p. 330, 336, 339.

(8) Ch. DE PICAMILH. — *Op. cit.*, p. 169.

(9) G. GUYONNET. — *Race Bovine.* — *Mon. Agr. des B.-P.* — *Op. cit.*, p. 329.

citée au début de cette étude et gardons-nous des **Latifundia**. La production par tous les moyens ce n'est pas tout, il faut des producteurs en nombre, qui soient aussi des consommateurs. La France devrait se suffire largement elle même au point de vue agricole.

*
* *

Nous venons de jeter un cri d'alarme, mais non de désespoir.

Trouverons-nous, dans la génération paysanne qui monte, de nouvelles élites rurales, ce que Barrès appelait le **sel d'un pays** ? Des cadres locaux susceptibles de donner de beaux exemples de courage civique et d'un redressement moral désormais indispensable pour l'application et le développement des énergiques remèdes qui s'imposent à bref délai ?

C'est le vœu que nous exprimons ici. Puisse cette modeste étude contribuer à sa réalisation dans toute la mesure de notre désir.

BIBLIOGRAPHIE

Annuaire administratif judiciaires et industriels du département des Basses-Pyrénées. — Années 1837, 1848 et 1894. — Pau, Vignancour.

Annuaire du département des Basses-Pyrénées. — 1878. — Pau, Lalheugue, éditeur.

BONNECASE (J.). — La Philosophie du Code Napoléon appliquée au droit de famille.

CALLON (G.). — Le mouvement de la population dans le département des Basses-Pyrénées de 1821 à 1920 et depuis la fin de cette période. — *Bulletin de la Société des Sciences, Lettres et Arts de Pau*, 1930.

Comptes-rendus des travaux de la Chambre d'Agriculture des Basses-Pyrénées.

DASCONAGUERRE. — Les échos du Pas-de-Roland, -- Paris 1867. — Firmin Marchand, éditeur.

Débats parlementaires sur la politique agricole du Gouvernement. — Février, 1939.

Enquête Agricole de 1868, publiée par les soins du Ministère de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie. — Imprimerie Impériale.

ETCHEVERRY (L.). — Les Basques en Amérique. — Rapport à la Société d'Economie sociale du 9 mars 1886.

GARRIGOU-LAGRANDE (A.). — Production Agricole et Economie rurale. — Librairie de Droit et de Jurisprudence, — Paris, 1939.

LABAT (D^r Emmanuel). — L'Ame paysanne. — Delagrave, éd. 1924.

LAGRÉZE. — (G. DE). — La Navarre Française. — Paris, Imprimerie Nationale 1882.

LARRABURE (député des Basses-Pyrénées). — Rapport au Ministre, sur l'Enquête Agricole dans les Basses-Pyrénées. — Paris, Imprimerie Impériale, 1868.

Monographie Agricole du département des Basses-Pyrénées, 1937. —
Annexe à l'Enquête de 1929.

PERNOT (G.). — L'Amélioration du sort de la famille rurale (La Croix).

PICAMILH (Ch. DE). — Statistique générale des Basses-Pyrénées. —
Tome II. — E. Vignancour, éd., Pau, 1858.

PINATEL (J.). — Réforme du partage en nature et de la licitation obli-
gatoire dans les successions agricoles. — Thèse. — Bor-
deaux, 1934.

Problème de la Terre (Le). — Compte rendu de la Semaine Sociale de
Renne. - Ed. de la Chronique sociale de France. Paris 1924.

*Rapports du préfet et procès-verbaux des séances du Conseil Général
des Basses-Pyrénées*.

RECLUS (O.). — Les Basses-Pyrénées. — Ed. Attinger, Paris, 1927.

Répertoires administratifs du département des Basses-Pyrénées.

RIQUOIR (A.). — Le régime successoral pyrénéen. — Ed. de la Revue
Catholique des Institutions et du Droit, 1925.

SERVIEZ (G^{al}). — Statistique du département des Basses-Pyrénées. —
Pau, Imp. Daumon. An X.

VANDERVELDE (E.). — L'exode rural et le retour aux champs. —
Alcan, éditeur. — Paris 1903.

VERSCHAVE. — La terre en face de l'industrie. — Chronique sociale
de France. — Juillet 1924.

WINZ-SOUCAZE (Cl.). — Les Béarnais en Argentine. — Revue Régio-
naliste des Pyrénées (1930).

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

	PAGES
Aperçu géographique et économique sur le Béarn et le Pays Basque.	3

PREMIERE PARTIE

LES FAITS

<i>Chapitre Premier.</i> — Aperçu statistique sur le mouvement de la population des Basses-Pyrénées de 1836 à 1936.....	14
<i>Chapitre deuxième.</i> — Origine et historique de la désertion de la terre. Epoque auxquelles elle s'est manifestée.....	25
<i>Chapitre troisième.</i> — Tableau comparatif de la désertion de la terre dans les différents cantons béarnais et basques.	
Section I. — Le Béarn.	38
Section II. — Le Pays Basque.	45
<i>Chapitre quatrième.</i> — Où partent les déserteurs de la terre. Ce qu'ils deviennent.	
Section I. — La désertion au profit des industries locales.	51
Section II. — L'exode vers les villes.....	52
Section III. — L'émigration à l'étranger.	56

DEUXIEME PARTIE

LES CAUSES

	PAGES
<i>Chapitre premier.</i> — Les causes morales.	64
Section I. — Le triomphe de l'individualisme..	64
§ I. L'individualisme contre les associations agricoles.	64
§ II. L'individualisme contre la famille.	65
Section II. — La dénatalité.	69
Section III. — Le rôle de la femme.	70
Section IV. — La recherche des distractions....	71
Section V. — La peur de l'effort.	72
Section VI. — Le mépris du travail agricole....	74
Section VII. — Le rôle de l'école dans la désertion de la terre	75
Section VIII. — La désertion des « élites ».	77
Section IX. — L'esprit aventureux des basques..	79
<i>Chapitre deuxième.</i> — Les causes économiques.	81
Section I. — Le développement de l'industrie. .	81
Section II. — L'augmentation du nombre des fonctionnaires.	82
Section III. — La disparition des métiers d'appoint.	84
Section IV. — L'infériorité des revenus agricoles.	85
Section V. — La mévente des produits agricoles.	88
Section VI. — L'élévation du prix des éléments de la production.	92
Section VII. — La suppression des communaux. . .	95
Section VIII. — Les crises viticoles.	96
<i>Chapitre troisième.</i> — Les causes juridiques et fiscales.	98
Section I. — La législation civile.	98
§ I. Le Code civil contre les exploitations familiales.	98
§ II. Le Code civil contre la famille.	102
Section II. — La législation fiscale.	106

